L'EMPIRE DIOR *par FRANÇOISE GIROUD* (p. 17)

L'EXPRESS

31 OCTOBRE 1957. — N° 332 — 100 FR. — ALGERIE, TUNISIE, MAROC : 100 FR.

BIBLIOTHÈQUE 0898

L'HEURE DE L'INDÉPENDANCE

LE PLAN DES SAVANTS FRANÇAIS

COURRIER

La lettre de « L'Express »

INCROYABLE. Devant une misère scientifique largement dénoncée, largement connue de l'opinion publique qui, à quelque nuance qu'elle se rattache, y est sensible, ce sont des hommes privés, des professeurs nullement attirés par l'action publique, qui soudain explosent et s'attellent eux-mêmes à l'élaboration et à la réalisation d'un plan complet capable de bouleverser l'enseignement scientifique en France.

Voici des professeurs agrégés de mathématiques transformés en terroristes, selon leur propre expression, à l'égard des pouvoirs, pour tenter de sauver l'avenir.

Rien de grand, rien de dynamique, rien de cohérent ne peut-il donc se faire qui ne soit imposé au Parlement ou réalisé contre lui ?

Ceux qui le composent ont été jeunes. Beaucoup le sont encore. Ils ont des enfants. Ils ne sont pas si obnubilés par leur propre carrière qu'ils n'éprouvent parfois l'angoisse d'un surlendemain où les enfants d'aujourd'hui vivront colonisés par l'Amérique, par la Russie ou par l'Allemagne.

Et ils ne font rien. Dans les bons moments. Dans les mauvais, ils font des bêtises.

Alors il se produit ces vagues venues des profondeurs, dont le Mouvement National pour le Développement Scientifique est un exemple, à la fois troublant et riche d'espoir.

L'ANGOISSE des scientifiques français est immense : leur optimisme ne l'est pas moins. Ils démolissent, mais ils construisent, et assurent que la France peut fabriquer des techniciens « comme des boites à sardines ».

Nous donnons cette semaine à leurs critiques et à leur plan la large place que méritent leurs travaux, parce qu'il s'agit d'un secteur vital pour la nation. On verra qu'ils n'y pénètrent pas en théoriciens mais en hommes quotidiennement confrontés, à travers des cas concrets, avec l'un des problèmes majeurs qu'une nation moderne doit résoudre pour survivre.

En agissant, ils dérangent sûrement quelques personnes comme dérangeraient ceux qui prendraient à bras-le-corps le drame du logement, et celui de l'alcoolisme.

Le rêve commun n'est-il pas d'avoir des savants, mais sans les instruire, des logements, mais sans les construire, des enfants sains, mais nourris au calvados, des guerres, mais sans y mourir, et des armes, mais sans les payer ?

LAISSONS les rêves aux poètes du Palais-Bourbon qui font semblant de croire que la France peut se battre en Algérie sans payer d'impôts, et tendre la main droite à l'Amérique en gardant libre la main gauche...

Ils sont heureux, ils s'amusent, ils jouent à « Si tu me donnes un portefeuille pour Noël, je te donnerai un portefeuille pour Pâques ».

Eveillés aux problèmes qui intéressent la nation, ils seraient capables de découvrir que les savants français veulent construire un avenir où la mort d'un couturier ne prendra plus la proportion d'une catastrophe nationale. Et de s'en mêler.

Françoise Giroud.

P.S. — Armand Gatti, envoyé spécial de « L'Express » à Saint-Nazaire, pendant que se déroulaient les combats entre ouvriers et C.R.S., a été sérieusement blessé à la tête. Il a pu dicter le récit que l'on lira ici. On y décèle un avant-goût de ce qui nous attend — et pas seulement les journalistes — lorsque les excellentes mœurs tenues en Algérie pour des exploits militaires seront importées en métropole par les dizaines de milliers de jeunes hommes auxquels on inculque en ce moment le goût de la « pacification ».

Les vrais bourreaux

J'ai été tellement bouleversée et indignée en recevant les exemplaires de cette brochure, dont je vous adresse un échantillon, que je ne peux garder, silencieux, ce cri et ce déchirement devant ces images (1).

Oui, crions de douleur devant la souffrance de ces corps martyrisés et crions de douleur sur leurs bourreaux qu'on voudrait que nous accablions, nous qui mangeons paisiblement des oranges algériennes à 100 fr. le kilo. Car les vrais bourreaux, ceux qui ont condamné ces lamentables martyrs, c'est nous, hélas ! qui avons laissé à leur férocité native ces terroristes ensauvagés.

Mais les terroristes passent et ne contemplent pas les cadavres. (...)

Nous, sous nos mains propres et nos caméras scientifiques, nous immobilisons cette horreur, nous la figeons à jamais.

Notre ministre immobilise pour jamais ces œuvres de son art ; il les reproduit à des milliers d'exemplaires, insoucieux des ordures qu'elles vont faire germer dans les milliers d'âmes de ceux qui les regarderont : la peur, c'est tout. C'est qu'il a besoin que nous ayons peur, notre ministre. Tel est, je suppose, le meilleur agent de recrutement pour l'armée.

Tout cela est désespérant. Et le seul espoir est là où nous croyons qu'il est — le Golgotha. On ose à peine écrire et prononcer ce mot.

Mme G...,
Limoges.

[1 - *Cette photo est l'une des nombreuses reproductions* (p. 74) *d'une belle brochure de 155 pages tirée sur papier glacé. C'est un document officiel qui vient d'être édité et diffusé par le gouvernement général de l'Algérie pour indiquer aux Français les « Aspects véritables de la rébellion algérienne ».*

Têtes coupées, visages mutilés, rictus d'égorgés, cadavres profanés alternent avec la reproduction de discours de la radio arabe où il est dit par exemple :

« Le cœur de chaque Algérien est rempli de haine à l'égard des Français qui lui ont ôté sa liberté et ont bafoué son honneur » (p. 21) *et de tracts, avis, circulaires, directives diffusés par l'Armée de Libération nationale.*

L'accumulation de documents photographiques atroces (la photo ci-contre est l'une des moins insupportables) finit par provoquer un véritable écœurement physique.

Le même que l'on éprouvait en feuilletant l'an dernier les documents propagés à l'étranger par le F.L.N. et tendant à faire croire que tous les Français étaient des bourreaux.

En publiant cette brochure, en demandant qu'elle soit diffusée, quel objectif poursuivent les autorités d'Alger ? Ces documents produisent chez les Français qui les regardent :

1. *Un sentiment primaire de vengeance. A son tour, couper, mutiler, égorger et, puisque l'on nous hait, haïr ;*
2. *Un sentiment profond de l'impossibilité où se trouvent des peuples séparés par de telles atrocités de reprendre jamais une existence commune.*

Qui pourrait encore croire, après avoir refermé cette brochure, qu'il existe des Français pour lesquels tout Musulman n'est pas un égorgeur, et des Musulmans pour lesquels tout Français n'est pas l'ennemi à abattre ?

Un musulman assassiné par les terroristes. Aspects véritables de la rébellion algérienne (p. 74).

Patientons

Je suis, comme professeur de math-spéciales, surpris de la propagande à sens unique qu'on développe contre nos « fameuses taupes » où les candidats passent deux, trois et parfois quatre ans à connaître toutes les ficelles d'un programme encyclopédique.

Permettez-moi de vous dire que nombreux sont parmi nous ceux qui gardent en spéciales leurs élèves deux ans au plus (sauf raisons de santé), les sursis se chargeant d'ailleurs de limiter à deux le nombre des années, que les programmes, les méthodes et les conditions de travail, actuellement, n'y sont — et de loin — pas ceux que des censeurs outranciers imaginent, que les censeurs se recrutent trop visiblement parmi ceux qui, autrefois, ont été incapables d'entrer dans une grande école ou parmi les phénomènes exceptionnels à qui aucune préparation ne serait nécessaire pour réussir brillamment. Dans les deux cas, ces censeurs sont à récuser. Patientons.

J. MARVILLET,
Strasbourg.

Personne ne nous dit...

Personne ne nous dit que, pour que la construction de nos avions soit rentable, il faudrait en vendre 180 et que nous n'avons jusqu'ici décroché que huit commandes ; personne ne nous dit que ces grands travaux réalisés un peu partout dans le monde le sont au titre de l'aide aux pays sous-développés ; personne ne nous dit que, pour vendre nos automobiles à l'étranger, nous devons verser au fabricant 33 % du prix, faute de quoi il ne les vendrait pas.

FRED COGNIARD,
Paris.

(Suite du courrier page 35.)

PARKING PRIVE
dans l'immeuble
PLAISIR D'ACHAT
chez
BRUNSWICK
62, bd de Strasbourg

Tirage des I P R
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre,
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

ETUDIANTS,
ENTRE DEUX COURS,
apprenez la sténotypie et la dactylographie, métier d'appoint
INSTITUT GRANDJEAN
15, r. Soufflot, PARIS-5e
ODE. 46-72

Dans ce numéro :

- Courrier .... pp. 2 et 35

Les affaires françaises

- L'heure de l'indépendance .... p. 3
- Correspondances Express . p. 4
- Algérie : Réponse à une question, *par Jean Daniel*.... p. 5
- Forum : Une chambre gouvernable, *par Maurice Duverger* .... p. 6
- Partis : La troisième équipe, *par Jean Ferniot* .... p. 7
- Grèves : L'envie de tuer, *par Armand Gatti* .... p. 9

Les affaires étrangères

- Correspondances Express . p. 10
- Exclusif : Le dernier discours de Molotov .... p. 11
- U.R.S.S. : S nami Joukov Geroï, *par K.S. Karol* ...... p. 11
- La correspondance secrète des « 3 Grands » : Staline appelle au secours .... p. 12
- Est-Ouest : La doctrine Kroutchev, *par Michel Bosquet* p. 12
- Pologne : Le grand nettoyage, p. 13
- La nouvelle vague : Trois hommes dans le même bateau .... p. 14
- Les savants français veulent sauver l'avenir pp. 15, 16, 17, 18, 19, 20

Alors... raconte

- L'empire Dior, *par Françoise Giroud.* p. 21
- Spoutnik, Stalinon ...... p. 22
- Télévision, P.T.T., Ecole, Grippe, Turf, Atome .... p. 23

Paris en parle

- Au cinéma : Le quatrième film de M. Chaplin, *par J.-P. Vivet* .... p. 24
- La semaine, une autre pièce p. 24
- Au théâtre : Mouche bleue et eau de rose, *par Robert Kanters* .... p. 25
- Un autre film .... p. 25
- Disques. Expositions .... p. 26

Lettres

- Ce jour-là : Louis XIV déterreur de nonnes, *par R. Kanters* p. 27
- Hommes, écrivains, romans, p. 28
- Alfred Jarry, l'anarchiste absolu, *par Philippe Audoin* p. 29
- Témoignage .... p. 29
- Romans français : Vous êtes en voyage, *par Madeleine Chapsal* .... p. 30
- Poésie .... p. 30

Madame Express

- Cette semaine, Madame Express. Lavage .... p. 31
- Mode .... p. 32
- Loisirs. Recette. .... p. 34

Et

- Le Bloc-Notes de François Mauriac .. p. 36

LA SEMAINE

● **LES AFFAIRES FRANÇAISES.** — Le rapport des experts — deux exemplaires seulement — est clair. Un emprunt étranger est inévitable, pour faire face à nos échéances. La situation actuelle nous conduit à un Dien-Bien-Phu économique. Seules des mesures d'économie de guerre, au service d'une politique efficace de paix, peuvent sauver la France africaine. — La situation créée au Parlement après quatre semaines de crise justifie-t-elle une dissolution ? Maurice Duverger remarque qu'avant de déclarer une Chambre ingouvernable, il faut cesser de présenter la même marchandise sous des emballages différents. — Le M.R.P., après vingt-deux mois d'abstinence, retrouve le goût du pouvoir. — Pouvons-nous être bourguibistes ou pas ? demandent les chefs algériens du F.L.N. réunis à Tunis. Oui, répondent certains, si...

● **BLOC-NOTES.** — François Mauriac a vu Les Nuits de Cabiria », pendant le bref moment où il a pu détacher sa pensée du jeu de massacre. Le jeu où « les crabes » font « front de toutes leurs pinces ».

● **LES AFFAIRES ETRANGERES.** — Sur la route du pouvoir absolu, il restait à M. Kroutchev un dernier obstacle, le plus difficile à avaler : le maréchal Joukov, l'homme le plus populaire en Russie. Entre l'Ukrainien rusé et le soldat glorieux, lequel a présumé de ses forces ?... L'un ou l'autre, l'U.R.S.S. montre les dents au Moyen-Orient et met la doctrine Eisenhower dans une situation critique. — Il y a seize ans, Staline, placé devant une menace mortelle, demandait à Churchill dans une lettre dramatique, demeurée secrète, cent avions et cinq cents chars par mois. M. Molotov était alors ministre des Affaires étrangères. — Aujourd'hui « liquidé » par Kroutchev, il prononce un discours que seuls « Les Nouvelles Mongoles » — et « L'Express » — reproduisent. — En Pologne, Gomulka épure. Les communistes de son pays n'étaient pas tous récupérables.

● **LES SAVANTS.** — Les mathématiques : un jeu mystérieux dont on n'apprend jamais aux enfants ni l'intérêt ni les règles. Un groupe de scientifiques français a pris en main la réforme de l'enseignement. Ils exposent ici leur plan.

● **LA NOUVELLE VAGUE.** — Ils ont tous entre 18 et 30 ans, ils sont tous dans le même bateau, mais pas forcément d'accord. En attendant la synthèse de toutes les réponses reçues, trois réponses éloquentes.

● **DIOR.** — Dans un cercueil de muguet a été enseveli l'un des hommes qui permettaient aux Français de penser : « De ce côté-là, au moins, nous sommes les maîtres ». Le resterons-nous ?... Il était le premier. Pourquoi ? Il sera peut-être le dernier. Pourquoi ? Françoise Giroud répond.

● **CE JOUR-LA.** — Un 29 octobre, Louis XIV, ce déterreur de nonnes, faisait détruire jusqu'aux pierres d'une maison de prières.

C'est la fin d'une des plus grandes insurrections spirituelles. Celle de Port-Royal.

● **LETTRES.** — L'un des meilleurs romans français de la saison est le récit d'un voyage en train qui dure vingt-deux heures. Instant capital de la vie d'un homme vieillissant raconté par Michel Butor. — L'anarchiste absolu, Alfred Jarry, mit au monde, il y a cinquante ans, le Père Ubu. Il fut l'homme par qui le scandale arriva. — L'apôtre de littérature moderne qui bouleverse les traditions par la science-fiction, J.-L. Borges, disparaît.

● **PARIS EN PARLE.** — Pour le quatrième film d'un vieux monsieur, Charles Chaplin, qui a commencé à faire du cinéma quatre ans après qu'un clown génial, Charlot, eut fait ses adieux au public, le permanent est une chance. Ceux qui verront le début après la fin partiront contents. En face (à Paris) on peut voir une irrésistible Marilyn.

— Au théâtre, la Mouche Bleue de Marcel Aymé est rose, inoffensive, et désarmée. La pensée d'Ustinov ne va pas au-delà mais elle est mieux cuisinée. Celle de Kafka ne gagne rien à être traduite en scène bien qu'il se dépense, dans ce Château-là, beaucoup de talent. — Dans les galeries, un Juan Gris en quête d'harmonies...

Les affaires françaises

L'HEURE DE L'INDÉPENDANCE

A Genève, à Washington, à Bonn, à Paris, des organismes internationaux dont les Français ignorent les noms et connaissent à peine les initiales (I.M.F., G.A.T.T., O.E.C.E., etc.), des ministres étrangers et leurs experts sont penchés sur le règlement de l'affaire française, et préparent leurs conditions.

Le rapport de M. Robert Schuman au président de la République, les déclarations de MM. Guy Mollet et Félix Gaillard, sont venus confirmer, après bien d'autres avertissements, que notre pays ne pourra pas, dans les circonstances actuelles, faire face à de prochaines échéances sans recourir « à des emprunts atlantiques et européens ». Les gouvernements américain et allemand, et les comités d'experts qui dépendent d'eux, prévoient déjà l'utilisation qui leur paraît raisonnable des fonds à nous prêter et le règlement du problème algérien qu'ils comptent nous voir appliquer (1).

Dans les communiqués de guerre du F.L.N. à Tunis, dans les maquis et les mechtas, les hommes de la résistance algérienne connaissent, eux aussi, notre crise financière et ils attendent, confiants dans l'issue finale, le moment où notre faiblesse intérieure conduirait à l'acceptation de toutes leurs exigences.

VOICI donc venue l'époque où le monde envisage que la France affaiblie, ruinée par l'intérieur, pourrait être amenée à plier les genoux.

Deux ans d'erreurs, de petites et de grandes lâchetés, ont conduit notre pays au seuil d'une situation qui était inconcevable, et qui le paraît encore : un Dien-Bien-Phu économique. L'abandon pur et simple de l'Algérie par la France, dans des conditions désordonnées, risque maintenant, en dépit des phrases solennelles, de nous être imposé. Par l'impuissance où nous sommes, de l'aveu même de nos chefs, à faire face aux charges de notre effort militaire.

Aucun Français ne peut vouloir cela. Ni l'accepter.

Les débats anciens sur le statut de l'Algérie, les débats récents sur la loi-cadre, rien n'est comparable à ce fait massif : une faillite risque maintenant de nous mener à la capitulation.

LES partisans de la guerre n'ont plus entre leurs mains les moyens de poursuivre leur politique : la nécessité financière et l'étranger deviendraient leurs maîtres. Les partisans d'une négociation n'auraient pas le pouvoir d'en faire l'instrument d'une communauté nouvelle, sauvegardant les intérêts de l'avenir français : l'étranger serait, à travers nous, le vrai et seul négociateur avec les nationalistes algériens.

La perte de l'indépendance nationale supprimerait les conflits entre Français aussi sûrement que l'occupation d'une armée étrangère. L'Algérie ne serait plus alors qu'un souvenir parmi les débris de la volonté française.

Le maintien de cette indépendance, de notre souveraineté politique, de notre liberté de choix, doit donc, sans nouveaux délais, réunir dans la même angoisse et dans le même sursaut vital tous ceux qui entendent vraiment lutter, avec sincérité, pour une France africaine.

A l'instant précis où nos dirigeants seraient conduits à accepter, de nos « alliés européens et atlantiques », les conditions de la première tranche de la première subvention, à cet instant-là notre souveraineté de décision, en Algérie et en Afrique, serait condamnée.

A tout prix, au prix de n'importe quels sacrifices, si grands soient-ils, de n'importe quelles disciplines, si sévères soient-elles, il nous faut conjurer ce péril.

UNE économie de guerre demandée à la nation, mais pour une politique, enfin loyale, de paix. Un plan d'austérité, mis en œuvre sans retard pour permettre à notre pays de négocier, mais debout, son avenir africain. Telle est maintenant l'unique voie du salut.

Pour refuser une capitulation il n'est plus d'autre méthode sérieuse que de proposer à la nation les rigueurs d'une véritable économie de guerre. Et pour l'obtenir d'elle il n'est pas d'autre moyen que d'associer pleinement, et justement, à cet effort national l'ensemble des travailleurs en leur offrant, avec courage, une politique efficace de paix.

IL y a huit mois déjà des patriotes lucides mettaient publiquement en garde contre ce désastre « d'une faiblesse financière qui nous conduirait à la perte de l'Afrique », et réclamaient déjà « le courage financier indispensable pour que notre politique algérienne ne prenne pas, en quoi que ce soit, les aspects d'une défaite » (2).

Ceux qui ont combattu dans l'armée d'Afrique, s'ils n'ont aucun droit supplémentaire, ont aujourd'hui le devoir, là où ils sont, de tout mettre en œuvre pour que, prenant conscience du péril, les hommes les plus différents se retrouvent sur l'essentiel et confondent leurs efforts pour sauver, avec l'indépendance de notre pays, les chances d'une vraie communauté française.

J.-J. S.-S.

(1) « L'échéance de novembre ne pourra probablement pas être assurée et notre réserve en devises sera probablement épuisée dans six semaines. Il devient de plus en plus urgent qu'un prêt étranger soit consenti à notre pays. Sinon ce serait la rupture partielle de notre approvisionnement en matières premières et le recul de notre activité industrielle. » (« Le Figaro », mercredi 30 octobre).

(2) Pierre Mendès France, discours à l'Assemblée nationale, 19 mars 1957.

CORRESPONDANCES EXPRESS

LA MENACE DE M. COTY

● Le Président de la République est préoccupé, comme il ne l'a jamais été, de la prolongation de la crise gouvernementale. La Constitution l'autorisant à adresser un message au Parlement, il n'est pas exclu qu'il ait finalement recours à cette procédure exceptionnelle.

Cette décision grave ne sera prise que si M. René Coty estime qu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de sortir la crise de l'impasse.

Le texte du message est prêt. Le Président de la République y annoncerait son intention de démissionner si le Parlement continuait, en refusant les solutions qui lui sont proposées, à bloquer le jeu normal des institutions.

(Intercontinentale.)
M. EDOUARD MOISAN
Un souvenir amer

M. GUY MOLLET A BARRE ANDRE MORICE

● Depuis le début de la crise, M. André Morice a déployé une grande activité pour conserver un portefeuille dans le nouveau cabinet.

M. Morice considérait en effet que le titre de ministre était son meilleur bouclier contre le dossier publié par « L'Express » établissant qu'il fut, sous l'occupation, le gérant, responsable et rémunéré, d'une entreprise-pilote de l'Organisation Todt, travaillant pour les Allemands, et qui participa à la construction du mur de l'Atlantique (1).

M. Antoine Pinay avait tout de suite accepté de lui laisser son poste à la Défense nationale. En revanche, M. Guy Mollet, après s'être documenté sur l' « affaire Morice », avait décidé de ne l'admettre sous aucun prétexte dans son équipe.

Pour ne pas s'aliéner les amis politiques de M. Morice, dont les voix lui étaient cependant nécessaires, M. Mollet avait fait conseiller à l'ancien ministre de la Défense nationale de prendre les devants en annonçant qu'il refuserait un poste ministériel pour pouvoir, en toute liberté, se défendre contre les accusations portées contre lui.

M. Morice refusa ce conseil. Il obtint de la Fédération radicale dissidente du Rhône qu'elle proteste contre son éviction. M. Guy Mollet, en effet, après avoir écarté M. Morice, avait pris deux décisions significatives :

● Il avait nommé secrétaire d'Etat à la Marine marchande un membre du parti de M. Morice, M. Paul Devinat, médaillé de la Résistance.

● Il avait nommé secrétaire d'Etat à la Marine (Guerre) M. Edouard Moisan, député M.R.P., membre du Comité de Libération de la Loire-Atlantique depuis 1943, vice-président de la commission départementale d'épuration syndicale et professionnelle.

Le cas Morice est devenu l'un des nœuds de la crise parlementaire. Un certain nombre de résistants, dans tous les partis, n'admettent plus qu'il ait un poste ministériel important. Mais ses amis politiques en font la condition de leur soutien.

(1) Voir « L'Express », n° 328

COMMENT M. GAILLARD A ENGAGE L'AVENIR

● Les décisions d'ordre économique et financier prises pendant la crise gouvernementale ont été les plus importantes qui aient jamais été adoptées pendant une vacance du pouvoir.

Le 12 octobre, les prix agricoles étaient fixés pour 4 ans par un décret du gouvernement démissionnaire, publié au « J. O. » (1). Samedi dernier, 26 octobre, un décret étendait à l'ensemble des importations, l'augmentation de 20 % du taux de change.

La première mesure prise faisait suite à un accord intervenu entre M. Félix Gaillard et les organisations paysannes, quelques heures avant le scrutin de confiance qui devait entraîner la chute du gouvernement Bourgès-Maunoury. Cet accord visait à écarter la menace du débat agricole prévu pour le surlendemain.

La deuxième mesure était indispensable à cause de la spéculation sur les importations des produits sidérurgiques, rendue possible par notre adhésion à la C.E.C.A. (Dans les deux seules journées de vendredi et de samedi derniers, l'Etat avait perdu plus de 20 millions de dollars.) Ces deux décisions, à des degrés divers, engagent l'avenir dans des domaines essentiels.

Cet aspect particulier de la crise pose un problème. Un gouvernement démissionnaire n'est habilité qu'à expédier les affaires courantes. Mais aucun texte ne définit avec précision ce qu'on entend par « affaires courantes ». La seule limitation reconnue porte sur la nécessité de ne pas prendre de mesures susceptibles d'hypothéquer l'action de son successeur. Cette préoccupation n'est sans doute pas étrangère à la désignation, par le Président de la République, dans la nuit de lundi à mardi, de M. Félix Gaillard, ministre des Finances du précédent gouvernement, comme candidat à la présidence du prochain.

(1) Cf. « L'Express » n° 330.

LE POINT CRUCIAL DE LA CRISE

● Le fait politique le plus marquant de la crise restera l'échec, totalement imprévu, de M. Guy Mollet à l'investiture.

« Il a tout fait pour braquer les modérés, on dirait qu'il a cherché l'échec », estimaient ses collègues.

C'est au sein du parti socialiste que l'affaire s'est jouée. Entre 2 heures et 3 heures de l'après-midi, à la réunion du groupe.

M. Guy Mollet arriva devant ses collègues socialistes et leur fit part de son projet de déclaration. Puis il demanda — simple formalité — s'il y avait des questions. Un véritable débat s'engagea.

M. Guy Mollet fit signe à ses adjoints du secrétariat général d'y mettre un terme.

C'est alors que se produisit la seconde surprise : plusieurs députés socialistes demandèrent un vote. C'était sans précédent. Il restait vingt minutes avant l'entrée en séance.

M. Pierre Commin, adjoint du leader socialiste, tenta de limiter au moins les dégâts en exigeant que le vote, au lieu d'être à bulletins secrets, se fasse par « appel nominal ».

Malgré cette procédure d'intimidation, vingt-quatre socialistes en séance refusèrent de voter la confiance à M. Guy Mollet. Parmi eux : Binot (Seine-Maritime), Briffod (Haute-Savoie), Defferre (Bouches-du-Rhône), Depreux (Seine), Desson (Ardennes), Doutrillot (Somme), Lapie (Meurthe-et-Moselle), Leenhardt (Bouches-du-Rhône), Lussy (Vaucluse), Mayer (Seine), Naegelen (Basses-Alpes), Savary (Saint-Pierre-et-Miquelon), Verdier (Seine).

C'est à ce moment-là, d'après ses collaborateurs, que M. Guy Mollet changea de perspective et résolut de tout faire, y compris de prendre le risque de perdre de précieuses voix à droite, pour ne pas affaiblir sa situation au sein du parti. Et en lisant son discours, il modifia à plusieurs endroits son texte en le « gauchisant », en particulier à la fin.

Cet épisode marquera toute la suite des événements. Le parti socialiste ne pourra sans doute plus être ni celui du ministère Guy Mollet, ni celui du ministère Bourgès-Maunoury. Le vent a tourné.

LES DEUX EXEMPLAIRES DU RAPPORT SCHUMAN

● Il n'existe que deux exemplaires du rapport économique et financier établi par M. Robert Schuman : le premier se trouve dans le coffre de l'ancien président du Conseil, le second dans celui du Président de la République.

Ce rapport est la synthèse des différentes études remises à M. Schuman par les nombreux experts qu'il consulta dans son petit appartement de la rue de Verneuil. (Il fallut emprunter des chaises à la concierge.) Ce rapport final fut signé par chacun des spécialistes consultés puis remis au président Coty.

Lorsque M. Coty convoqua MM. Antoine Pinay, puis Guy Mollet, pour leur donner connaissance du document, il n'accepta pas de s'en dessaisir. Les deux visiteurs durent prendre des notes sur un coin de table en compulsant les vingt pages du rapport.

Le rapport établit que la poursuite des opérations militaires d'Algérie n'est pas compatible avec un « compte cohérent » de redressement financier, quel qu'il soit, sans subvention étrangère.

M. TREMOLET DE VILLERS ROMPT LE PACTE

● M. Trémolet de Villers, jeune député indépendant de la Lozère (il a 45 ans et siège depuis 1956 seulement à l'Assemblée) a mis en danger lundi soir l'avenir de la législature. En s'attaquant avec violence — et beaucoup de talent — à la politique économique du précédent gouvernement Guy Mollet, il a rompu le pacte de non-agression passé entre les Indépendants et la S.F.I.O., que M. Pinay avait respecté.

Estimant que c'est M. Guy Mollet qui venait lui-même de prendre l'initiative de cette rupture, M. Trémolet de Villers, fidèle membre de « l'équipe Duchet », monta à la tribune. Il dénonça les erreurs de gestion commises depuis janvier 1956 en citant Bainville : « Une goutte de politique socialiste fait fondre la monnaie comme une goutte d'eau fait fondre le sucre ». Et il conclut : « Notre devoir est de nous opposer à une expérience qui ne peut qu'échouer et faire un peu plus de mal au pays. »

M. TRÉMOLET DE VILLERS
Un plaisir dangereux

M. Pinay, en public, fit des reproches au député de la Lozère. En privé, il le félicita de son intervention.

Sur le plan politique, le discours du député de la Lozère a aggravé la cassure entre les Indépendants et les Socialistes. La majorité du groupe indépendant s'inquiète des répercussions ultérieures.

L'HEURE DU LAITIER

— La Démocratie, c'est quand on sonne à six heures du matin et que c'est le Président du conseil démissionnaire...

ALGÉRIE

Réponse à une question

● ***L'état - major du F.L.N. réuni près de Tunis a pris de graves décisions. Mais voici que, pour la première fois, il ouvre une porte.***

A vingt kilomètres de Tunis, en un lieu que les organisateurs se sont efforcés jusqu'au bout de garder secret et qui s'appelle Hamman-Lif, dans une villa gardée par des fellagha en armes, les neuf membres du Comité de Coordination et d'Exécution du F.L.N. ont siégé sans désemparer pendant quatre jours entiers.

A quelques jours du troisième anniversaire de l'insurrection, à quelques semaines du débat à l'O.N.U. sur l'Algérie, ils ont tous l'impression d'avoir tenu la conférence la plus importante depuis le 1er novembre 1954.

Longtemps cet état-major fut dans l'impossibilité de se réunir au complet. A chaque réunion un membre manquait, de qui l'on pouvait craindre un désaveu.

De New York, de Buenos Aires, de Damas et de Rome, les membres de la « Délégation extérieure » ont rejoint à Tunis les représentants des maquis dont certains faisaient ces dernières semaines encore la navette entre l'Algérie et la Tunisie.

Remplis d'aisance et d'urbanité, détendus et diplomates, MM. Ferhat Abbas, Lamine Debaghine et Abdelhamid Mehri ont retrouvé, dans un climat de clandestinité et de méfiance, les « durs » : Abbane Ramdane, l'homme le plus recherché des parachutistes algérois ; Krim Belkacem, le « héros kabyle » ; le colonel Ouamrane qui dirige les opérations sahariennes; Ben Tobal; Boussouf; et enfin Cherif Mahmoud dont la récente nomination à la tête des maquis des Aurès a provoqué d'importantes dissidences.

Yazid et Boumendjel

Seul, Mahmed Yazid, observateur à l'O.N.U., mais qui n'est pas membre du Comité des neuf, ne participait pas à la conférence. Il passait son temps en compagnie d'Ahmed Boumendjel, ancien conseiller de l'Union française, frère de l'avocat mort dans les locaux des parachutistes à Alger, et qui vient de prendre en charge les services de presse du F.L.N.

M. Yazid était inquiet : qu'allait penser le Comité de son rapport sur l'O.N.U. ? Déjà il avait fait l'objet d'un injurieux démenti lorsque, interrogé sur la proposition de M. Bourguiba il avait cru pouvoir confirmer que le F.L.N. renonçait au préalable de la reconnaissance par la France de l'indépendance algérienne. Or le climat n'était pas rassurant. Les amis tunisiens s'irritaient : pourquoi les délégués du F.L.N. ne saluaient-ils pas leur hôte le président Bourguiba ? Pourquoi la surveillance d'Hamman-Lif n'était-elle pas du ressort exclusif de la police tunisienne ?

Enfin la presse tunisienne paraissait « manœuvrer » : les journaux de langue arabe, révélant leur impatience devant l'occupation algérienne de certaines régions de la Tunisie, préconisaient la modération. Quant au journal destourien de langue française, « l'Action », il lançait un ballon d'essai qui pouvait être interprété comme un défi : l'hebdomadaire du bourguibisme intégral invitait les Algériens à constituer un gouvernement en exil pour augmenter leur représentativité.

Bourguibistes ou non ?

Les réunions eurent lieu, tumultueuses, passionnées, faisant apparaître des oppositions déjà pressenties, entre ceux que ne préoccupe que l'efficacité diplomatique et ceux qu'obsède l'unité des maquis.

Tout, et sur tous les plans, paraît avoir été passé en revue. Mais en fait tout se ramène à une seule idée générale qui peut être exprimée par la formule : « Les Algériens doivent-ils ou non devenir bourguibistes, c'est-à-dire accepter la collaboration de la France pour parcourir les étapes qui doivent les mener vers une future indépendance ? »

Les « neuf » ne pouvaient oublier, en effet, qu'ils étaient réunis dans la capitale du bourguibisme. Cette incidence géographique, dont les leaders F.L.N. n'ont peut-être même pas eu conscience, est devenue de plus en plus importante à mesure que la conférence avançait. Non que l'on se soit rapproché ou de la France, ou des thèses françaises. Mais, à Tunis, les Algériens ont davantage vécu une réalité nord-africaine, se sont mieux placés dans une perspective d'avenir franco-nord-africaine et enfin et surtout ont été contraints, sur place, de se situer par rapport aux méthodes tunisiennes.

On connaît par exemple l'optimisme historique des maquisards : pendant la résistance, en France, en 1942, tous ceux qui arrivaient à faire dérailler un train, croyaient pouvoir vaincre à eux seuls l'armée d'occupation. Les chefs des maquis algériens cèdent eux aussi à cette déraisonnable illusion. Mais à Tunis même ils ont vu leur rêve corrigé par certains rappels à la réalité : on convenait que les maquis étaient forts, armés et puissamment équipés et que la France risquait de s'épuiser avant de les exterminer. Mais il fallait aussi tenir compte des immenses ressources françaises, de la victoire d'Alger, de la lassitude des populations misérables, et enfin de la reconstruction du futur Etat algérien.

A Tunis les difficultés de l'indépendance sont si évidentes que pour la première fois — et c'est vraiment une date dans l'évolution de la maturité politique des Algériens — un leader F.L.N. a enfin songé à demander à un ministre tunisien de lui dresser un inventaire des problèmes de tous ordres qui s'étaient posés au gouvernement

→

300.000 lecteurs de « l'Express » lironi votre Petite Annonce
(Voir page 35)

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
A l'entrée de l'automne, HOLMES vous propose sa collection de pardessus demi-saison et de costumes exclusifs.
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

FORUM

UNE CHAMBRE GOUVERNABLE

par MAURICE DUVERGER

MAURICE DUVERGER

DISSOUDRE l'Assemblée Nationale et procéder à de nouvelles élections ? — Voilà le type même d'une fausse solution.

D'abord la dissolution est presque impossible. Juridiquement, il faudrait que l'Assemblée elle-même décidât de mettre fin à son mandat. Politiquement, cela supposerait que les communistes joignent leurs voix à celles des poujadistes et de la droite : même si une semblable coalition pouvait se réunir, pense-t-on que nombre d'indépendants n'hésiteraient pas, au dernier moment, en face des aléas d'une campagne électorale ?

La dissolution est dangereuse. Ne parlons pas seulement de l'absurde mécanisme des apparentements, qui risque de déformer entièrement la représentation. Ne parlons pas du mouvement antiparlementaire dans le pays, qui ressusciterait le poujadisme, et mettrait le régime en péril. La première conséquence de la dissolution serait de prolonger de deux mois le vide gouvernemental actuel: la situation financière ne le permet absolument pas.

La dissolution est inutile. En Grande-Bretagne, où deux partis seulement s'affrontent, les nouvelles élections dégagent une majorité claire. Dans le système français de partis multiples, elles ne peuvent pas changer profondément les données du problème. La droite espère une majorité excluant les socialistes : mais les crises de conscience du M.R.P. la rendraient aussi fragile que la majorité actuelle (M. Pinay en fit autrefois l'expérience).

Enfin, la dissolution n'est pas justifiée. Il n'est pas prouvé que cette Chambre soit ingouvernable. Tout le mal vient de ce que les leaders politiques ne veulent pas tenir compte à la fois des données parlementaires et de la situation générale.

LES premières se peuvent résumer en trois formules simples : 1° aucune majorité n'est possible sans les socialistes ; 2° les socialistes peuvent choisir entre une alliance avec la droite et une alliance avec l'extrême gauche ; 3° aucune de ces deux alliances n'est durable de façon exclusive, à cause des contradictions entre alliés : mais le fait même que « l'autre » est possible, qu'il existe une alternative, met la S.F.I.O. en état de résister aux exigences de ses alliés du moment.

Tout le jeu est faussé parce que M. Guy Mollet repousse la responsabilité de l'alliance de revers, pour s'engager exclusivement aux côtés de la droite. Les indépendants se croient indispensables alors qu'ils ne le sont pas. Leur intransigeance à l'égard de la S.F.I.O. est possible seulement parce que la S.F.I.O. s'est refusée à priori à envisager un soutien communiste éventuel. Que les socialistes fassent mine de réviser cette position, qu'ils cessent de repousser la perche qu'on leur tend à l'extrême gauche, et l'on verra la droite devenir plus raisonnable.

Il serait vain de croire, cependant, que cette menace de volte-face suffira à recoller le ménage Mollet-Pinay. On ne prend pas suffisamment garde à une évolution fondamentale de la situation politique générale. La première partie de la législature a été dominée par l'affaire d'Algérie : M. Lacoste assumant la politique de la droite, l'alliance S.F.I.O.-indépendants avait une base solide. Mais l'affaire d'Algérie tend à passer au second plan (malgré son importance), par rapport aux problèmes économiques. A propos des prix, de la monnaie, des impôts, des salaires, on voit renaître la même opposition fondamentale des années 45-52 : l'opposition entre « libéraux » et « dirigistes ». Sur ce point, socialistes et indépendants ne peuvent pas s'entendre, et ni les uns ni les autres ne peuvent céder à moins de perdre leur clientèle.

En fait, depuis six mois, on se refuse à regarder ces réalités en face. La droite a renversé M. Guy Mollet sur des problèmes économiques et financiers ; elle vient de lui refuser la confiance à cause de ses intentions dans ce domaine. On a reculé jusqu'aux limites extrêmes l'heure du choix: mais la situation ne permet plus d'attendre.

SUR la politique économique, les vues du M.R.P., de la S.F.I.O. et des radicaux de gauche sont plus proches de celles des communistes à certains égards que de celles de M. Pinay. Et ces vues correspondent mieux aux nécessités de l'heure. Nous n'en sommes plus aux crises financières d'avant guerre, qu'on ne pouvait résoudre sans le soutien des banques : ce qui imposait le recours à la droite. La crise actuelle ne peut être résolue qu'en restituant à l'Etat les moyens d'action qui lui ont été progressivement ôtés ces dernières années : il faut en somme reconstruire une véritable armature d'économie de guerre, ce qui suppose qu'on cherche les moyens de passer outre à l'opposition de la droite, toujours engluée dans son libéralisme désuet.

Si cela se révèle impossible à l'usage, alors seulement il conviendra d'envisager des solutions extrêmes (dissolution ou autre chose).

Mais on n'a pas le droit de proclamer un Parlement ingouvernable, tant qu'on n'a pas recherché toutes les formes de gouvernement qu'il serait susceptible d'accueillir, tant qu'on s'obstine à lui présenter inlassablement la même marchandise, sous des emballages à peine différents.

→

tunisien après l'octroi de l'autonomie interne.

Deux objectifs

C'est à Tunis aussi que la délégation extérieure du F.L.N. a pu enregistrer la réprobation de tous les étrangers devant les règlements de compte qui abattent en plein Paris les responsables messalistes. Sur toutes ces questions les progrès sont lents, mais ils existent.

Le rapport de M. Yazid affirme trois points essentiels. D'abord qu'il ne faut pas compter sur l'O.N.U. pour régler quoi que ce soit, (« l'O.N.U. ne fera pas plus pour l'Algérie que l'ancienne S.D.N. pour l'Ethiopie »). Ensuite que du fait du rejet de la loi-cadre, de l'échec des pourparlers, et de la crise gouvernementale française, l'opinion américaine a évolué dans un sens sinon pro-algérien, au moins pro-nord-africain ; enfin qu'étant donné les événements du Moyen-Orient, le voyage du roi du Maroc aux Etats-Unis prend une importance capitale.

Après ce raport le C.C.E. s'est fixé, à l'unanimité, deux nouveaux objectifs : augmenter l'insécurité en Algérie et notamment dans les territoires sahariens ; établir simultanément un front nord-africain particulièrement homogène au cours d'une conférence à trois Tunisie-F.L.N.-Maroc. Le front nord-africain donnerait mandat au roi du Maroc d'obtenir que les Etats-Unis fassent pression sur l'O.N.U. pour que celle-ci, dans une recommandation exprimée en termes modérés, préconise un tête-à-tête franco-F.L.N.

L'obstacle, c'est le Maroc. Au moins selon ce que les Tunisiens en ont dit aux délégués du F.L.N. Les Tunisiens s'ingénient à faire partager aux Marocains leurs soucis algériens, mais selon le journal « l'Action » les Marocains affichent un « noble détachement ». Ce n'est ici qu'une demi-vérité : en fait les Algériens sont plus respectueux au Maroc de l'ordre public parce qu'ils sont contenus par une armée forte de 35.000 hommes. De toutes façons le F.L.N. va se charger de rapprocher les Tunisiens et les Marocains et la conférence à trois aura lieu avant le voyage à New York de Mohammed V.

Le souvenir de Carthage

Mais si le préalable demeure, si les Algériens pour l'unité des maquis exigent toujours la reconnaissance de l'indépendance, où est donc la « politisation » annoncée du F.L.N. ? Doit-on continuer de dire avec les Tunisiens et les Marocains que « le F.L.N. a ceci de commun avec la France c'est qu'il n'a pas de politique algérienne » ?

La question leur a été posée. Et voici ce qu'ils ont répondu dans une déclaration dont l'importance est considérable :

> *« Nous n'exigeons pas du gouvernement français la reconnaissance préalable de l'indépendance avant l'ouverture des négociations. Nous ne demandons qu'une déclaration d'intention une affirmation de principe.*
>
> *« Le président Bourguiba a fait des concessions à la France et a imposé sa volonté au peuple tunisien, mais seulement après le départ du résident général de Hauteclocque et après la déclaration de Carthage.*
>
> *« On nous reproche d'être intransigeants et irréalistes, alors que Paris et Alger ne conçoivent pas la guerre dans une perspective de coopération future, mais dans celle de l'extermination. Pourquoi attendre de nous seuls que nous fassions du bourguibisme ? Ce qui a provoqué un jour le bourguibisme, c'est Carthage.*
>
> *« Que le gouvernement français cesse d'être divisé, qu'il se mette d'accord pour une politique de négociation, qu'il nous présente une plate-forme sérieuse et les portes s'ouvriront. La meilleure preuve de notre bonne volonté c'est qu'après la conférence à trois avec la Tunisie et le Maroc, nous demanderons de placer une conférence à quatre avec la France sous le signe de l'exploitation commune du Sahara. »*

Cette déclaration faite par une personnalité du F.L.N. au moment où M. Guy Mollet n'était pas encore tombé était en partie destinée à faire écho au projet saharien du président du Conseil désigné (« gestion commune »). M. Guy Mollet, tout aussi bien que le F.L.N., savait toucher par là l'opinion internationale, et notamment américaine.

Quoi qu'il en soit, et si, comme M. Guy Mollet l'a proclamé, il convient de rechercher la paix avec ceux qui se battent, il faut ne pas sous-estimer une prise de position du principal adversaire. Il faut que l'opinion française sache qu'il y a enfin de ce côté-là une ouverture.

JEAN DANIEL.

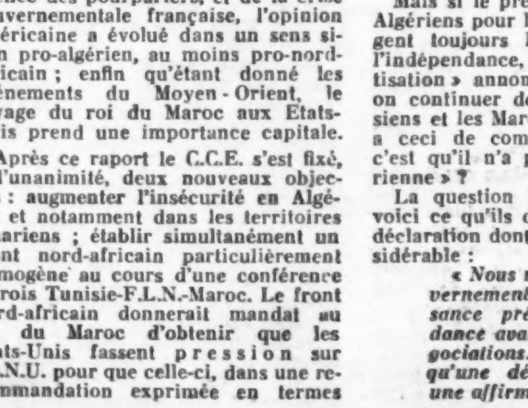
PARTIS

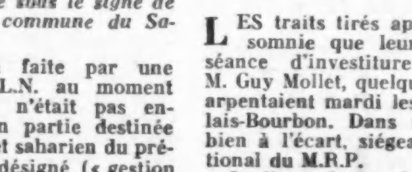
La troisième équipe

● ***Après vingt - deux mois de silencieuse fidélité, le Mouvement Républicain Populaire revient au premier plan. Pourquoi et comment ? Jean Ferniot le raconte ici :***

LES traits tirés après la nuit d'insomnie que leur avait value la séance d'investiture (manquée) de M. Guy Mollet, quelques rares députés arpentaient mardi les couloirs du Palais-Bourbon. Dans un bureau situé bien à l'écart, siégeait le bureau national du M.R.P.

Quelle explosion de colère, quel flot d'amertume ! Ainsi la fidélité aveugle à M. Guy Mollet aurait été inutile ? L'échec du candidat socialiste devenu officiel, le M.R.P. attendait avec confiance que le Président de la République fit appel à M. Pierre Pflimlin.


TSS « NEW-YORK » - TSS « NEPTUNIA »
8 croisières d'hiver
au départ de Cherbourg
de décembre 1957 à mars 1958
vers
MADERE - Iles CANARIES
AFRIQUE DU NORD
BASSIN DE LA MEDITERRANEE
GREEK LINE, 16, rue de la Paix - OPE. 06-09

PETIT-BATEAU
Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.


Tout était prêt : dans l'entourage du Président du M.R.P., dès la veille au soir, on fabriquait même le prochain gouvernement. On parlait de M. Pleven au Quai d'Orsay, de M. Edgar Faure aux Finances...

Et voilà que M. Coty, dans le silence nocturne, pendant que les leaders M.R.P. caressaient leurs beaux rêves, envoyait quérir M. Félix Gaillard.

Au bureau national, la révolte grondait :

— *Pour nous avoir, il faudra y mettre le prix,* dit l'un des assistants.

— *Si Gaillard veut recommencer l'opération Bourgès-Maunoury, qu'il ne compte pas sur nous,* ajouta un autre.

Les chefs du M.R.P., qui rongeaient leur frein depuis vingt-deux mois, piaffaient maintenant d'impatience.

Le jeudi précédent, les parlementaires et les membres de la commission exécutive du M.R.P. étaient réunis dans la grande salle Colbert, au Palais-Bourbon. Cette salle Colbert où, comme dans un vieux lycée, des générations d'hommes politiques ont laissé derrière eux des inscriptions gravées sur le bois des tables. Le débat était grave.

Après vingt-deux mois de retraite forcée, il s'agissait de décider si le mouvement allait de nouveau « participer » aux responsabilités du pouvoir.

Après une âpre polémique, les partisans du retour l'emportèrent : s'abstenir signifiait rendre inévitable la cassure entre les ailes modérée et socialiste de la majorité.

Le M.R.P., déchiré entre sa droite et sa gauche, craint plus que tout cette menace depuis ce jour où M. Guy Mollet répondit froidement à un journaliste qui l'interrogeait sur le Mouvement Républicain Populaire :

— *Ce parti ne devrait pas exister.*

Le front républicain populaire

Pour le secrétaire général de la S.F.I.O., dont l'admiration pour les structures politiques anglaises est plus forte que la solidarité « européenne », la France ne connaîtra de stabilité politique que dans un système biparti qui ne laisserait subsister que deux blocs : les conservateurs (modérés) et les travaillistes (S.F.I.O.).

Et les dirigeants républicains populaires savent que sur ce point M. Duchet est d'accord avec M. Mollet.

Mais le M.R.P. existe. Ses 82 voix à l'Assemblée nationale sont tout aussi importantes dans la législature actuelle que les 98 voix modérées et les 101 voix socialistes.

La crise actuelle l'a rappelé et a donné à M. Guy Mollet l'ingénieuse idée de se servir du M.R.P. comme d'un bouclier sur lequel viendraient se briser les attaques des amis de M. Duchet et de M. Pinay.

Au départ de son entreprise malheureuse, M. Guy Mollet avait même imaginé une combinaison ministérielle à ce point dominée par le M.R.P. qu'un député radical remarqua : « *Le front républicain est devenu républicain populaire* ».

L'échec du secrétaire général de la S.F.I.O. semblait fermer au M.R.P. les portes du pouvoir à peine entrouvertes. Mais les chefs du mouvement étaient résolus à maintenir, coûte que coûte, ces portes ouvertes.

Des hommes déchirés

Pourtant, quand, au lendemain des dernières élections, le bureau national du M.R.P. se réunit, dans le secret de la calme maison à vitraux et à escaliers contournés de la rue de Poissy, personne n'osait prévoir que cette législature « de gauche » distribuerait si tôt des portefeuilles à un parti que les dernières années avaient profondément marqué « à droite ».

Tous les hommes d'état-major étaient présents : Georges Bidault, Maurice Schumann, Pierre Pflimlin, Maurice-René Simonnet (l'homme qui monte), Robert Lecourt, membres de droit ; Pierre-Henri Teitgen, André Colin, Robert Schuman, François de Menthon, membres élus par le congrès, tous ces hommes déchirés entre leurs électeurs de droite et leurs électeurs de gauche, entre leur conscience et leur conception du devoir.

(A.G.I.P.)

L'ÉTAT-MAJOR DU M.R.P. (1)
« Nous ne sommes pas faits pour l'opposition. »

Quelles furent les conclusions que tirèrent alors des élections les membres du bureau national ? Tout simplement que le parti communiste et le Front républicain pouvaient faire alliance et gouverner, et que le devoir du parti était de tout mettre en œuvre pour éviter cette éventuelle résurrection du « Front populaire ». De ce jour, le M.R.P. s'accrocha au char de M. Guy Mollet, qu'il conseilla vivement au Président de la République d'appeler de préférence à Pierre Mendès France pour prendre la tête du premier cabinet de « Front républicain » de la législature.

Pendant dix-huit mois, fidèle à sa résolution, le M.R.P. apporta ses voix au président du Conseil socialiste, avec plus de fidélité que s'il avait siégé au gouvernement.

La vocation M.R.P.

Il existe, dans tous les partis politiques, y compris le P.C., une méfiance permanente des militants envers les députés. Le M.R.P. n'échappe pas à cette règle commune. Constamment, les élus se trouvent pris, dans leurs fédérations, entre les « activistes », en général de gauche, et les électeurs, le plus souvent de droite. Pour les uns, le parti ne tirait pas tous les bénéfices que lui offrait l'opposition. Ceux-là se plaignaient avec M. Fontanet, le jeune et dynamique député de la Savoie, de « la vocation de cocu » des républicains populaires. Pour les autres, le parti ne savait pas faire payer sa fidélité, dans ces conditions inutile, par des places au gouvernement.

M. Pierre-Henri Teitgen disait :

— *Nous ne sommes pas faits pour l'opposition. Et puis, demandez à dix de mes électeurs, ou à dix des électeurs de Pflimlin : neuf sont convaincus que nous n'avons jamais cessé d'être ministres...*

Pourtant MM. Pierre Pflimlin et Maurice Simonnet, dirigeants officiels du parti, ne pouvaient ignorer le malaise de la « base ». Ce fut la raison essentielle pour laquelle ils s'opposèrent, bien que d'accord sur les objectifs, au « socialisme systématique » de M. Robert Lecourt. Celui-ci, à la veille des vacances, était sur le point d'abandonner la présidence du groupe parlementaire. Mais la crise survint, qui donna au M.R.P. l'occasion, remettant à plus tard ses querelles tactiques, d'appliquer sa stratégie. L'entrée de MM. Robert Lecourt, Pierre Pflimlin et Maurice Simonnet dans le gouvernement Mollet aurait même réalisé une aimable synthèse. M. Lecourt y eût trouvé même l'occasion d'abandonner sa présidence sans éclats.

Un moindre mal

On ne peut pas comprendre les contradictions du M.R.P. sans regarder la géographie et l'histoire.

En 1946, le Mouvement Républicain Populaire était le « premier parti de France » par le nombre des électeurs et par celui des élus, supplantant provisoirement dans cette compétition publicitaire le parti communiste. A cette époque, les partis de droite d'avant guerre avaient pratiquement disparu de la scène politique. Accessoires d'une Troisième République condamnée à la fois par Vichy et par Londres, clubs de notables compromis avec l'administration de Pétain, formations sans implantation et sans appareil, la vieille Alliance Démocratique et l'antique Fédération Républicaine s'étaient volatilisées, de même que les ligues fascisantes. Pour les électeurs de droite, le M.R.P. — formé de catholiques, donc réputé fidèle à l'ordre moral — apparut comme un moindre mal.

Mais ces mêmes électeurs durent bientôt constater que le M.R.P. poussait aux nationalisations et à l'organisation de l'économie, se souciait fort du « sort du peuple » en aidant à la réalisation de réformes sociales fondamentales, envoyait au peloton les collaborateurs avec une rigueur de conventionnel et... semblait fort satisfait de gouverner avec les communistes et les socialistes.

Alors la droite classique et moderne reprit ses droits : le R.P.F., les indépendants, les paysans et, dans une certaine mesure le mouvement Poujade, s'approprièrent tour à tour une part des dépouilles du M.R.P. Celui-ci acquit la conviction qu'il ne retrouverait pas les suffrages perdus, même en suivant le chemin de la droite. Cinq années de cohabitation avec celle-ci, de 1951 à 1956, ne lui ont apporté

(1) De gauche à droite : MM. P.-H. Teitgen, Robert Lecourt et Pierre Pflimlin.

→

REVETEMENT MURAL PLASTIQUE
« POLYESSEF »
LESSIVABLE
SOCIETE FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-65

GARY
VÊTEMENTS DE LUXE POUR HOMMES
vous invite à visiter sa collection d'automne
PRÊT A PORTER
TAILLEUR
PARDESSUS français et importés, Camel-hair, Cashmere, lodens, depuis.. 19.900 f.
PANTALONS retors, épinglés, serge, velours côtelé, depuis.. 6.900 f
COSTUMES coupe GARY tissus exclusifs, depuis.. 27.900 f
VESTES SPORT, Harris, Shetland, Tweed Irlandais, depuis.. 12.900 f
IMPERMÉABLES Italiens, popeline, depuis.. 14.900 f
73, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS - ELY. 77-76
PUBLICIS

aucun avantage, puisque ses élus sont moins nombreux encore qu'auparavant. Et si le M.R.P. accepta de gouverner avec les modérés en se coupant des socialistes pendant presque tout le cours de la précédente législature, ce fut parce que celle-ci se trouva, dès sa naissance, placée sous le signe de la « loi Barangé ». Solidement appuyé sur l'Eglise, le M. R. P. sait que la Hiérarchie tolère ou approuve sa politique sociale dans la mesure où il défend pied à pied les intérêts catholiques.

Il est significatif que les « agents de liaison » entre l'Episcopat français et le Mouvement Républicain Populaire se recrutent aussi bien dans la gauche du parti, comme Maurice Simonnet, que dans la droite, comme le Vendéen Lionel de Tinguy du Pouët, et que dans le centre « radicalisant », comme André Colin. Que l'Eglise décide d'abandonner le M.R.P. et les bastions de Bretagne et d'Alsace tombent sans coup férir.

A la Libération, le M. R. P. fut le terrain sur lequel se retrouvèrent les hommes qui représentaient avant la guerre le catholicisme libéral et social.

Alors le M.R.P. était authentiquement un parti de gauche : la Résistance, qui avait cimenté ses divers éléments, l'amena à gouverner avec la S.F.I.O. et le P.C.

> — *Vous avez été le père spirituel du M.R.P.,* disait au fondateur du « Sillon », Marc Sangnier, le général de Gaulle. *J'en ai été le père nourricier.*

Pourtant en 1946, à la fidélité au général, les Républicains Populaires préférèrent la fidélité à la gauche. Puis, peu à peu, ils perdirent de vue leurs premiers horizons. D'une part, ils se laissèrent enfermer comme les autres dans la « maison sans fenêtre » du Palais-Bourbon, grisés par les délices et intoxiqués par les poisons du « système » ; d'autre part, ils s'inquiétèrent de vouloir conserver un corps électoral venu temporairement à eux et retourné depuis à son marais.

Le M.R.P., détesté de la droite plus que ne le sont les socialistes, est-il donc un parti de gauche ? Ceux qui l'ont quitté ou en ont été exclus depuis plusieurs années le contestent. Que l'on interroge Charles d'Aragon, Paul Boulet, l'abbé Pierre, André Denis, Henri Bouret, Léo Hamon et l'ancêtre Francisque Gay, tous sont d'accord pour dire que le M.R.P. a trahi sa vocation.

Associé longtemps au gouvernement, le Mouvement Républicain Populaire endossa la responsabilité de toute la politique coloniale de la Quatrième République. Avec un goût de la rigueur et de l'appareil militaire chez Pierre de Chevigné, avec une résignation de quiétiste chez un Jean Letourneau, avec une sorte de mystique de croisé chez un Georges Bidault, les hommes du M.R.P. se lancèrent dans les exécutions massives à Madagascar, la guerre sanglante dans les rizières indochinoises et une politique à la Bugeaud au Maroc. Ceux qui ne furent pas poussés par la révolte de leur conscience à la rupture — nous venons de citer les principaux — souffrirent sous une discipline chaque jour plus pesante.

L'homme du M.R.P. est un perpétuel inquiet : il est sans cesse tiraillé entre ses exigences chrétiennes et sa fidélité au pouvoir, entre ses électeurs de droite, qui restent nombreux, et ses militants dynamiques et progressistes, notamment les syndicalistes chrétiens.

Les hommes

Le M.R.P., s'il n'est plus de gauche, n'est pas devenu pour autant de droite. C'est ce qui fait de lui un phénomène politique et le rend suspect à toutes les autres formations.

(A.G.I.P.)

(A.D.P.)

MM. ROBERT SCHUMAN ET PFLIMLIN
« Ce parti ne devrait pas exister. »

Peut-on vraiment, comme on le faisait auparavant, classer dans la droite du parti — avec Georges Bidault et Pierre de Chevigné — Jean-Marie Louvel, Johannès Dupraz, Pierre Abelin, surtout Robert Schuman ? Certainement non : lors de la bataille des pouvoirs spéciaux demandés par M. Bourgès-Maunoury, M. Louvel se trouvait dans le camp de la gauche avec M. Simonnet et de M. de Menthon. Sur la politique algérienne, M. Robert Schuman se range parmi les « progressistes » du M.R.P. et le même Robert Schuman, à la fameuse réunion du bureau national qui suivit les élections, déclara comme l'aurait fait un représentant de la « gauche ouvrière » :

> — *La grande leçon du scrutin, c'est que nous avons trop négligé les intérêts des travailleurs.*

M. Georges Bidault lui-même souffre d'apparaître comme le « droitier » du Mouvement. Après une longue éclipse, il fait actuellement des efforts pour effectuer une « remontée ». Mais, s'il est gardé en réserve, c'est dans la perspective d'un cabinet d'union nationale, que certains leaders du Mouvement verraient se constituer sans grande joie.

La gauche « ouvrière » du M.R.P. ne se confond nullement avec sa gauche « algérienne ». Mme Francine Lefebvre, que l'on appelle la « petite chocolatière » ; M. Fernand Bouxom, M. Jules Catoire et les syndicalistes alsaciens, MM. Angel, Ulrich et Arbogast, sont les plus fidèles défenseurs de l'alliance avec les socialistes, même si la politique de la S.F.I.O. en Algérie est celle de M. Robert Lacoste. De plus, ce sont les plus farouches partisans d'une réforme de l'Etat renforçant les pouvoirs de l'exécutif, position qui ne passa jamais pour typiquement de gauche.

Dans l'état actuel des choses, la gauche « algérienne » semble plus consistante et plus absolue. On y trouve certes les « mendésistes » du M.R.P. avec MM. Robert Buron, Reille-Soult et, dans une large mesure, M. Pierre Pflimlin, mais également MM. Robert Schuman, Maurice Simonnet, Pierre-Henri Teitgen, Paul Bacon ...et même le député de droite M. Ihuel qui, ayant eu les yeux ouverts en Algérie par un colonel de gendarmerie, revint en réclamant à cor et à cri une « ouverture politique ».

Les mauvais souvenirs

C'est essentiellement M. Pierre Pflimlin, en raison de son autorité dans le parti, qui provoqua l'orientation du M.R.P. sur la politique algérienne. Sa conversion, il le raconte parfois, date du jour où, dans un Conseil des ministres, on fit venir une carte d'Indochine (la guerre du Viet-Nam sévissait alors encore) :

> — *Je constatai que le Viet-Minh occupait les deux tiers du pays et que personne ne paraissait s'en soucier autour de la table. Je me sentis foudroyé. Ce fut une révélation pour moi. Je n'ai pas oublié.*

La politique algérienne de M. Pflimlin s'explique par ce « complexe indochinois », comme celle de M. Antoine Pinay s'explique (le leader modéré trouva son chemin de Damas au moment de la conférence afro-asiatique) par ce que M. Roger Duchet appelle son « complexe de Bandoeng ».

Faute d'avoir depuis vingt-deux mois siégé dans les conseils du gouvernement, les leaders du M.R.P. n'ont pas permis aux tendances de s'affirmer. Libéraux algériens, droitiers électoraux, gauchistes ouvriers, ruraux, cléricaux, se sont trouvés mêlés dans la plus extrême confusion. Lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la candidature de M. Guy Mollet, celui-ci ne fut pas seulement combattu par la droite du parti. Beaucoup n'acceptaient pas de donner leur caution à la guerre d'Algérie :

> — *Letourneau en Indochine, Bidault au Maroc, vous ne croyez pas que c'est suffisant ?* demandait M. Robert Buron.

Mais le bureau national avait décidé de suivre M. Guy Mollet. Pour éviter la cassure entre les deux blocs et pour redevenir parti de gouvernement, le M. R. P. a fait des concessions.

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

SIX musulmans condamnés à mort ont été exécutés la semaine dernière à Alger. Le Parquet militaire n'avait pas prévenu leurs avocats. Ils ont été guillotinés sans assistance. Selon l'article 26 du Code pénal, les avocats doivent cependant être prévenus à l'avance de la date de l'exécution de leurs clients.

Cette infraction aux règles de la justice française ne s'est jamais produite dans la métropole. Elle vient s'ajouter à toutes celles qui se sont accumulées en Algérie depuis quelques mois sous l'impulsion du dernier ministre de la Défense nationale.

★

D'APRES les chiffres publiés par « L'Echo d'Alger », 450 condamnations à mort ont été prononcées pendant les six derniers mois dans la seule région d'Alger.

En vertu des pouvoirs spéciaux, ce ne sont plus les cours d'assises qui prononcent les condamnations à mort, mais les tribunaux militaires. Ceux-ci siègent pratiquement en permanence ; deux sections fonctionnent en même temps à Alger, à Constantine et à Oran.

★

LES avocats français qui défendent des Algériens se sont émus, en vain, du traitement que l'on fait subir aux condamnés à mort et qui les empêche selon eux de « mourir dignement ».

Ils sont exécutés à la guillotine, comme des condamnés de droit commun et non à la « fusillade » comme des condamnés de tribunaux militaires.

A la prison d'Alger, voisine de la Casbah, les exécutions ont lieu au milieu de la nuit. Des gardiens vont chercher dans leur cellule ceux qui seront guillotinés. Les prisonniers ont pris l'habitude, au moment des exécutions, de chanter des chants patriotiques et religieux et l'on entend de la Casbah, dans le silence de la nuit, les répliques des prisonniers entre eux : « Frères, pardonnez-moi mes fautes... » « Elles seront pardonnées ». Les répons sont repris par les musulmans du voisinage.

Aussi, depuis quelques semaines, des policiers se rendent dans les salles où se trouvent les détenus et sont chargés de leur imposer le « silence » par la force, pendant les exécutions.

★

LE droit de grâce s'exerce de moins en moins car un fait nouveau est intervenu : chaque dossier de condamné, soumis au Président de la République, contient maintenant l'avis personnel du ministre résidant et celui du ministre de la Défense nationale.

Ces avis ne font pas de distinction entre les différentes catégories d'insurgés et vont toujours dans le sens de la rigueur. Quant aux « militaires », combattants de l'Armée de Libération nationale, ils sont considérés comme des « terroristes ».

Même aux pires moments de la guerre d'Indochine, les « militaires » rebelles — responsables des plus graves délits — étaient considérés comme des « prisonniers de guerre », et placés comme tels dans les camps militaires. Cette distinction a été abolie en Algérie.

★

CONTRE ces mesures prises au mépris du droit français, s'élèvent régulièrement des protestations qui émanent de personnalités politiques de toute obédience, de magistrats, de membres du corps enseignant, de scientifiques, de fonctionnaires, de syndicalistes, d'associations catholiques ou protestantes. Ces cris d'indignation de tous les milieux sont restés jusqu'à ce jour sans efficacité.

B. G.

TOUS LES MARDIS
L'action
L'HEBDOMADAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD
est en vente dans les principaux kiosques, au Maroc, en France, en Belgique et en Allemagne
L'ACTION DANS VOTRE VILLE - 50 FRANCS

chez votre Tailleur
Jeunesse de LAJEUNESSE
la draperie qui tient

Pour redevenir parti de gouvernement, le M.R.P. a refusé ses voix à M. Pinay et il a donné ses ministres à M. Mollet. L'échec de celui-ci n'y change rien. La troisième équipe de cette législature, jusque-là bicéphale, ne veut plus rester dans l'ombre.

Il lui restera à prouver que ces vingt-deux mois d'abstinence ont retrempé sa foi et que ses leaders ont tiré la leçon des erreurs dues à l'opportunisme des dix années d'après-guerre.

JEAN FERNIOT.

GRÈVES

L'envie de tuer

● ***Jeudi : un mort et cent blessés parmi les grévistes de Saint-Nazaire. Notre envoyé spécial, Armand Gatti, y part. Vendredi matin, il rencontre les C.R.S. Voici son récit.***

(De notre envoyé spécial.)

LE défilé des 20.000 ouvriers nantais à travers la ville, vendredi, vient de prendre fin. Il s'est déroulé dans une majesté impressionnante mais sans heurts. A peine une gerbe rouge est-elle déposée à l'endroit marqué sur le goudron où, le 3 août 1955, a été assassiné Jean Rigolet, ouvrier du bâtiment — les C.R.S. entrent en action. Nous sommes deux à une trentaine de mètres de la gerbe, ma coéquipière Sophie Danielou et moi. Nous ignorons encore le pourquoi de cette intervention. Néanmoins la riposte est immédiate. Les ouvriers prennent possession du centre de la ville. Ils règlent même la circulation.

Les agents semblent avoir disparu. L'un d'eux, qui évacue les lieux à bicyclette, est pris à partie par les manifestants. Un délégué de la C.G.T. intervient et l'accompagne en lieu sûr. Aussitôt des barricades sont dressées, des pavés sont arrachés.

L'échauffourée commence, sans engagements sérieux toutefois. D'un côté les C.R.S., en groupes compacts, expédient leurs bombes lacrymogènes, qui claquent à travers les arbres. De l'autre, les manifestants ripostent avec des cailloux (peu) et des insultes (beaucoup).

L'endroit où nous nous trouvons se situe entre les deux camps. A un moment donné, les gaz lacrymogènes nous brûlent les yeux de façon telle que nous nous replions légèrement du côté des C.R.S. Ils sont calmes, souriants ; néanmoins, l'un d'eux nous dit : « *Ces salauds-là ont envoyé une grenade dans un camion — il y en a cinq des nôtres qui sont blessés* ». Nous essayons d'avoir davantage de renseignements. Les C.R.S. ne semblent pas être très loquaces. Nous n'insistons pas. Nous nous replions même vers les manifestants, car à ce moment les vents étant pour eux, la fumée lacrymogène se rabat du côté des forces de l'ordre — eux ont des lunettes pour se protéger, mais nous n'avons que le dérisoire secours d'un mouchoir avec lequel nous nous bouchons le nez.

Le nombre des manifestants a nettement diminué. Nous n'en voyons plus que quelques-uns qui sautent d'un tronc d'arbre à un autre et continuent à lancer des injures.

« Foutez le camp ! »

Les uniformes bleus semblent sur le point de partir, mais sans doute veulent-ils s'assurer que le bon ordre règne dans les rues avoisinantes. A moins qu'il ne s'agisse d'une manœuvre d'encerclement pour capturer les quelques irréductibles qui restent encore.

Un groupe d'une vingtaine de C.R.S. très décontractés arrive au petit trot, à l'angle de la rue où nous nous sommes repliés. L'un d'eux nous dit de circuler. Je lui fais remarquer qu'il fait son travail et moi le mien — je suis journaliste, mon métier veut que je me trouve ici. Je ne vois pas pourquoi j'en partirais. Brutalement (mais en paroles seulement) il répond : « *Foutez le camp ! on ne vous demande pas votre avis* ».

(Charpentier.)

ARMAND GATTI
« *Une tranche de journaliste...* »

Je prie poliment le C.R.S. de changer de ton. Il en change en effet. Faisant un moulinet avec son fusil, il m'assène un foudroyant coup de crosse sur la partie frontale droite. Je vois une énorme étincelle et m'écroule aussitôt. Néanmoins je me relève et je dis :

« *Vous avez d'étranges arguments, monsieur !* »

Aussitôt, nouveau moulinet, nouvelle étincelle et me voilà allongé à terre pour la deuxième fois. Je peux encore bouger, mais j'éprouve quelque difficulté à me lever. Je crois comprendre qu'on me demande de faire la preuve que je suis journaliste. Je tends mes papiers et une carte de presse. Un C.R.S. se penche sur moi et prend la documentation que je lui tends. Sophie Danielou essaye de me soulever. Elle n'y parvient pas et demande de l'aide. Il lui est répondu : « *On vous embarque* ».

Je suis soulevé par deux C.R.S. qui me tordent les bras derrière le dos et me font avancer. Ma locomotion est très défectueuse ; néanmoins, poussé par les deux solides gaillards, j'avance quand même. Au cours du trajet effectué, mes souvenirs restent confus. Je me souviens avoir reçu un coup derrière la nuque et une bourrade, mais je ne saurais dire d'où ils provenaient ni pour quelle raison précise ils m'ont été infligés. Sophie, quelque peu angoissée par la tournure que prenaient les événements, leur dit : « *Arrêtez, je vous dis que nous sommes journalistes !* »

Ce à quoi il lui fut répondu : « *Prouvez-le !* ». (Phrase inattendue, étant donné qu'ils avaient mes papiers entre les mains.)

Pendant que les deux C.R.S. me tiennent toujours les bras derrière le dos, un troisième provenant du groupe des camions enchaîne : « *Les journalistes, on les bouffe !* »

Il prend son fusil et m'assène un coup de crosse supplémentaire au milieu du crâne (le plus douloureux, du moins le lendemain). J'en eus le souffle coupé. Mes deux gardiens m'abandonnent. Avant d'avoir touché le sol, je reçois un nouveau coup de crosse sur la partie frontale gauche, coup qui fort heureusement frappe de biais et non de plein fouet comme les autres.

Pris de fureur, mon tortionnaire me donne un troisième coup qui, frappant mon poignet, n'atteignit pas le crâne. Néanmoins le bruit (il me parut terrible) de la crosse arrivant sur le sol me remplit d'une certaine épouvante. J'ai pensé très nettement à ce moment-là : « Mon compte est réglé ». Je ne pouvais plus lever la tête qui me paraissait collée au sol. Prise entre le trottoir et la crosse, elle ne pouvait qu'être brisée. Tel fut du moins le sentiment que j'eus de ma situation. Et d'autant plus que le C.R.S. se mit à crier : « *Je vais me taper une tranche de journaliste !* »

Je tendis les mains vers l'impressionnante crosse que je vis tournoyer. C'est alors que Sophie, sans doute en proie aux mêmes pensées que les miennes, poussa un grand cri. Le C.R.S., arrêté dans son élan, se retourna vers elle. Deux de ses amis le retinrent. J'ai alors perdu conscience pendant un nombre indéterminé de secondes. Sophie Danielou fut repoussée. « *Foutez le camp et filez !* »

Elle s'en fut demander l'intervention de policiers en civil qui se trouvaient à l'arrière. Ceux-ci, voyant la tournure que prenaient les choses, préférèrent temporiser. Lorsque je revins à moi, Sophie Danielou, penchée sur moi, s'inquiétait de mon état. Deux C.R.S. se précipitèrent sur elle.

« *J'ai la permission de votre chef !* »

Mais, entre temps, le départ de la colonne avait été ordonné. Les deux C.R.S. s'en tinrent à quelques mots orduriers et s'en furent. Les policiers en civil arrivèrent alors. Leurs visages semblaient consternés, mais ils se préoccupèrent uniquement de savoir quelle était la ligne politique du journal. Ils me prodiguèrent quelques paroles d'apaisement, relevèrent nos noms et adresses, en attendant l'ambulance.

« La semaine prochaine »

L'accueil à l'hôpital fut, du moins à ses débuts, normal. Après une certaine attente : radiographie. Il en résulta, de l'avis des spécialistes (une infirmière et un jeune interne), que la fracture du crâne avait été évitée, mais que néanmoins je devais rester en observation. Après une attente interminable, un infirmier vint me chercher pour me conduire à la salle des pansements et au lit ensuite.

Je lui demandai d'attendre quelques instants parce que je désirais avoir de l'interne un constat des coups reçus. L'interne vint et me demanda pourquoi.

« *Pour porter plainte !* »

Il essaya d'éluder ma demande. J'insistai... Il me pria d'attendre et revint avec ces mots qui sur le moment me surprirent :

« *Impossible de vous délivrer ce certificat. La secrétaire n'est pas là. Il n'y a personne pour l'écrire. Venez au début de la semaine prochaine.* »

Sur ce, comme par enchantement, les exigences de la mise en observation et de la salle de pansements s'évanouirent. On nous conseilla de nous en aller.

L'hôpital est à quelques kilomètres du centre de la ville, où se trouvait la voiture du journal. Fort heureusement, un pompier nous prit en pitié et nous transporta dans la direction voulue...

J'ai relaté ces faits de la façon la plus neutre possible pour ne pas donner prise à la passion. J'estime que les faits se suffisent par eux-mêmes. Néanmoins, je tiens à dire avec le même manque de passion que si je m'en suis tiré avec seulement dix jours d'incapacité de travail, ce n'est pas à cause d'une attention spéciale des C.R.S. avec lesquels j'ai été en contact. Pour certains d'entre eux, il n'y avait qu'une seule envie, et sur ce point je suis formel : celle de tuer. Ils ne l'ont pas pu. Rendons grâce aux circonstances qui ont limité ce jeu de massacre.

ARMAND GATTI.

[A la suite de l'agression dont il a été victime à Nantes, notre collaborateur Armand Gatti a porté plainte en justice. « L'Express » a saisi, de son côté, la Fédération de la Presse. Enfin, le Syndicat national des journalistes (C.G.T.) a publié une protestation contre cette agression.

Armand Gatti, ancien résistant, ancien déporté, évadé du camp de Linderman, rejoignit à Londres les Forces françaises libres après son évasion, et fut parachuté en 1944 en Hollande, avec ses camarades des deux demi-brigades françaises qui faisaient partie du « Special Air Service » allié.]

FILS et CABLES
•
Société I. E. P.
66, rue de la Montat, 66
SAINT-ETIENNE (Loire)
Téléphone : E 2 92 51

GENTLEY
TAILLEUR
SPÉCIALISTE DU TISSU ANGLAIS
20, av. FRANKLIN-ROOSEVELT

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

CORRESPONDANCES EXPRESS

M. NIXON JOUE CONTRE LA MAISON-BLANCHE

● La baisse de prestige du gouvernement Eisenhower aux Etats-Unis provoque un « sauve-qui-peut » général dans les rangs républicains. L'homme qui monte est le vice-président Nixon.

Au moment des incidents de Little Rock déjà, M. Nixon avait fait entendre qu'il aurait adopté une attitude plus énergique que M. Eisenhower, s'il avait été président.

Après le lancement du « spoutnik », M. Nixon a dramatisé l'exploit soviétique, tandis que MM. Eisenhower et Dulles le minimisaient.

M. Nixon a pris la tête d'une croisade en vue du développement des investissements américains dans les pays sous-développés. Il a laissé entendre que la politique de M. Dulles était inefficace, notamment au Moyen-Orient.

Le remplacement de M. Brownell par M. William Rogers, comme ministre de la Justice (lequel fait également fonction de procureur général et de ministre de l'Intérieur) est une victoire personnelle de M. Nixon : M. Rogers est son meilleur ami.

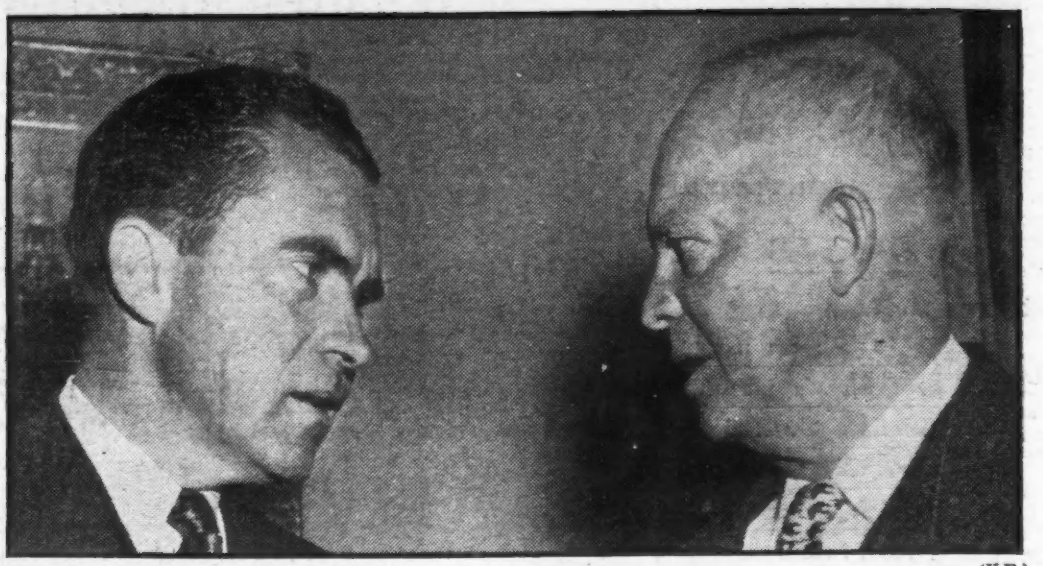
Dans les douze prochains mois, M. Nixon a l'intention de mener deux grandes campagnes :

— la première pour accroître l'aide à l'étranger, et particulièrement à l'Inde ;

— la seconde pour combattre l'anti-américanisme en Europe.

M. Nixon compte faire le tour de la plupart des capitales d'Europe occidentale afin d'y lutter contre l'impopularité que lui a value son association passée avec les « ultras » républicains.

Fort du prestige que doivent lui valoir ces initiatives, M. Nixon compte être le républicain le mieux placé pour les élections présidentielles de 1960.



(U.P.)

LE VICE-PRÉSIDENT ET LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS
Deux petites campagnes pour une grande

TURQUIE : L'OPPOSITION REVENDIQUE

● La victoire du gouvernement aux élections turques de dimanche dernier est nette : 400 sièges sur 600. Elle a été obtenue par des procédés douteux : à Istanbul, plusieurs milliers d'électeurs n'apprirent que dimanche, dans leurs bureaux de vote, que leur nom ne figurait plus sur les listes électorales. Sur un immeuble comptant 47 électeurs, 3 seulement purent voter. Ils étaient partisans du gouvernement. La police « calma » les mécontents.

Les quelque 50.000 habitants des anciens taudis de la ville avaient été écartés des urnes par une loi spéciale. Le gouvernement avait fait raser leurs demeures insalubres en mai dernier. Aucun autre logis ne leur fut offert à la place. Pour éviter que le mécontentement des sans-logement ne profite à l'opposition, le gouvernement a réservé le droit de vote aux personnes ayant un domicile fixe depuis six mois au moins.

L'opposition, conduite par M. Inönü, revendique « la victoire et la majorité morales ». La majorité numérique (7 millions de voix sur 12, et 51 départements sur 63) lui est accordée par les statistiques. Mais celles-ci n'ont pas été publiées en Turquie.

LE « POOL DES CERVEAUX » N'EST PAS NE

● La décision anglo-américaine du 24 octobre de mettre en commun les recherches atomiques et les programmes de fusées (« pool des cerveaux ») n'est pas la première de ce genre.

Un « pool des fusées » avait déjà été décidé une première fois le 30 juillet 1954 ; mais il ne fut jamais réalisé.

Un an plus tard, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne passaient un second accord sur l'échange d'informations atomiques. Il resta lettre morte bien que des commissions de coopération eussent été créées.

Le 6 février 1957, les deux pays décidaient pour la seconde fois de fusionner leurs programmes de fusées. Ce nouvel accord resta lui aussi lettre morte.

La décision de jeudi dernier est donc la troisième du genre. Sa mise en pratique se heurtera cette fois encore à des oppositions puissantes.

En Grande-Bretagne, de nombreux parlementaires craignent pour la suprématie britannique dans le domaine des réacteurs nucléaires : les sociétés privées d'Amérique et d'Allemagne risquent, selon eux, d'exploiter les brevets britanniques ; la Grande-Bretagne perdrait ainsi ses chances de devenir le principal exportateur mondial de réacteurs.

Aux Etats-Unis, une importante fraction du Congrès reste opposée à la levée de la loi MacMahon, interdisant la communication de secrets atomiques. Le président Eisenhower devra faire acte d'autorité. Il y a répugné jusqu'ici.

La coopération interalliée dans le domaine des fusées est tout aussi difficile. L'O.T.A.N. possède depuis des années une commission de coopération scientifique et technique. Son fonctionnement a été paralysé jusqu'ici par la résistance des militaires américains.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a pas encore

(Herblock-Washington Post)

— Approchez, approchez, venez voir tous...

réussi à obtenir que les trois armes échangent les résultats de leurs recherches et mettent leurs programmes en commun. Pour les inciter à communiquer leurs secrets à des tiers, M. Eisenhower devra intervenir avec la plus grande énergie.

Pourtant, la coopération scientifique interalliée, si elle se réalise, sera aussi profitable pour les Etats-Unis que pour les autres pays.

La France possède notamment une importante avance dans certains domaines de l'électronique. La Grande-Bretagne est en tête dans le guidage par infrarouges, dans les recherches thermo-nucléaires et astrophysiques.

OFFICIEL : LA BOMBE H FAIT DES ANORMAUX

● La première estimation officielle des dommages que causent à la population civile les essais de bombes nucléaires vient d'être publiée par la Commission américaine de l'Energie atomique.

Dommages génétiques : Poursuivies indéfiniment au rythme actuel, les explosions nucléaires causeraient chaque année la naissance de 160 à 800 enfants anormaux aux Etats-Unis ; dans le monde entier, 2.500 à 13.000 anormaux par an.

Leucémie : Les retombées atomiques provoquent annuellement aux Etats-Unis 196 décès supplémentaires par leucémie ; en France et en Grande-Bretagne, 50 et 60 décès par an, respectivement.

Tumeurs osseuses : « Leur nombre pourrait fort bien ne pas être accru par les retombées atomiques. »

Conclusion du rapport : « Les dommages causés sont acceptables, compte tenu de l'importance des expériences atomiques pour la sécurité nationale. »

LA TELEVISION AU SERVICE DU PAPE

● La station radiophonique que le Vatican a mise en service, dimanche dernier, est l'une des plus puissantes du monde.

Elle permet à la voix de l'Eglise de triompher du brouillage dont elle était l'objet dans les pays communistes.

Ses émissions, poursuivies 24 heures sur 24, peuvent être entendues clairement même au Japon, au Groenland ou en Australie.

Les quatre émetteurs disposent de 40 fréquences et émettent en 40 langues. Ils diffusent chaque matin un bulletin d'informations en latin.

Prochaine étape de cette modernisation : la télévision vaticane, pour laquelle deux fréquences ont déjà été réservées.

LA REVOLUTION RUSSE A WINDSOR

● Au château de Windsor, l'une des résidences de la reine d'Angleterre, la fanfare du Régiment de la Garde se prépare pour une cérémonie qui sera célébrée le 7 novembre, dans l'intimité (ni presse ni public).

Le jour anniversaire de la révolution russe, une compagnie des Grenadiers de la Garde présentera les armes dans la cour du château, pendant que son commandant recevra le drapeau (en soie brodée d'or) de la « Garde impériale du Tsar de toutes les Russies ».

L'hymne tsariste retentira dans la cour de Windsor.

U.R.S.S.

« S nami Joukov geroï »

Pour Kroutchev, Joukov est le dernier obstacle. Il ne s'agit pas seulement de limoger un maréchal. Le régime est l'enjeu.

AU mois de juin de cette année, M. Kroutchev a failli être victime d'une révolution de palais-surprise, préparée par ses adversaires pendant son voyage officiel en Finlande. C'est la maîtrise de l'appareil du parti et l'appui non déguisé de l'armée, le maréchal Joukov en tête, qui permirent à M. Kroutchev d'expulser in extremis ceux qu'on a baptisés, après leur défaite, le « groupe anti-parti ».

Six mois plus tard, le premier secrétaire du parti communiste soviétique profite lui-même du voyage à l'étranger de son allié de la veille pour déclencher une épreuve de force contre lui et le priver de sa principale source de puissance : le contrôle absolu de l'armée rouge. Au moment où le maréchal Joukov débarquait à l'aérodrome de Vnoukovo, près de Moscou, après une tournée de 17 jours dans les Balkans, la « Pravda » annonçait en 32 mots, dans la rubrique des actualités, qu'il n'était plus ministre de la Défense ; le maréchal Rodion Malinovsky était nommé à sa place.

L'esprit de corps de l'armée

La discrétion de ce communiqué a placé le monde devant une fausse alternative : était-ce une disgrâce ou un avancement ? Alternative fausse, en effet, car pour le maréchal Joukov aucun poste au sein du gouvernement soviétique, fût-ce celui de premier ministre, ne peut signifier un accroissement de prestige et de puissance.

L'expérience a prouvé plus d'une fois qu'en U.R.S.S. le titre officiel compte beaucoup moins que le contrôle d'un des grands appareils capables de faire pencher le plateau de la balance dans une épreuve de force intérieure. Ces appareils sont au nombre de trois : le parti communiste, la police secrète et l'armée rouge. Depuis l'élimination de Beria en 1953 et le démantèlement de son empire policier, seuls le parti communiste et l'armée rouge restent en place.

Certes, la plupart des chefs de l'armée soviétique sont membres du parti et, en tant que tels, soumis à ses directives. Mais en fait, il existe dans l'armée rouge un esprit de corps et une solidarité d'armes qui peuvent à certains moments contrebalancer la fidélité idéologique à la direction du parti. C'est pourquoi, après chaque changement gouvernemental (élimination de Beria, de Malenkov, puis tout récemment du groupe « anti-parti »), les chefs de l'armée tenaient à rendre public, dans un communiqué, leur appui au Comité central du P.C. « pour sa sage décision ».

On comprend, dans ces conditions, que dans le monde entier, on ait fini par considérer le maréchal Joukov comme le « second » virtuel de Nikita Kroutchev. Dans certains milieux — y compris dans les pays communistes — on estimait même que le premier secrétaire du P.C. de l'U.R.S.S. était presque à la merci du chef de l'armée soviétique, le maréchal Joukov.

Le Clausewitz soviétique

C'est, paradoxalement, dix jours avant le 40e anniversaire de la révolution d'octobre, au cours duquel il devait présider une grandiose parade militaire et adresser un message aux forces armées soviétiques, que le maréchal Joukov perd cette position de vedette au profit de l'obscur maréchal Malinovsky.

Tout se passe comme si une véritable fatalité avait dominé la carrière du principal chef militaire soviétique de la deuxième guerre mondiale. Inconnu au moment de l'invasion allemande, Joukov est sorti de la deuxième guerre mondiale auréolé d'une légende qui égalait presque celle de Staline. Ce militaire obscur, dont les Soviétiques ne connurent le visage que par la publication, au mois de novembre 1941, en deuxième page de la « Pravda », d'une photo accompagnée d'une légende laconique : « Le camarade Joukov a été chargé de la défense de Moscou », gagna en quelques mois une popularité qu'aucun militaire n'avait eue en Russie depuis le temps de Souvorov et de Koutousov.

Vainqueur à Moscou, vainqueur à Stalingrad, conquérant de Berlin, Clausewitz soviétique, inventeur de la fameuse stratégie du « double encerclement » son prestige devint tel que Staline lui-même, au cours d'un banquet monstre organisé au Kremlin, le 25 mai 1945, dut reconnaître :

« Les noms de tous les chefs militaires qui ont su gagner les batailles et sauver la patrie resteront à jamais inscrits au tableau d'honneur que l'histoire érigera sur les champs de bataille. Parmi ces champs de bataille, il en était un particulièrement important : celui où s'est livrée la bataille pour Moscou, capitale de notre patrie. Et le nom du camarade Joukov y restera associé comme le symbole même de notre victoire. » (1)

Dans l'avion d'Eisenhower

Dans toute la Russie, et particulièrement dans l'armée rouge, on a même chanté un refrain, une chanson patriotique qui disait : « Aucune puissance au monde ne peut nous vaincre, puisque...

S nami Staline rodnoï
S nami Joukov geroï. (2)

(1) Paroles prononcées le 25 mai 1945 devant 189 maréchaux et généraux de l'armée rouge et publiées par la « Pravda ».

(2) « Nous avons avec nous Staline paternel, nous avons avec nous Joukov le héros. »

Presque au même moment, le général Eisenhower se liait d'amitié avec Joukov à Berlin et, impressionné par ses compétences militaires, écrivait dans ses mémoires: « Sa situation particulière dans l'armée russe lui avait donné une plus grande expérience, comme chef responsable des grandes batailles, que celle de tout autre homme de notre temps. A la manière dont il décrivait les éléments composant l'armée russe et la nature du terrain où se livraient les combats, aux raisons qu'il donnait pour expliquer les décisions stratégiques qu'il avait prises, on voyait clairement qu'il était un soldat accompli. » (3)

Le général Eisenhower l'invita en Amérique, lui donnant son fils John pour aide de camp, et mettant à sa disposition son avion personnel, le C. 54. *Sunflower*. Joukov fut enchanté. Il donna son accord en ajoutant : « Avec l'avion du général, et le fils du général, je sais que je serai en parfaite sécurité. »

Malheureusement il tomba malade et son voyage fut reporté à l'hiver suivant (1946). Entre temps, un communiqué publié en dernière page de la « Pravda » au mois de mai 1946 apprenait à Eisenhower et au monde entier qu'il était relevé de son commandement en Allemagne sans aucune précision sur sa nouvelle nomination. Ce n'est que bien plus tard qu'on apprit qu'il était réduit au rang de commandant militaire de la région d'Odessa.

Une « bonne impression »

Plusieurs années après, au mois de mars dernier, Kroutchev devait révéler au monde, dans son rapport secret, à quel point Staline détestait Joukov et combien il avait été injuste avec lui. Il souleva l'indignation de l'assistance en révélant que le dictateur osait prétendre que ce grand stra-

(3) Croisade en Europe, pages 526-527.

→

EXCLUSIF

Le dernier discours de M. Molotov

Le 7 septembre, M. Vyacheslav Molotov, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères d'U.R.S.S., présentait ses lettres de créance en qualité de simple ambassadeur auprès de la République Populaire Mongole.

Voici le texte intégral du discours qu'il prononça à cette occasion, tel que le rapporte le journal local « Les Nouvelles Mongoles ».

Camarade Président,

J'AI l'honneur de vous présenter les lettres de créance en vertu desquelles le Praesidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques m'accrédite en tant qu'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en République Populaire Mongole, ainsi que les lettres de rappel de mon prédécesseur Vassili Ilyitch Pisarev.

Je suis heureux de représenter l'Union Soviétique dans ce pays. Toute l'histoire des relations mutuelles de l'Union Soviétique et de la République Populaire Mongole est un brillant exemple de relations internationales d'un type nouveau, basées sur les principes léninistes de l'internationalisme prolétarien, de l'aide mutuelle et d'une étroite coopération. Les peuples de l'Union Soviétique et de la République Populaire Mongole sont liés par des liens d'étroite amitié. Cette amitié a résisté à l'épreuve du temps et a été scellée par le sang des meilleurs fils et filles des peuples soviétique et mongol. Le peuple soviétique continuera à renforcer son indestructible amitié et son étroite coopération avec le peuple frère mongol.

> **“ Je suis heureux de représenter l'Union Soviétique dans ce pays ”**

Le peuple mongol, s'inspirant des idées de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, et dirigé par le Parti Révolutionnaire du Peuple mongol, a accompli sa révolution populaire, s'est libéré de l'oppression féodale et coloniale et construit avec résolution le socialisme.

Surmontant de grandes difficultés, le peuple mongol a obtenu de grands succès dans la construction étatique, économique et culturelle ainsi que dans l'élévation du niveau de vie.

En même temps que d'autres pays du camp socialiste, la République Populaire Mongole lutte pour la paix entre les peuples et la sécurité universelle. Le peuple soviétique salue les remarquables succès du peuple mongol et souhaite que l'Etat mongol continue à se développer et à se renforcer.

Camarade président, je tiens à vous assurer que je déploierai tous mes efforts pour poursuivre le renforcement et le développement de l'amitié et des relations de coopération fraternelle qui unissent nos peuples. Permettez-moi d'exprimer l'espoir que je pourrai compter dans l'accomplissement de mes fonctions sur l'étroite collaboration et le soutien tant de votre part, Camarade Président, que du Praesidium du Grand Houral Populaire et du gouvernement de la République Populaire Mongole.

LA « PRAVDA » A L'HEURE DU SPOUTNIK
Le camarade héros n'est plus indispensable

LES TISSUS
J.L. Marmor
MADE IN FRANCE
BUREAUX DE VENTE :
8, rue du Sentier
PARIS-2e
Tél. Gut. 40-71 à 73. Adr. tél. Marmor

Plusieurs milliers d'ingénieurs lisent « l'Express ». Si vous en cherchez un utilisez les Petites Annonces de « l'Express »
(Voir page 35)

AU CŒUR DE L'INDUSTRIE LORRAINE
★
BREITENBUCHER
BOIS
AUMETZ (Moselle)
Téléphone n° 11

La correspondance secrète des « 3 Grands »

STALINE APPELLE AU SECOURS

1941 : *L'avance fulgurante des Allemands en Russie plonge le monde entier dans le plus grand désarroi. Le 3 septembre, après la prise de Dniepropetrovsk, de Gomel et de Tallinn, Staline écrit à Churchill. Voici le texte de sa lettre, la plus dramatique de la correspondance secrète échangée entre les trois Grands pendant la dernière guerre et qui vient d'être publiée à Moscou* (1).

MESSAGE PERSONNEL
DU PREMIER STALINE
AU PREMIER M. CHURCHILL

JE vous exprime ma reconnaissance pour votre promesse de livrer à l'Union soviétique, en plus des 200 chasseurs précédemment promis, 200 nouveaux chasseurs. Je ne doute pas que les aviateurs soviétiques réussiront à se familiariser avec ces appareils et à les lancer dans l'action.

Je dois dire cependant que ces avions qui ne peuvent visiblement être mis en service ni rapidement ni d'un seul coup, mais à différents moments et par groupes séparés, ne pourront créer des changements sérieux sur le front de l'Est. Ils ne le pourront pas non seulement en raison de la grande ampleur de la guerre, qui exige un apport continu d'une grande quantité d'avions, mais surtout parce qu'au cours des trois dernières semaines, la situation des troupes soviétiques s'est considérablement aggravée dans des secteurs aussi importants que ceux de l'Ukraine et de Leningrad.

En effet, la stabilisation relative du front que nous avions réussi à obtenir il y a trois semaines a été brisée ces derniers temps par suite de l'envoi sur le front de l'Est de 30 à 34 divisions fraîches d'infanterie allemande et d'une énorme quantité de chars et d'avions, et aussi par suite de la grande activité qu'ont déployée les 20 divisions finnoises et les 26 divisions roumaines. Les Allemands tiennent le danger à l'Ouest pour du bluff et transfèrent impunément toutes leurs forces de l'Ouest vers l'Est, convaincus qu'ils sont qu'aucun second front à l'Ouest n'existe et n'existera. Les Allemands estiment tout à fait possible de battre leurs adversaires individuellement: d'abord les Russes, ensuite les Anglais.

Le résultat est que nous avons perdu plus de la moitié de l'Ukraine et qu'en outre l'ennemi est arrivé aux portes de Leningrad.

Ces circonstances ont fait que nous avons perdu le gisement de minerai de fer de Krivoï Rog et une série d'usines métallurgiques en Ukraine, que nous avons évacué une usine d'aluminium sur le Dniepr et une autre à Tikhvine, une fabrique de moteurs et deux usines de construction aéronautique en Ukraine, deux fabriques de moteurs et deux usines de construction aéronautique à Leningrad, alors que ces usines ne peuvent être remises en activité sur de nouveaux emplacements que dans sept à huit mois seulement.

Tout cela a conduit à un affaiblissement de notre capacité défensive et a placé l'Union soviétique devant une menace mortelle.

C'est ici qu'il faut se poser la question : Comment sortir de cette situation plus que défavorable ?

Je pense qu'il n'y a qu'une seule issue à cette situation : créer dès cette année un deuxième front quelque part dans les Balkans ou en France, capable de distraire du front de l'Est 30 à 40 divisions allemandes, et fournir en même temps à l'Union soviétique trente mille tonnes d'aluminium pour le début d'octobre prochain, ainsi qu'une aide *mensuelle* (*souligné dans le texte, N.D.L.R.*) minimum de 400 avions et 500 chars (légers ou moyens).

Sans cette double assistance, l'Union soviétique ou bien connaîtra la défaite, ou bien sera affaiblie au point de perdre pour longtemps toute possibilité d'aider ses alliés par des opérations actives sur le front de la lutte contre l'hitlérisme.

Je comprends que le présent message affligera Votre Excellence. Mais que faire ? L'expérience m'a appris à regarder la réalité en face, quel que soit son caractère désagréable, et à ne pas craindre de dire la vérité, quelque déplaisante qu'elle soit.

L'affaire d'Iran s'est de fait pas mal déroulée. L'action commune des troupes britanniques et soviétiques a décidé de son sort. Il en sera de même à l'avenir, tant que nos troupes agiront de concert. Mais l'Iran n'est qu'un épisode. Ce n'est évidemment pas en Iran que se décidera le sort de la guerre.

L'Union soviétique, tout comme l'Angleterre, ne veut pas la guerre avec le Japon. L'Union soviétique n'estime pas possible de violer des traités, en particulier le traité avec le Japon sur la neutralité. Mais si le Japon viole ce traité et attaque l'Union soviétique, il rencontrera une riposte normale de la part des troupes soviétiques.

Permettez-moi enfin de vous remercier pour l'admiration que vous avez manifestée devant l'action des troupes soviétiques qui mènent une guerre sanglante contre les hordes de brigands hitlériens pour notre cause libératrice commune.

(1) Cf. *L'Express* n°s 329 et 331. Le texte intégral publié à Moscou est à paraître prochainement aux Editions Plon.

---

tège humait la terre pour décider s'il devait ou non livrer une bataille !

Entre temps, il est vrai, Joukov avait été rappelé par les nouveaux maîtres du Kremlin au commandement en chef de l'armée soviétique. Cela s'était produit le jour même de la mort de Staline, lorsque ses successeurs, effrayés par le poids du pouvoir qui retombait entre leurs mains, allaient jusqu'à lancer des appels aux citoyens soviétiques pour qu'ils ne s'abandonnent pas à la panique. Pour les rassurer, à défaut de pouvoir ressusciter le « Staline rodnoï », ils mettaient en vedette le « Joukov geroï ».

Pour le monde extérieur, où Malenkov, Kroutchev, Boulganine ou Chepilov étaient strictement inconnus, tandis que Molotov — la seule figure familière — était peu apprécié, le retour de Joukov ne pouvait faire que bonne impression.

La principale puissance avec laquelle l'U.R.S.S. devait compter, l'Amérique, n'avait-elle pas à sa tête l'homme qui allait jusqu'à écrire dans ses mémoires : « On laisse à entendre que mon amitié bien connue avec Joukov fut une cause de sa disgrâce » ? (4). L'injustice fut donc vite réparée. Le président des U.S.A. pouvait avoir confiance dans la nouvelle équipe au pouvoir : son ami Joukov y tenait une place de choix.

Un chantage discret

On l'emmena d'ailleurs à la conférence des quatre Grands, à Genève, où les deux principaux chefs militaires des anciens alliés eurent l'occasion d'échanger des cadeaux de famille, et de passer quelques heures en tête-à-tête, pour reprendre leurs vieilles discussions sur le communisme, la dictature, l'idéalisme, le matérialisme et la stratégie.

(4) Croisade en Europe, p. 533.

Tout eût été parfait si Joukov avait accepté docilement le rôle du figurant rassurant pour le monde intérieur et extérieur. L'ennui était qu'il avait sa personnalité propre, ses idées, et, de toute évidence, ses ambitions. Il joua d'abord un rôle décisif dans la liquidation de Beria, qui eût été impossible sans le concours de l'armée. Puis, il facilita l'éviction de Malenkov et — croit-on dans les milieux communistes — poussa à la deuxième intervention soviétique à Budapest.

Toutes ces interventions pouvaient s'expliquer par le souci de protéger les intérêts de l'armée soviétique. Une vieille animosité l'opposait en effet à la police secrète, donc à Beria ; d'autre part, la révision de la politique d'investissements dans l'industrie lourde de Malenkov pouvait mettre en danger l'approvisionnement de l'armée rouge. Mais cette « activisation » politique du camarade ministre de la défense pouvait signifier également qu'il déblayait le terrain pour se retrouver un jour seul en place.

L'intervention de Joukov au cours de la dramatique session du comité central, en juin dernier, aurait d'ailleurs prouvé d'une façon très claire que telle était précisément son intention. Il attaqua en effet Malenkov et Molotov pour leur complicité dans les purges staliniennes, et, de ce fait, facilita la victoire de Kroutchev. Mais dans le même discours, il laissait entendre qu'il en savait long sur Kroutchev lui-même et que plusieurs dossiers de l'ancienne direction de la N.K.V.D. se trouvaient entre ses mains.

Dans diverses capitales des démocraties populaires, ce discours fut interprété comme une preuve de la grande puissance de Joukov. Non seulement il s'érigeait en arbitre au sein du præsidium du parti communiste de l'U.R.S.S., mais encore il se permettait d'exercer un chantage discret sur ceux qu'il voulait bien appuyer.

De tous ceux qui assistaient à la session de juin, Kroutchev était sans doute le mieux placé pour savoir à quoi s'en tenir. Il était le premier à savoir qu'il avait conquis sa place dans la hiérarchie soviétique en marchant sur des cadavres et s'il avait dénoncé dans son discours secret la liquidation par Staline du camarade Kossïor, ancien président du Conseil en Ukraine, il avait discrètement omis de mentionner que c'était lui-même qui avait succédé à Kossïor. Il savait également qu'on pouvait encore trouver d'autres cas dans lesquels, loin d'être victime, il avait été complice et bénéficiaire.

Mais Kroutchev avait un avantage sur Joukov : s'il n'était pas un spécialiste du « double encerclement », il savait livrer des batailles politiques au moment opportun.

Une étoile fatale

Le maréchal Joukov ignorait sans doute que le fameux Spoutnik pouvait être pour lui une étoile fatale. Or, tout semble indiquer que tel est le cas. Le parti communiste soviétique, dirigé par Kroutchev, a donné une publicité sans égale au lancement du premier satellite artificiel de la terre. Pour la première fois dans son histoire, la « Pravda » a reproduit les *fac-similés* de journaux étrangers pour montrer aux citoyens soviétiques l'admiration du monde entier pour la science et la puissance de l'U.R.S.S. Depuis le jour des premiers bip-bip-bip, tous les journaux soviétiques expliquent aux citoyens de l'U.R.S.S. que si leur niveau de consommation n'a pas encore égalé celui des Etats-Unis, leur puissance scientifique et militaire est déjà supérieure à la leur. Il n'est plus besoin, dans ces conditions, d'un héros de la deuxième guerre mondiale pour donner une impression de sécurité aux habitants de Moscou et de Rostov, de Minsk et de Vladivostok ! Ni pour impressionner le monde extérieur, resté sceptique jusqu'à ces derniers temps sur les réalisations technologiques des Soviétiques.

Il y a quelques semaines encore, on pouvait considérer comme vantardise la prétention russe d'avoir des engins téléguidés intercontinentaux. Aujourd'hui, la preuve est faite, et la Russie peut désormais négocier avec qui elle veut sans avoir peur de la position « de force » de son interlocuteur, et sans qu'il soit nécessaire d'avoir un maréchal qui échange des cadeaux personnels avec la famille du président des Etats-Unis.

Ce sont ces circonstances favorables que Kroutchev a saisies pour faire cette surprise au maréchal Joukov à la fin de son voyage. Mais le chef glorieux de l'armée rouge, qui a subi une fois déjà une éclipse sans réagir, fera-t-il preuve de nouveau d'autant de docilité, alors que ses chances de retrouver son pouvoir ne dépendent plus de la santé d'un vieillard dictateur ? Rien n'est moins sûr.

Un geste de vainqueur

Pour l'instant, l'épreuve de force paraît tourner à l'avantage de Kroutchev. Mardi soir, à l'issue d'une interminable séance du Présidium du Parti au cours de laquelle les deux hommes s'étaient sans doute affrontés, il a eu un geste de vainqueur. Accompagné du maréchal Boulganine et de M. Mikoyan, il a fait une apparition inattendue à la réception donnée par l'ambassade turque. Souriant, détendu, plaisantant avec les diplomates turcs qu'il accusait il y a quelques jours encore de vouloir déclencher la guerre au Moyen-Orient, portant des toasts « aux anciens alliés de la lutte contre Hitler », il offrait l'image de la plus totale confiance en soi. « Ma présence ici est un geste de paix », a-t-il dit.

Aux questions que les journalistes lui posèrent sur le sort du maréchal Joukov, il répondit : « J'ai vu le maréchal aujourd'hui même et je lui ai parlé. Il est en excellente santé. Nous ne savons pas encore quel poste nous lui donnerons mais il sera à la mesure de son expérience et de ses compétences ». Une telle formule peut tout signifier. C'était avec une allusion de ce genre à leurs « compétences », en effet, que Kroutchev avait annoncé la nomination des membres du groupe « anti-parti », en juin dernier, à des postes subalternes en Sibérie ou ailleurs.

Pour Joukov, la partie est décisive. Il sait en effet qu'il est le dernier obstacle avant l'établissement de la dictature personnelle absolue de Kroutchev.

La police secrète démantelée, l'armée réduite au silence, le premier secrétaire du parti, qui a introduit au præsidium la majorité de ses fidèles, pourrait désormais faire la loi en Russie avec autant de liberté que Staline. Et l'expérience, si éloquemment dénoncée par Kroutchev lui-même, a montré où cette évolution peut mener les adversaires de la veille.

K. S. KAROL.

EST-OUEST

La doctrine Kroutchev

● ***La fusée intercontinentale soviétique n'est plus seulement une redoutable arme militaire. C'est « le » facteur politique au Moyen-Orient.***

LORSQUE le Président des Etats-Unis lança, il y a dix mois, la « doctrine Eisenhower », promettant de défendre les pays du Moyen-Orient contre *« toute attaque du communisme international »*, un diplomate occidental lui fit cette objection :

— *Et que ferez-vous si l'U.R.S.S. vous oppose une « doctrine Kroutchev », promettant de défendre les pays du Moyen-Orient contre toute*

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

C'EST DANS LE 12e...
C'est dans le 12e arrondissement que vous trouverez le tailleur de classe que vous cherchez depuis longtemps
C. HUTMAN
10, rue de Wattignies - DOR. 59-52
Parking assuré

attaque « du capitalisme international » ?

A l'époque, cette objection fut ignorée : l'Amérique, confiante en sa supériorité, considérait les Russes comme incapables de prendre des risques dans le monde arabe.

La fusée intercontinentale soviétique, suivie du « spoutnik », a renversé la situation. La « doctrine Kroutchev » a fait son apparition au début du mois dernier, sous forme d'un « avertissement » de Moscou à la Turquie.

Une idée bizarre

Au début de ce mois encore, des experts du Département d'Etat recommandaient l'interception par la VIe Escadre américaine des transports d'armes faisant route vers la Syrie. Mais en même temps que la VIe Escadre, des sous-marins russes apparurent en Méditerranée orientale. M. Kroutchev ne bluffait pas : profitant de l'avantage que lui donnaient ses grandes fusées, il se montrait prêt à risquer la guerre pour sauvegarder l'influence soviétique dans le monde arabe. La « doctrine Eisenhower » et, avec elle, la politique traditionnelle des Occidentaux au Moyen-Orient, étaient dans une situation critique.

M. Walter Lippmann fut le premier à dresser le constat :

> « *Notre politique,* écrivit-il, *est fondée sur cette idée bizarre que la Russie, la plus grande puissance bordant le Moyen-Orient, peut être écartée de cette région, tout comme aux temps des tsars. Tant que nous nous accrocherons à cette illusion, rien de ce que nous entreprendrons au Moyen - Orient ne pourra réussir. Car la Russie ne peut plus être tenue à l'écart et, qui plus est, les pays arabes entendent traiter avec elle.* »

L'illusion dénoncée par Lippmann a toutefois la vie dure. « L'idée bizarre » que l'U.R.S.S. pouvait être exclue du Moyen-Orient a été réaffirmée, la semaine dernière, par MM. Eisenhower et Macmillan, durant leurs entretiens de Washington.

Le rouble et le dollar

Mais les pays arabes viennent de montrer qu'ils avaient déjà, quant à eux, compris l'évolution des événements. Dès l'école primaire, les petits Arabes apprennent dans leurs manuels que « *la division est la cause de toutes nos faiblesses* ». Si trois pays ont accepté l'argent et les armes de la « doctrine Eisenhower », ils n'en furent que plus à l'aise pour la répudier au moment où elle allait les diviser d'avec leurs peuples « frères ».

Même pour les deux souverains les plus anticommunistes du monde arabe (Séoud d'Arabie et Hussein de Jordanie, qui doit son trône à l'intervention des Etats-Unis), l'argent et les armes n'ont pas d'odeur : les dollars ne les ont pas transformés en démocrates. Ils admettent donc que les roubles ne transforment pas leurs voisins en communistes. Ils ne partagent pas les préventions de M. Dulles pour lequel « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Et ils le lui ont déclaré nettement :

> « *C'est vous,* lui dirent-ils, *qui poussez la Syrie dans les bras de l'U.R.S.S. en lui enlevant, par votre boycott et vos menaces, la possibilité de tenir la balance égale entre l'Est et l'Ouest.* »
>
> « *La meilleure manière,* ajoutent les diplomates séoudites et libanais, *de limiter l'influence soviétique au Moyen-Orient, c'est de ne plus chercher à nous enrôler dans la croisade américaine.* »

A quoi servent les armes ?

Ces conseils étaient parfaitement désintéressés. En effet, la compétition russo-américaine au Moyen-Orient a rapporté en une année aux pays arabes plus d'armes et de subventions que durant les trois années précédentes.

A quoi peuvent servir ces armes ? A combattre les Russes ? Ceux-ci n'ont pas de bases militaires dans la région. A la conquête d'un Etat arabe par un autre Etat arabe ? C'est une hypothèse exclue : les armées adverses fusionneraient sur le champ de bataille et iraient renverser les dirigeants assez fous pour les envoyer se combattre. A quoi alors ? Le ministre jordanien des Affaires étrangères l'a dit clairement :

— *Lorsque l'Ouest et l'Est nous auront fourni assez d'armes, nous éliminerons Israël.*

Il ne plaisantait pas. Les Israéliens en étaient convaincus et ils viennent de le prouver.

Vendredi dernier, le Dr Goldmann, président de l'Agence juive, réclamait une initiative israélienne en vue d'une rencontre des « Quatre Grands » ; un accord à quatre devait mettre fin, dit-il, à la guerre froide au Proche-Orient ; l'embargo sur les livraisons d'armes devait être rétabli. Israël devait redevenir strictement neutre.

M. Goldmann est un vieux partisan du neutralisme. Mais ce qui donne du poids à son initiative, c'est la déclaration faite quatre jours plus tôt par le premier ministre Ben Gourion devant le Parlement israélien :

> « *Les forces qui s'opposent dans notre région,* dit M. Ben Gourion, *ne sont pas des forces locales, mais celles des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Ce ne sont plus les rivalités locales, mais la rivalité des deux puissances mondiales qui aggrave la tension dans cette région. Seul un accord entre ces deux puissances peut produire une détente.* »

L'idée travailliste

C'est là ce que MM. Gaitskell et Bevan déclarent à Londres depuis des mois ; l'U.R.S.S., disent-ils, doit être associée à la garantie tripartite des frontières israéliennes ; sa présence au Moyen-Orient doit être reconnue. Sinon, pourquoi ne livrerait-elle pas, tout comme nous, d'armes aux Arabes ?

Le fait nouveau, c'est que les travaillistes britanniques n'ont plus, dans le monde occidental, le monopole de cette idée. Elle fait son chemin, même en Amérique.

Les Etats-Unis n'ont plus, au Moyen-Orient ou ailleurs, le monopole des séductions économiques et des menaces militaires. En même temps que leur supériorité stratégique, les Etats-Unis ont perdu leur liberté de manœuvre, pratiquement illimitée jusqu'ici. Chacune de leurs initiatives politiques, économiques ou militaires va provoquer, durant les mois à venir, une initiative équivalente de la part des Russes. Les Arabes, moins pressés que jamais à se laisser enrôler dans le camp occidental, compteront les points et le bilan ne sera pas favorable à l'Ouest : celui-ci s'est engagé à garantir Israël ; l'U.R.S.S., par la propre volonté des Occidentaux, n'est liée par aucun engagement de cet ordre.

> « *Le fait est,* écrit encore cette semaine Walter Lippmann, *qu'un Moyen-Orient véritablement indépendant et neutre est ce que les Etats-Unis et leurs alliés peuvent espérer de mieux. Nous devons rechercher un accord avec l'U.R.S.S. qui assure la souveraineté et la neutralité des pays arabes, tout en garantissant à l'Europe l'accès à leur pétrole.* »

MICHEL BOSQUET.

(A.P.)

LE MARÉCHAL TITO, MME TITO ET LE MARÉCHAL JOUKOV
Un précédent fâcheux

POLOGNE

Le grand nettoyage

● *Fidèle à sa promesse, le jour de son retour, M. Gomulka avait renoncé à épurer le parti communiste polonais. Mais aujourd'hui...*

EN revenant au pouvoir, le 20 octobre 1956, M. Gomulka avait promis un « pardon total » à tous ses ennemis communistes de la veille. « Je ne veux pas régler de si grands problèmes avec la petite monnaie des vengeances personnelles », s'était-il écrié, et tous ceux qui avaient jadis approuvé sa disgrâce et son emprisonnement avaient poussé un soupir de soulagement.

Un an et une semaine plus tard, jeudi dernier, dans la même salle et devant la même assistance (à quelques exclusions près, le Comité central n'a pas changé) M. Gomulka a annoncé sa décision de chasser impitoyablement des rangs du parti ouvrier unifié de Pologne ceux qu'il a qualifiés de « révisionnistes » et de « conservateurs dogmatiques ».

Que s'était-il passé entre temps qui justifie ce changement d'attitude ? Pendant un an, pardonnant les erreurs des uns, faisant appel au sens des responsabilités des autres, M. Gomulka a fait des efforts désespérés pour redonner vie au parti dont il est le secrétaire général. Il a besoin du parti, en effet, pour mener à bien sa tâche de rénovation sociale et économique de la Pologne. Sans lui, il serait comme un général sans troupes.

L'expérience a cependant montré que beaucoup des militants de cette « armée » communiste qui compte 1.400.000 membres ne sont pas récupérables pour la simple raison qu'ils n'ont jamais été communistes et ne se sont inscrits au parti que par opportunisme.

Des nihilistes

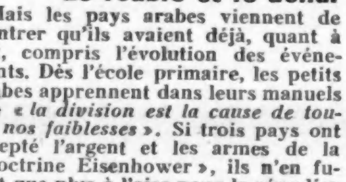
Ces hommes, qui ne se sont ralliés à l'extrême gauche que pour bénéficier des avantages du pouvoir, n'ont jamais eu le moindre scrupule dans l'exercice de leurs fonctions ou leurs prises de position politiques. A l'époque de Staline, ils étaient plus staliniens que lui. Certains le sont restés après la révolution d'octobre, par habitude ou dans l'espoir que « le bon temps » reviendrait. D'autres affichent au contraire, surtout devant les étrangers, un mépris total non seulement du communisme mais de toutes les idées de gauche. Les premiers sont qualifiés de « conservateurs », les seconds de « révisionnistes ». En réalité, ils représentent tous un même courant de pensée: le nihilisme.

Après le bouleversement d'octobre 56, il était normal que des désaccords se manifestent au sein du parti. Sur l'origine des erreurs passées et les moyens de les éviter à l'avenir, les discussions étaient inévitables. Mais ce débat nécessaire ne pouvait être fructueux que si les « communistes d'occasion » en étaient éliminés. M. Gomulka a jugé le moment venu de procéder à ce grand nettoyage.

L'épuration a, dans le monde communiste, une résonance redoutable. Elle était, du temps de Staline, une arme aveugle qui frappait sans discernement tous les hommes suspects aux yeux du dictateur en place. Entre les mains de Gomulka, l'arme est différente : elle ne doit pas frapper ceux qui voient l'avenir de l'extrême gauche autrement que lui mais seulement les communistes « par accident » et « par carriérisme ».

K. S. K.

Notre collaborateur K. S. Karol, qui doit terminer deux ouvrages sur les pays de l'Est et leur évolution, pour la N.R.F. (Collection « L'Air du temps »), interrompra pendant quelque temps sa collaboration régulière à « L'Express ».

LUNETTES
HUCA-LUMOSOL

HUGUENIN Frères & Cie
MOREZ-DU-JURA

MEMOIRE COURTE

Dans une école primaire, un élève récite le célèbre poème de Victor Hugo : « Mon père, ce héros au sourire si doux... » Sa mémoire défaille. Il reprend : « Le champ couvert de morts sur qui tombait la nuit » Nouvelle panne. Il bredouille : « Mon père ému tendit à son hussard fidèle... ». Puis s'arrête définitivement. « Enfin que lui tendit-il ? » s'écrie le professeur impatienté. « Un boîtier Wonder, m'sieur ! » répond l'infortuné. La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

TROIS HOMMES DANS LE MÊME BATEAU

« L'Express » et l'Institut Français d'Opinion Publique poursuivent leur enquête nationale auprès des Français qui ont entre dix-huit et trente ans. Par une série d'investigations scientifiques auxquelles procède l'I.F.O.P. à partir d'un questionnaire de base de vingt-quatre questions que nous avons largement diffusé, cette enquête atteindra toute la jeunesse française, quels que soient son origine, son milieu, son instruction, son appartenance religieuse, politique, etc. Les résultats seront donc représentatifs de l'état d'esprit de la « Nouvelle Vague », par rapport à l'ensemble des problèmes individuels et collectifs, qu'il s'agisse de logement ou de conflit international, d'amour ou de perspectives politiques. Le dépouillement et l'étude des milliers de réponses qui sont déjà parvenues à notre questionnaire et qui continuent à affluer, sont en cours. Deux thèmes reviennent, constants : le drame du logement, et la conviction selon laquelle les garçons doivent se diriger vers les métiers scientifiques ou techniques. (On verra, en lisant l'entretien que nous publions dans ce même numéro, que la masse rejoint ici l'opinion des savants français, et que ceux-ci ont décidé de prendre le taureau par les cornes.)

Mais c'est seulement le document final, où l'I.F.O.P. fera la synthèse de toutes les réponses examinées, et donnera ses conclusions, qui constituera le rapport scientifique que nous avons voulu établir sur l'état d'esprit des jeunes hommes et des jeunes femmes qui composent la « Nouvelle Vague ». « L'Express » le publiera en exclusivité.

D'ici que ce travail soit accompli, les réponses que nous livrons à nos lecteurs sont toujours choisies dans la mesure où elles traduisent des sentiments ou des opinions que d'autres réponses formulent également, mais elles ne conservent qu'une valeur indicative limitée.

Après un ouvrier ajusteur, un interne en médecine, un futur hôtelier, un instituteur, un médecin de campagne, un employé des P.T.T., un conducteur de travaux publics, un cultivateur, quelques femmes venues d'horizons divers ont eu la parole. L'écho rencontré par leurs réponses a été tel que nous la leur rendrons.

Voici les réponses, brèves mais éloquentes, d'un adolescent et de deux hommes :

« Les juifs au four crématoire »

18 ans. Habite Paris. Sans profession :

J'AIMERAIS savoir si j'aurais l'occasion de tuer Mendès France (le roi des salauds).

Nous avons de la malchance de vivre à notre époque, car nous sommes gouvernés par des pourris et tant que nous n'aurons pas un Bigeard, un Poujade, un Le Pen ou un Tixier-Vignancour, la France ne pourra arrêter sa décadence.

Le meilleur métier : l'armée, la légion étrangère, parce que c'est un des seuls métiers où l'on ne travaille pas pour des juifs.

Pour une femme : un foyer ou le bordel.

Non, je ne suis pas heureux, car mon pays, la France et non pas Israël, est en train de perdre son empire colonial. Que nos grands-pères (Français et non juifs) ont glorieusement conquis en répandant leur sang. Mais ils ne se doutaient pas que quelque temps plus tard, des voleurs (juifs) viendraient liquider notre bel empire. Mais, pour nos grands-pères, nous devons garder ce qu'ils n'ont pas encore vendu et pour cela il faut mettre les juifs au four crématoire.

Tout m'est indifférent sur le plan matériel du moment que mon idéal est satisfait.

Ce sont les juifs marxistes ou capitalistes qui veulent dominer le monde, soit par leur politique, soit par l'argent.

Le problème national n° 1 : éliminer le capitalisme apatride.

Rien ne va bien en France.

Je préférerais vivre en Algérie ou en Allemagne car dans ces pays-là les juifs ne font pas la loi.

Vivre dans une société socialiste ? Plutôt mourir.

Les résistants ? Beaucoup étaient des salauds. Les collaborateurs ? Des gens très bien qui ont défendu un idéal qui était très bien placé.

La guerre d'Algérie continuera tant que les trusts du gouvernement seront vivants.

Je suis prêt à mourir pour la France fasciste et la légion étrangère.

Ce qui me paraît le plus injuste : voir les gros fonctionnaires du régime qui s'engraissent sur les petits ouvriers, les petits artisans, commerçants et cultivateurs. Et les juifs exploiteurs qui font travailler les femmes en particulier dans le textile, à 20.000 francs par mois. Là où le marxisme ne passe pas, le fascisme passera.

« Une galipette par ci, par là »

28 ans. Marié. Deux enfants. Cantonnier :

POUR mon avenir personnel, j'aimerais savoir si j'arriverai à passer chef cantonnier. Pour l'avenir de l'humanité, j'aimerais savoir si l'O.N.U. arrivera un jour à gouverner le monde entier.

Je trouve que j'ai une chance formidable de vivre à mon époque, car j'espère ainsi pouvoir aller voir la Lune et la planète Mars.

Je suis cantonnier, pas tellement satisfait, car je suis très mal payé et mal considéré par la populace.

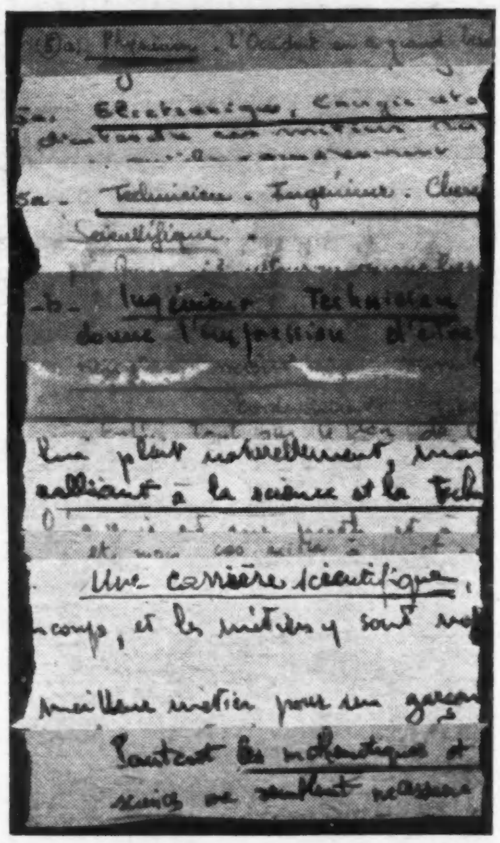
Le meilleur métier à choisir pour un jeune homme est maçon, plâtrier, couvreur ou tout autre ouvrier du bâtiment, car il y a encore du pain sur la planche, pour longtemps dans cette branche, la moitié des villages sont à refaire en France. Les métiers intellectuels ne vont pas tarder à être saturés, il y a trop d'étudiants et il y a surtout trop de commerçants. En un mot il y a trop de gens qui cherchent à gagner gros et à ne rien faire, ça va craquer et il faudra revenir à des occupations terre à terre.

Le meilleur métier pour une femme : apprendre à faire de la bonne soupe.

Hélas ! non, je n'ai pas pu faire d'études. Suis-je heureux ? Couci couça. Je m'en contente, attendu que je suis jeune et que j'ai une femme qui fait bien l'amour.

Ce qui me prive le plus : c'est l'argent, bien entendu. Je suis privé de tas de choses, confort d'habitation, de lecture, de spectacles, d'habits.

L'amour a une très grande importance, il aide à supporter bien des privations. Quant à la fidélité, je suis, comme tout le monde, un égoïste, je



ILS ÉCRIVENT PAR CENTAINES

« La science, la science, la science... »

veux que ma femme me soit fidèle, mais moi j'aimerais bien pouvoir faire quelques galipettes par-ci par-là, ça donnerait du piment à la vie.

Ce qui mène le monde ? C'est le pétrole, faudrait l'internationaliser.

De l'influence sur les événements ? Hélas ! non, je me considère à peu près comme la cinquième roue de la carriole, faute d'avoir les moyens d'imprimer ma volonté aux événements.

Le problème national n° 1 ? C'est de mettre de l'ordre dans nos institutions. Il y a trop d'Etats dans l'Etat, tout le monde fait grève maintenant, ouvriers, fonctionnaires, cultivateurs, commerçants, etc. C'est l'anarchie qui s'installe dans notre malheureux pays.

Ce qui va bien : je trouve que la France a un beau réseau routier, routes bien lisses et bien goudronnées.

Le socialisme, je l'ai souhaité ardemment ; aujourd'hui, je commence à douter, après l'expérience Blum et Mollet qui ont abouti toutes deux à la faillite financière. Je souhaite une évolution, non une révolution. Evolution prudente, étape par étape, bien entendu, ne comportant pas des à-coups trop brusques, qui précipitent certaines catégories de gens à la ruine au profit d'une nouvelle caste, en somme quelque chose de bien prospère genre radical.

Comme cantonnier, je ne crois pas que j'y perdrais grand-chose à un régime communiste, sauf peut-être un tantinet de liberté, et la liberté je l'aime beaucoup, donc je ne souhaite pas le communisme.

Je tire mon chapeau aux résistants, aux vrais, bien entendu.

La guerre d'Algérie ? Elle durera éternellement tant qu'on agira comme on le fait. C'est à une guerre de cent ans que nous sommes destinés avec ces moyens. Un seul remède : y mettre le paquet ou s'en aller.

Quel écrivain m'a le plus marqué ? Je ne connais pas les œuvres de ces gens-là, j'en connais quelques-uns de nom et c'est tout.

Je me battrai pour défendre la liberté, parce que je ne veux pas devenir un esclave ni un robot, je combattrai jusqu'à la mort tout système qui n'aura pas le respect de la personne humaine.

Oui, il faut un idéal, le mien est celui de la grosse majorité, vivre dans une société libre et tendant à répartir équitablement les biens de ce monde.

Il y a bien des choses injustes. On peut y remédier, mais pour le faire il faut commencer à remplir les caisses de l'Etat. L'Etat, hélas ! est bien malade, et je crois que pour en sortir il faudrait une dictature pour quelques années. Faudrait trouver, pour conduire cette dictature, un homme qui soit profondément humain.

« Mes enfants à l'école »

N'indique pas son âge. Marié. Deux enfants. Domestique :

JE travaille peut-être plus dur que mes parents mais à égalité j'ai la chance que je n'aurais pas eue à leur époque, c'est-à-dire pouvoir mettre mes enfants à l'école

Je suis né à la campagne, à l'âge d'aller à l'école il y avait la guerre. La guerre finie, l'âge d'aller à l'école étant passé, il fallait travailler aux champs, et pour vivre, quand on est illettré, vous pouvez en juger par mon écriture avec une faute à chaque mot... En me privant encore plus s'il est possible de le faire, j'espère arriver à donner de l'instruction à mes enfants.

Je suis heureux avec cet espoir que mes enfants n'auront pas à supporter les brimades, les vexations, les insolences et le dédain que l'on me lance chaque jour parce que je suis domestique et par des gens dont l'intelligence laisse bien à désirer et la moralité encore bien plus.

Le régime communiste changerait très peu pour moi, mais mes enfants auraient leur instruction assurée.

Ce qui est injuste ? Je ne comprends pas que lorsqu'un ouvrier s'enivre on l'appelle ivrogne et un patron on dit seulement qu'il a son petit pompon.

Je ne comprends pas qu'un ouvrier qui vous raconte des vantardises on se moque de lui et un patron qui vous raconte des mensonges monstrueux, ce dernier est tout surpris et même méchant si l'on fait celui qui ne le croit pas. Je ne comprends pas qu'un patron soit jaloux si un ouvrier a un poste de T.S.F. ou de télévision. Une voiture, alors là, l'ouvrier, quatre-vingts fois sur cent, est obligé de la cacher. Enfin pourquoi un patron qui ne tolère pas la plus petite entorse au règlement de travail, lui ne respecte même pas le repos obligatoire d'un domestique, pas même les dix heures de sommeil de la nuit. Toutes ces petites mesquineries sont soutenues par les curés, alors il faut que l'ouvrier s'instruise.

(Charpentier.)

MARC ZAMANSKY (LE CRAYON A LA MAIN) DESSINE DES FUTURS « COLLEGES SCIENTIFIQUES UNIVERSITAIRES »
« Quand il y aura cinquante et un élèves, la classe sera automatiquement dédoublée. »

LES SAVANTS FRANÇAIS VEULENT SAUVER L'AVENIR

LES hommes qui prennent ici la parole cette semaine — un géologue et deux mathématiciens — ont les pieds sur la terre. Ce sont trois scientifiques français de réputation internationale. Louis Glangeaud, doyen honoraire de la Faculté de Besançon, est professeur de géologie dynamique à la Sorbonne. André Lichnerowicz, professeur de physique mathématique au Collège de France, a enseigné également à Princeton. Marc Zamansky est professeur de mathématiques générales à la Sorbonne. Leurs travaux respectifs sont connus dans le monde entier.

Un jour, ils se sont fâchés. « Lichné », comme l'appellent ses collègues, a quatre enfants. Zamansky en a huit. Ils sont tous les jours en contact avec des centaines d'étudiants. Ils voient le capital scientifique de la France s'effondrer. Ils voient les Français résignés à se laisser coloniser par la science allemande, et se persuader que leurs fils sont tout justes bons à faire des poèmes, pendant que les autres feront des Spoutnik. Mais ils savent aussi que rien de tout cela n'est inéluctable. Alors, ils se sont insurgés et, faisant bientôt derrière eux l'unanimité des Facultés de Sciences, ils ont créé le Mouvement national pour le développement scientifique. Ce n'est pas une quelconque commission, un comité de bavards, mais un groupe agissant, et agissant au nom de tous les scientifiques français.

A l'issue d'un long et minutieux travail, ils ont élaboré un plan complet de réforme de l'enseignement scientifique.

En même temps, le colloque de Caen, le colloque de Grenoble commençaient à faire pénétrer dans l'opinion publique le sentiment de l'importance et de l'urgence de ces réformes. Leur plan y ajoute la certitude qu'elles sont réalisables. Dynamiques, ils ont déjà arraché des premières décisions. Le budget 1958 de l'Education nationale prévoit la création de six « collèges scientifiques universitaires » C'est le premier pas. Il en reste beaucoup à accomplir.

L'entretien que nous sommes heureux de publier ici, et auquel s'est joint un représentant qualifié des étudiants, Claude Neuschwander, vice-président de l'U.N.E.F., élève à l'Ecole Centrale, donnera à nos lecteurs une vue claire, vivante et complète, non seulement de la situation actuelle avec tout ce qu'elle contient de menaces pour eux et pour leurs enfants, mais du plan constructif et entièrement à notre mesure que les scientifiques français se sont juré de faire aboutir.

L'Express. — Nous allons vous demander d'abord ce que vous pensez de l'idée souvent répandue dans le public que la France est, sur le plan scientifique, sinon la dernière des grandes nations, du moins en très mauvaise position. Cette idée correspond-elle à la réalité ?

LICHNEROWICZ. — Je crois qu'il faut distinguer. La France n'est pas du tout la dernière des grandes puissances scientifiques. Dans beaucoup de domaines, nous sommes très avancés. En mathématiques notamment, la France est probablement un des premiers pays du monde : nos mathématiciens font prime sur tous les marchés d'exportation.

GLANGEAUD. — Avant dix ans, la France peut et doit exporter des intelligences scientifiques comme d'autres exportent des boites de sardines.

L'Express. — Pouvez-vous donner un exemple ?

LICHNEROWICZ. — Bien sûr. Il n'existe pas de prix Nobel en mathématiques, mais il y a une médaille Field qui est plus difficile à obtenir parce que distribuée tous les quatre ans à un mathématicien de moins de 35 ans. Les deux dernières médailles ont été attribuées chaque fois à deux personnes, parmi lesquelles il y a eu les deux fois un Français : Laurent Schwartz, de la Sorbonne, et mon collègue Jean-Pierre Serre. En mathématiques d'ailleurs, nous avons à la fois la qualité et le nombre. Cependant, le fait que tout aille bien dans ce domaine est un peu le signe que les choses vont mal ailleurs : on fait des mathématiques parce qu'on ne fait pas autre chose.

ZAMANSKY. — C'est la discipline qui demande le moins de moyens matériels. Dans les autres branches scientifiques, il faut des moyens considérables qui ne sont pas à la démesure du pays, mais qui posent le problème de l'organisation au stade supérieur. Nous crevons des structures anachroniques empilées les unes sur les autres depuis cent cinquante ans : tout le système est incohérent.

L'Express. — La théorie d'après laquelle les Français ne sont pas des scientifiques vous paraît-elle justifiée ?

LICHNEROWICZ. — C'est l'affirmation contraire qui paraîtrait justifiée à beaucoup de savants étrangers. Avec un système aussi absurde que le nôtre, ce que nous arrivons à faire est extraordinaire. Beaucoup de nos savants sont mondialement connus et excellent dans toutes les disciplines ne demandant pas de trop lourds moyens. Hélas ! ils sont peu nombreux et harassés par leurs conditions de travail. Au prix d'un effort résolu, *mais qui ne dépasse pas nos forces,* la France pourrait être l'un des grands pays fournisseurs d'intelligences scientifiques dans tous les domaines. Il me semble que c'est là l'une de ses vocations profondes et une vocation très rentable pour son économie. Mais l'effort suppose une modification complète de notre système d'enseignement.

L'Express. — Aux yeux du monde, le Français est un littéraire.

GLANGEAUD. — Absolument pas. Il suffit de l'intéresser à la science. Or, nos lycées et nos taupes (1) commencent trop souvent par détruire toute curiosité scientifique.

→

(1) La « taupe » est la classe de lycée préparatoire aux grandes écoles, notamment Normale et Polytechnique.

Le plan des savants français

L'UNIVERSITÉ ENTIÈRE SE

——→

LICHNEROWICZ. — Il faudrait donner aux jeunes le sens d'une science en évolution. L'enseignement classique français est un enseignement statique. Les jeunes ont l'impression qu'il existe toujours quelque part un document qui contient tout ce qu'on sait sur le sujet. Le fait que ce document est nécessairement périmé ne leur est jamais expliqué. Les programmes de 1902 étaient plus proches de l'état de la science à cette époque que les programmes présents de notre science. Les jeunes d'aujourd'hui sont passionnés par les informations scientifiques des journaux — malgré toutes les réserves qu'elles appellent — et on leur apprend une science qui n'a aucun rapport avec ce qui les intéresse.

L'Express. — Ce décalage place-t-il la France dans une situation grave vis-à-vis des autres pays ?

GLANGEAUD. — Je vous répondrai par quelques chiffres. La France risque de se trouver d'ici très peu de temps (puisque le Marché commun va fonctionner dans six ans et qu'il sera en plein essor dans dix ans) en face de pays qui auront une quantité considérable de techniciens, d'ingénieurs et de scientifiques, alors qu'elle-même en sera privée. A ce moment-là, nous pourrons avoir tous les orateurs qu'on voudra à la Chambre des Députés, nous serons colonisés. Le même problème se pose d'ailleurs pour tous les grands pays. Et si l'Amérique est en train de se faire distancer par les Russes, c'est pour ne pas l'avoir compris à temps.

Prenons le cas de la géologie qui est capital. En Russie, il y a actuellement un ministère de la Géologie qui a 30.000 géologues sous ses ordres, plus 10.000 dans les services accessoires, soit 40.000 spécialistes. C'est pour cela que Kroutchev peut parler en maître. En effet, les Russes ont prospecté toute l'Asie : ils y ont trouvé des bassins houillers plus importants que ceux du continent américain. C'est tout.

ZAMANSKY. — Combien avons-nous de géologues en France ?

GLANGEAUD. — Il y en avait 650 il y a trois ans, rattachés à des services publics ou parapublics. En Amérique, il y en a 25.000. Chez nous, la pénurie est telle qu'on a fait prospecter le bassin parisien par des spécialistes hollandais et suisses.

LICHNEROWICZ. — Comment a-t-on établi la carte géologique de la France ?

GLANGEAUD. — Il y a des géologues universitaires qui travaillent gratuitement. C'est pourquoi il y a une carte géologique du pays.

Je peux vous citer le cas d'un pays qui n'existe que grâce aux géologues : c'est Israël. Il y a quelques années, Israël ne pouvait recevoir au maximum que 200.000 immigrants étant donné ses ressources en eau. Le pays compte aujourd'hui près de 2 millions d'habitants ; cela est dû à ce que les géologues ont trouvé l'eau nécessaire. Prenons maintenant le cas de l'Amérique : qu'est-il arrivé dans la compétition pour le satellite ?

D'abord, les Américains n'ont pas mis assez d'argent dans l'opération. En second lieu, la recherche fondamentale a diminué en Amérique parce que, comme en France, bien qu'à un moindre degré, l'enseignement s'est dévalué. On ne trouve plus de professeurs pour les universités et les Américains commencent à pousser le cri d'alarme que nous lançons chez nous depuis cinquante ans. Partout, on commence à dire et à répéter que si l'on ne paie pas suffisamment les scientifiques, on n'aura jamais un corps enseignant suffisant. Que voulez-vous, quand un professeur de faculté peut se dire : « Si je passe dans l'industrie privée, je gagnerai cinq fois plus et j'assurerai une vie beaucoup plus agréable à mes enfants », il hésitera à rester dans l'enseignement supérieur. C'est encore plus vrai pour le secondaire.

LICHNEROWICZ. — En fait, ceux qui font partie du corps enseignant y restent. Le drame, c'est qu'il ne s'en forme pas de nouveaux. La proportion de jeunes gens qui ont des tempéraments de moine et des dons scientifiques est assez faible. En Amérique, les professeurs d'Université sont mieux payés que chez nous, mais leur prestige est plus bas.

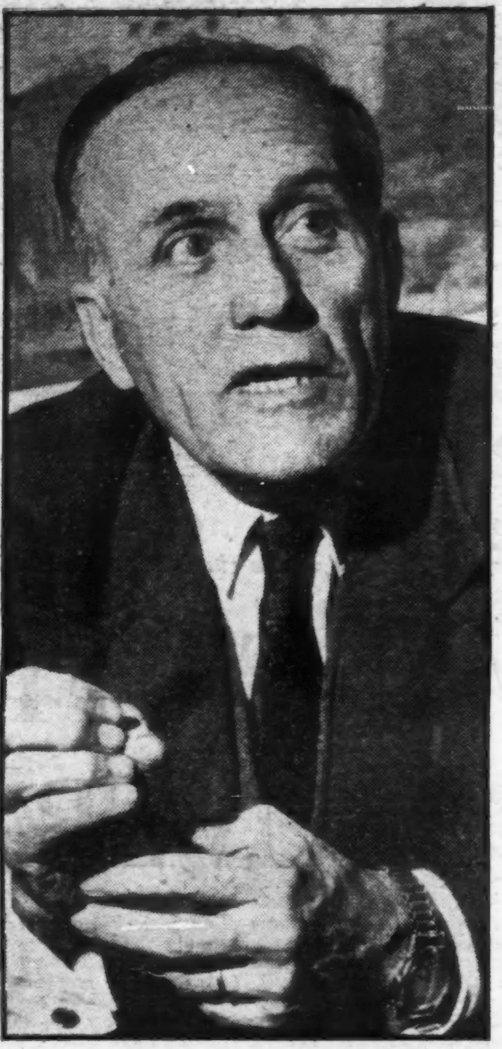
GLANGEAUD. — En Allemagne et en Italie, le prestige des professeurs est beaucoup plus grand qu'en France. Ici, on fait passer au premier plan le sorcier, c'est-à-dire l'homme politique, puis les guerriers.

ZAMANSKY. — Grâce au Spoutnik, la situation des scientifiques s'est quand même améliorée, il faut le reconnaître ! J'ai rencontré des gens qui m'ont dit : « Comment se fait-il que les Russes... vous qui êtes mathématicien, expliquez-nous... » Alors, je suis très à l'aise et je réponds : « C'est parce qu'ils ont beaucoup de mathématiciens et beaucoup de physiciens. »

GLANGEAUD. — Au point de vue prestige, au point de vue matériel et au point de vue moral, nous avons besoin de techniciens. Car les techniciens s'exportent. Je vais vous en donner un exemple : au moment de la guerre de 1914, en Grèce, l'armée allemande avait déjà ses géologues à elle. Et ils ne servaient pas seulement à préparer les cantonnements, les recherches d'eau ou les emplacements de bastions. On les a mis à la recherche minière. Et quand les Allemands se sont retirés, les géologues sont restés. C'est ainsi que l'Allemagne, après la défaite de 1918, a pu conserver la haute main sur les mines grecques.

Vous voyez comment un peuple qui a compris le rôle de la science dans le monde moderne peut vaincre. Cela explique aussi que le relèvement allemand après la défaite de 45 ait été si rapide. En effet, qu'a fait d'abord l'Allemagne ? Elle a reconstruit les universités de toutes ses villes. En France, on voit encore les marchands de vin empêcher l'Université de Paris de s'étendre.

Si j'insiste sur ce point, c'est parce que, sans locaux, une faculté ne peut pas fonctionner. J'ai 450 élèves en géologie générale ; l'amphithéâtre a 200 places. Les jeunes gens suivent les cours debout et s'entassent dans les pièces voisines. Or, parmi ces élèves, il y a des Indochinois, des noirs d'A.O.F., des Grecs, des Hongrois, des gens de tous les pays. Lorsqu'ils sont allés faire un tour en Allemagne, en Suisse ou ailleurs,



(Charpentier.)

LOUIS GLANGEAUD
Dans des baraques en bois

nous ne les revoyons plus. Nous perdons ainsi toute une clientèle étrangère par manque de locaux. Pendant ce temps-là, les marchands de vin occupent quatorze hectares pour y mettre des barriques vides.

Autrefois, les jeunes du Liban, de Syrie et d'Egypte venaient en France. Maintenant, ils vont ailleurs. Nous sommes en train de perdre une bataille silencieuse d'une immense importance.

Faire sauter les restes du carcan napoléonien

L'Express. — Vous avez dit qu'une réforme de structure était nécessaire. Pourriez-vous faire un bref historique des structures de l'enseignement français ?

GLANGEAUD. — Je vais être obligé pour cela de remonter très loin dans le passé, car l'existence des universités remonte à la fin du XIIe siècle. La première a été créée sous une forme presque moderne, à Montpellier où des israélites chassés d'Espagne par les Arabes l'ont fondée. Une seconde université a été créée peu après à Bologne, puis, en 1209, une autre à Paris.

L'Europe a suivi l'impulsion donnée par Paris et des universités se sont ouvertes partout.

Arrive la Convention. Je vais être un peu dur : dans ce domaine, elle n'a fait que démolir. En 1793, elle a supprimé les universités qu'elle considérait comme « aristocratiques ». Vous connaissez la phrase célèbre : « La République n'a pas besoin de savants. »

Vient Napoléon, qui a des conceptions... napoléoniennes. Il crée donc une Université impériale, monolithique, dirigée par en haut et qui n'est pas autre chose qu'un organisme d'Etat destiné à fabriquer des fonctionnaires disciplinés.

Ce n'est qu'après la Révolution de 1848 qu'on cherchera à rendre à l'Université une structure différente en commençant par supprimer les recteurs qui, en fait, n'étaient que des préfets.

ZAMANSKY. — Avec Napoléon III, évidemment, reparaît l'Université monolithique avec son recteur qui n'est qu'un préfet. En 1870, cependant, paraît un magnifique plaidoyer de Renan dans lequel il dit en substance: « Nous sommes vaincus parce que nous n'avons pas d'Université. Ce sont les universités allemandes qui ont gagné la guerre.» Ce plaidoyer produit de l'effet ; mais à retardement. Ce n'est que vers 1890 qu'on commence à en tirer les conséquences en créant des universités d'un type normal, c'est-à-dire comportant libre examen, indépendance et autonomie.

GLANGEAUD. — Cette réforme fut l'œuvre de différents ministères, mais l'homme éminent qui en fut le véritable promoteur fut Louis Liard.

Si nous avons actuellement en France deux prix Nobel scientifiques, c'est à la réforme de Louis Liard que nous les devons.

Cela ne dure malheureusement que quatre ans. Dès 1902, la politique rentre en scène avec l'histoire de la laïcité et l'œuvre de Louis Liard est liquidée.

Toutes les facultés connaissent une nette régression. En 1935, l'Université française est au plus bas : il n'y a ni locaux, ni crédits, ni élèves — je dirai presque ni professeurs.

ZAMANSKY. — Ce n'était pas si grave, alors, parce que nous n'avions que 400.000 naissances par an et que les besoins scientifiques et techniques n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui.

GLANGEAUD. — Il n'y avait pas encore la concurrence internationale. La situation ne s'est guère améliorée jusqu'en 1940, ni pendant la guerre. Mais à la Libération, les gens ont commencé à réfléchir. On s'est rendu compte que si nous n'avions pas d'aviation, il devait bien y avoir une raison à cela : on avait dépensé des sommes astronomiques pour la recherche, autant que les Anglais, et il n'en était rien sorti. On a donc vu apparaître des gens décidés à agir. La Commission Langevin a été créée et il y a eu un essor de construction. M. Auger, directeur de l'Enseignement supérieur, a lancé un plan d'équipement de cinq ans. On a donné à l'Université française une structure un peu différente, rappelant celle amorcée par Louis Liard. On lui a accordé des crédits. Pas grand-chose, mais cela a permis de repartir. J'ai pu en faire l'expérience moi-même comme doyen à Besançon.

J'aimerais pouvoir vous montrer des photographies de l'ancienne université de Besançon. On travaillait dans des baraques en bois achetées à l'Armée en 1935. Sur nos deux baraques, nous avions apposé des plaques portant le nom chacune d'un prix Nobel : c'est ainsi que nous honorions nos savants. Il pleuvait à l'intérieur des laboratoires et les professeurs étaient complètement dégoûtés. Il n'y avait que 175 étudiants à la Faculté des Sciences.

Mais on nous a donné un peu d'argent et sont venus des directeurs qui s'appelaient Auger, Donzelot, Berger... Il y a maintenant un milliard et demi de constructions à Besançon. L'Institut des Sciences naturelles est un des plus modernes d'Europe. Il y a maintenant 800 étudiants à la Faculté des Sciences. La recherche scientifique est si poussée que les gens viennent de l'étranger. Pourtant, ce sont les mêmes professeurs ou presque. On a augmenté le nombre des enseignants, mais à la base il y a le même noyau qui a repris espoir et qui s'est remis à travailler parce qu'on lui a donné matériel et crédits.

Je vais maintenant vous donner un argument à faire valoir auprès des comptables de l'économie nationale : de 1948 à 1954, notre laboratoire de géologie a contrôlé pour 8 milliards de travaux, rien que dans la région de Besançon. C'est ainsi que nous avons redonné de l'eau à la ville. Besançon n'aurait pu dépasser 60.000 habitants si on n'avait pas trouvé d'eau. Grâce aux géologues, elle en aura bientôt 100.000 Les usines Peugeot et les centres industriels de la région de Montbéliard et de Belfort risquaient d'être bloqués par manque d'eau. Rien que dans ce domaine, les travaux du laboratoire de géologie de Besançon représentent donc un bénéfice net de centaines de millions.

Le nouvel élan qui avait été donné au lendemain de la Libération n'a pas duré lui non plus. C'est pourquoi nous avons créé le Mouvement national pour le Développement scientifique, dont la mission est de définir les nouvelles structures de l'Université scientifique française. Le premier objectif est de faire sauter les restes du carcan napoléonien qui paralyse le fonctionnement de l'Université.

LICHNEROWICZ. — Il faut substituer à l'autorité descendante de ministres et de hauts fonctionnaires qui ne sont pas nécessairement compé-

RÉVOLTE

tents, une autorité ascendante émanant de gens qui connaissent les problèmes scientifiques dans leur naissance et leur développement.

Un jeu dont l'enfant n'apprend jamais les règles

L'Express. — Avant de nous exposer les grandes lignes du programme de réformes élaborées par votre mouvement, pouvez-vous nous dire plus précisément ce qui ne va pas dans le système d'enseignement actuel et quelles sont ses plus grandes faiblesses ?

LICHNEROWICZ. — Une des difficultés vient certainement de ce qu'il existe deux modes de formation scientifique : l'Université d'une part, les grandes écoles de l'autre. Ces deux groupes ne dépendent même pas du même ministère. Ce qu'il y a de grave, c'est que nos ingénieurs et nos scientifiques n'ont jamais partagé une camaraderie d'étudiants. Les grandes écoles fournissent à l'industrie des techniciens d'excellente qualité. Mais il est indispensable de retrouver un contact entre ces institutions et l'Université, comme cela existe partout dans le monde, sauf chez nous.

ZAMANSKY. — Pour expliquer ce qui ne va pas, je prendrai quelques exemples très simples. Je pense à mes enfants ou à mes étudiants, dont je me sens encore très proche (je ne suis pas si vieux). Eh bien, il faut savoir ce qu'est la vie d'un jeune garçon ou d'une jeune fille qui commence des études. Vous allez voir que le malheureux adolescent atteint dix-huit ans au milieu d'un tohu-bohu invraisemblable.

Prenons d'abord les études secondaires. Qu'elles soient à prédominance littéraire ou scientifique, ce n'est pas le problème. Ce qui est grave, c'est que le système actuel est tel qu'un garçon ou une fille ne peut acquérir l'idée qu'on puisse faire des sciences, tant les programmes sont absurdes ou inexistants, quand ils ne remontent pas aux Grecs.

LICHNEROWICZ. — Mais ils datent très précisément des Grecs.

ZAMANSKY. — Plus grave encore, il n'y a pas de professeurs scientifiques. L'un des faits fondamentaux, c'est que la proportion des très bons professeurs de lettres par rapport aux très bons professeurs de sciences est de l'ordre de trois pour un en faveur des premiers. Et cela parce qu'il n'y a plus de vocations.

ZAMANSKY. — Le résultat, c'est que sur 40.000 bacheliers annuellement reçus, il y a 10.000 bacheliers scientifiques, alors qu'il en faudrait *au moins* 20.000.

NEUSCHWANDER. — Regardez la manière dont les sciences sont enseignées en sixième : on apprend des axiomes aux enfants et on les leur présente de telle façon qu'ils sont incapables de les comprendre, encore moins de les assimiler.

LICHNEROWICZ. — Dans l'enseignement secondaire, les mathématiques sont un jeu dont on n'apprend à l'enfant ni l'intérêt ni les règles.

GLANGEAUD. — Cela permet surtout aux inspecteurs généraux de vendre des manuels.

ZAMANSKY. — Il y a une chose absolument lamentable, c'est qu'on ne s'est pas encore aperçu que, du point de vue pédagogique, l'enseignement en sixième n'avait rien de commun avec l'enseignement en mathématiques élémentaires. Or, on trouve des agrégés dans les classes de sixième et des licenciés en première.

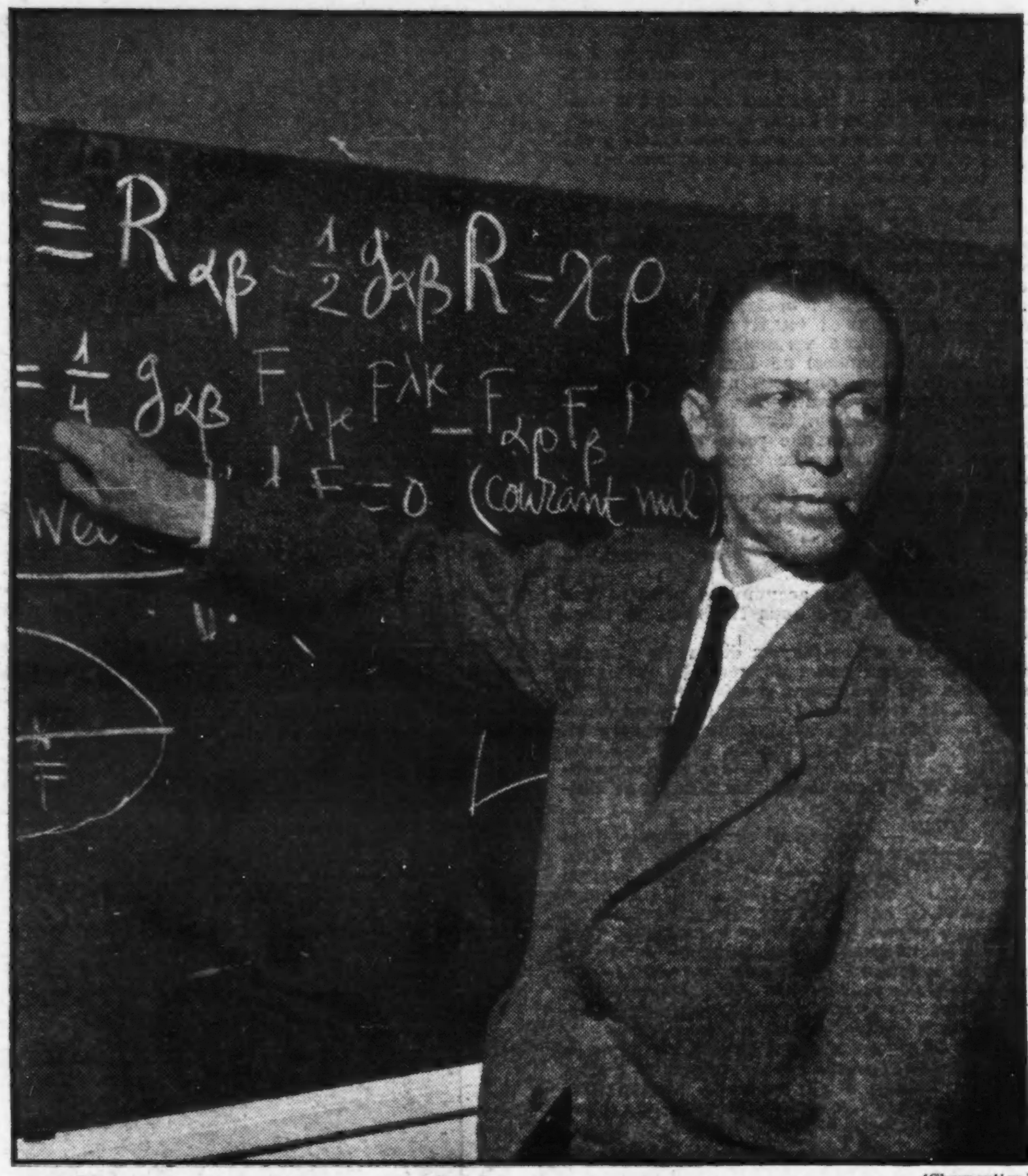
Prenons maintenant le cas d'un adolescent qui a réussi à se découvrir une vague vocation scientifique. Il arrive dans les classes terminales. Comme il n'a rien appris de valable jusque-là et que les programmes de ces classes sont extrêmement chargés par rapport à son niveau de culture scientifique, il ne peut suivre et termine l'année sans avoir rien assimilé. C'est la raison des difficultés que nous rencontrons dans l'enseignement scientifique : les élèves à qui nous nous adressons ne sont pas plus bêtes que leurs prédécesseurs, mais ils ne savent pas ce qu'ils devraient savoir.

LICHNEROWICZ. — En Belgique, on fait sept heures de mathématiques par semaine en seconde, en première et en mathématiques élémentaires. En France, on en fait quatre heures dans la section C et trois heures dans les autres sections. En Russie, les deux tiers des heures de classe à partir de la troisième sont scientifiques.

NEUSCHWANDER. — Que devient le jeune homme lorsqu'il sort du secondaire ? Comment choisit-il entre la Faculté et la préparation à une grande école ?

GLANGEAUD. — Quand il va à la Faculté, c'est généralement faute de mieux, parce qu'il n'a pas pu préparer une grande école ou qu'il a échoué au concours.

ZAMANSKY. — En fait, il y a au moins les deux tiers des jeunes gens qui ne peuvent pas entrer dans les classes de spéciales, c'est-à-dire de préparation aux grandes écoles.



(Charpentier.)

ANDRE LICHNEROWICZ
Des cerveaux modernes en série

L'Express. — Parce qu'il n'y a pas assez de place ?

ZAMANSKY. — Au manque de place se superpose un état d'esprit de numerus clausus : on élimine beaucoup de candidats à l'entrée et dans le premier mois le professeur élimine encore le quart de ses élèves.

Les élèves qui entrent dans les classes de spéciales y reçoivent un enseignement dont la moitié ne leur sert à rien. Ils bénéficient cependant d'un régime de travail qui, si abrutissant soit-il, a le mérite de leur donner une technique, un mécanisme.

« Les cent premiers de l'X ne fument pas... »

GLANGEAUD. — Ce n'est pas toujours le goût du vrai travail qu'ils y acquièrent, mais parfois le dégoût. En tout cas, ils y perdent presque toujours toute curiosité scientifique véritable.

ZAMANSKY. — Un jeune homme de vingt ans devrait avoir le temps de réfléchir à ce qu'il veut devenir. En « taupe », il ne l'a jamais.

NEUSCHWANDER. — Je peux vous citer deux formules classiques attribuées à des professeurs. La première est celle-ci : « Les cent premiers à l'X, messieurs, ne fument pas et sont puceaux. » L'autre : « Messieurs, je ne suis pas une brute ; prenez une heure de repos chaque dimanche. »

ZAMANSKY. — Pensons maintenant à ceux qui n'ont pas pu entrer dans les classes de spéciales, c'est-à-dire aux deux tiers des élèves de sciences. Il y a parmi eux beaucoup de jeunes gens de valeur, mais qui ne se formeront intellectuellement et scientifiquement que plus tard. Ce n'est pas nécessairement à dix-sept ou dix-huit ans que se produit l'éveil de toutes les facultés. J'ai vu des exemples de jeunes gens qui, orientés vers l'enseignement technique, arrivent premiers, quelques années plus tard, à l'agrégation de mathématiques. Faire un tri définitif à dix-huit ans me paraît donc un non-sens.

Pour les jeunes gens qui ont raté la filière des grandes écoles, il ne reste que la Faculté. Ces jeunes gens arrivent dans une propédeutique scientifique qui fonctionne de façon déplorable. M. Glangeaud peut en témoigner : il faut arriver deux heures avant le cours pour trouver une place dans l'amphithéâtre.

NEUSCHWANDER. — Dans les facultés de lettres, c'est la même chose. L'absentéisme devient la règle et même la nécessité.

Depuis quarante ans, la Halle aux Vins doit céder un peu de terrain pour la construction d'une faculté des sciences, mais les négociations n'ont toujours pas abouti et on songe à construire sur pilotis pour que les voitures des marchands de vin puissent circuler dessous.

GLANGEAUD. — Les marchands de vin ont répondu à un article de *Combat* sur cette question par une lettre qui vaut son pesant d'or. Ils ont dit : « Nous ne pouvons pas bouger parce que cela nous coûterait de l'argent et il n'y a aucune raison pour que nous nous transportions ailleurs. Nous refusons même qu'on construise sur pilotis, car cela nous gênerait. Si l'on nous ôte le soleil, les vins ne pourront plus mûrir. »

ZAMANSKY. — Je reviens à mes étudiants qui arrivent en faculté des sciences. Ces malheureux s'écrasent dans les amphithéâtres. Quant aux professeurs, il y en a un pour quatre ou cinq cents étudiants. Je vous assure qu'il faut une « sacrée gueule » pour se faire entendre. Quant aux travaux pratiques qui devraient représenter deux heures pour chaque heure de cours, comment les organiser alors que je n'ai pas de locaux et pas de personnel ?

LICHNEROWICZ. — Il faudrait au maximum quarante ou cinquante étudiants par groupe. A Londres, on compte en gros un enseignant pour douze étudiants. Les chiffres sont comparables en Amérique.

ZAMANSKY. — Lorsque le jeune homme sort du lycée et tombe en propédeutique, il est complètement noyé dans la masse sans qu'on puisse s'occuper de lui. Il ne sait à quel saint se vouer et il y a une quantité considérable d'étudiants qui perdent pied. Or, l'âge de la propédeutique correspond à l'âge le plus dangereux du point de vue intellectuel. C'est celui où tout peut être fait, mais où, à l'heure actuelle, tout est fait de façon qu'aucun résultat ne soit obtenu.

NEUSCHWANDER. — A l'université de Grenoble, il n'y a que 20 % environ des étudiants qui obtiennent leur licence. Cela représente donc un déchet de 80 % de jeunes gens qui ne réussissent pas. Aux causes d'échec fondamentales qui tiennent à la faculté (manque de professeurs et de locaux), j'aimerais qu'on ajoute aussi les causes matérielles qui tiennent à la vie même des étudiants. Ceux-ci sont souvent obligés de travailler en dehors de leurs heures d'études pour vivre. 40 % d'entre eux ont ainsi des emplois exté-

→

rieurs. Or, des étudiants qui lavent des autobus la nuit ne peuvent pas travailler normalement.

L'Express. — Vous nous avez dit que vous aviez créé un Mouvement pour essayer de faire sauter les structures anciennes. Quelle a été l'origine de cette réaction et comment est né votre mouvement ?

ZAMANSKY. — Lorsque nous avons créé le Mouvement national pour le Développement scientifique, nous n'avons fait au fond qu'enfoncer des portes ouvertes. Le grand malheur, en France, c'est qu'on ne voit même pas que les portes sont ouvertes. Les solutions et les réalisations que nous avons proposées (et il ne s'agit pas de replâtrer un système vermoulu, mais d'édifier des structures durables) ne sont en fait que la synthèse d'opinions que tous nos collègues ont déjà plus ou moins manifestées. Ce n'est pas du tout une improvisation. C'est plutôt le résultat d'une cristallisation, d'une prise de conscience qui s'est matérialisée cette année parce que la situation était mûre.

Notre mouvement est né comme beaucoup d'autres : il a suffi d'un grain de sable, d'un choc psychologique en apparence insignifiant pour déclencher l'explosion de forces accumulées depuis longtemps.

Les bêtises s'étaient accumulées pendant des années, mais sans que nous trouvions la force de réagir.

Le bouquet a été ce fameux décret du 14 mars dernier annonçant qu'on donnerait la prime de recherches aux professeurs des facultés lorsqu'ils feront de la recherche (comme si les universitaires ne faisaient pas toujours de la recherche). Ce décret était surtout absurde, parce que cela prouvait que les pouvoirs publics ne comprennent rien à la façon dont fonctionne une université.

GLANGEAUD. — Les scientifiques français, dans leur ensemble, ont pensé : on se moque de nous. Puis ils ont réfléchi qu'au fond c'était tout le système qui n'allait plus. C'est ainsi que notre mouvement est né. Ce fut une véritable traînée de poudre. Je ne sais plus qui en a eu l'idée, mais un jour, à la Faculté des Sciences de Paris, quelqu'un a proposé à titre de protestation une mesure absolument unique dans l'histoire de l'Université : la fermeture des facultés de sciences. Elle a été votée *à l'unanimité*.

Ce qui est plus important encore, c'est que le même jour, ou, au plus tard, vingt-quatre heures après, les facultés des sciences de province fermaient à leur tour, ce qui concrétisait une totale unité de sentiment.

ZAMANSKY. — Cette mesure négative était cependant essentielle, car elle traduisait un sentiment de révolte réellement désintéressé. Les scientifiques supporteraient d'être mal payés si on leur accordait au moins les moyens de travailler sans être en butte à un système absurde et incohérent.

A la suite de cette protestation, quelques-uns des scientifiques français ont estimé qu'après tout, il y avait peut-être une chance d'en sortir, et le comité provisoire du M.N.D.S. a immédiatement mis sur pied non pas un plan détaillé, mais les grandes lignes d'un programme très vaste, valable pour une longue période, compte tenu de la poussée démographique, des besoins scientifiques et des besoins économiques.

L'Express. — Vous avez interrogé toutes les facultés des sciences ?

ZAMANSKY. — Nous avons envoyé à tous leurs membres un document comportant un exposé des motifs, un plan très condensé, et nous leur avons demandé leur avis. Par l'intermédiaire de leurs assemblées (ce qui est particulièrement important), les facultés des sciences nous ont répondu en substance : « Nous sommes d'accord sur le principe, allez-y. »

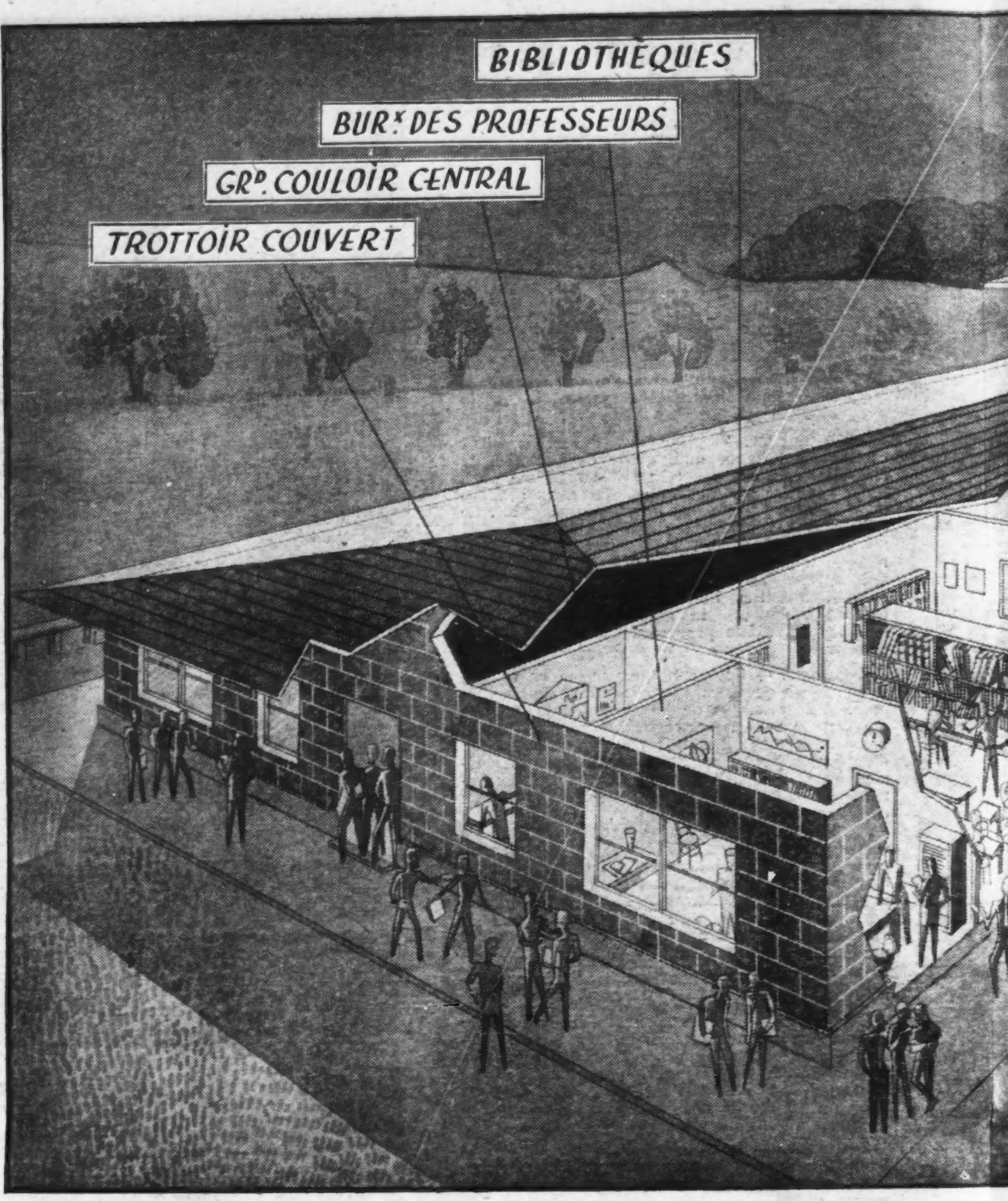
70 millions pour un collège de 150 étudiants

L'Express. — Quels sont les points principaux de votre plan ?

ZAMANSKY. — La difficulté essentielle pour remettre quelque chose sur pied, c'est que tous les problèmes sont liés et qu'il faudrait pouvoir donner des coups de bélier de tous les côtés. Comme on ne le peut pas, il faut choisir. Je crois que c'est au stade intermédiaire, c'est-à-dire à celui de la propédeutique — et un peu avant et un peu après — qu'on peut arriver à un redressement dont les effets rejailliront sur ce qu'il y a au-dessus et sur ce qu'il y a au-dessous. C'est un peu comme ce qui se passe dans une bataille : on fait une percée en un endroit pour se rabattre ensuite sur les ailes et le front finit par s'écrouler.

Ce qu'il faut également, c'est que la réforme scientifique soit faite par les scientifiques. Ce sont eux qui travaillent au jour le jour et qui restent en contact avec les étudiants de dix-huit à vingt-cinq ans. C'est à ce stade-là qu'il faut rechercher des solutions.

L'Express. — Vous avez évidemment les meilleurs contacts avec les étudiants. Mais avez-vous la vision générale des structures de la France de demain, vous permettant de faire « coller » les besoins des étudiants avec ceux du pays ?



UN COLLEGE SCIENT

ZAMANSKY. — Absolument.

LICHNEROWICZ. — J'ose dire que l'imagination du scientifique est professionnellement plus développée que celle de l'homme politique moyen.

ZAMANSKY. — Si l'on a l'idée précise de ce qu'il faut obtenir, on peut en chercher les moyens. Ces moyens, dans le cas qui nous occupe, ce sont des interconnexions entre les différents enseignements, ce sont des horaires, ce sont des programmes. Et il faut que ce soient des programmes détaillés. Il faut qu'on dise : « On enseignera tel théorème et non tel autre, telle théorie physique et non telle autre, etc. »

A mes moments perdus, je fais de la pâtisserie. Je sais comment il faut faire de la pâte à choux : il faut de la farine, des œufs, du beurre, etc. Mais je sais aussi que ce n'est pas suffisant : il y a la technique, il y a le temps de malaxage et le temps de cuisson. Il faut mettre la main à la pâte jusque dans les moindres détails.

Eh bien, toutes les réformes que nous proposons actuellement vont être étayées dans les mois qui viennent par des précisions allant jusqu'aux détails.

LICHNEROWICZ. — Il nous est apparu que le point d'application du levier devait se placer entre les mathématiques élémentaires et la propédeutique. C'est là qu'il s'agit de créer une structure nouvelle. Cette structure, nous l'avons fait approuver par les différentes facultés de sciences, et elle est connue maintenant sous le nom de Collèges scientifiques universitaires.

Ce que nous avons essayé de faire, ce sont des taupes améliorées. Nous connaissons les avantages pédagogiques des classes de spéciales. Et les avantages, sur le plan purement scientifique, d'une modernisation et d'une mise à jour constante des facultés. Inversement, nous savons que les facultés ne sont pas outillées, dans leur état actuel, pour donner un enseignement d'une grande valeur pédagogique : chacun y nage comme il peut. Quant aux professeurs de spéciales, malgré leur valeur, ils n'ont pas le temps matériel de se tenir au courant des progrès scientifiques. Le système que nous proposons consiste à créer des collèges, de petites unités dans lesquelles l'enseignement sera donné comme en taupe, par groupes de cinquante au maximum. Quand il y aura cinquante et un élèves, il faudra automatiquement dédoubler la classe. En ce qui concerne les locaux, cela suppose une construction rapide, préfabriquée, légère et en surface. Ces collèges ne devront comporter que des laboratoires d'enseignement et non des laboratoires de recherche comme dans les facultés. Il faudra prévoir une cantine, des terrains de jeux, de sport, etc.

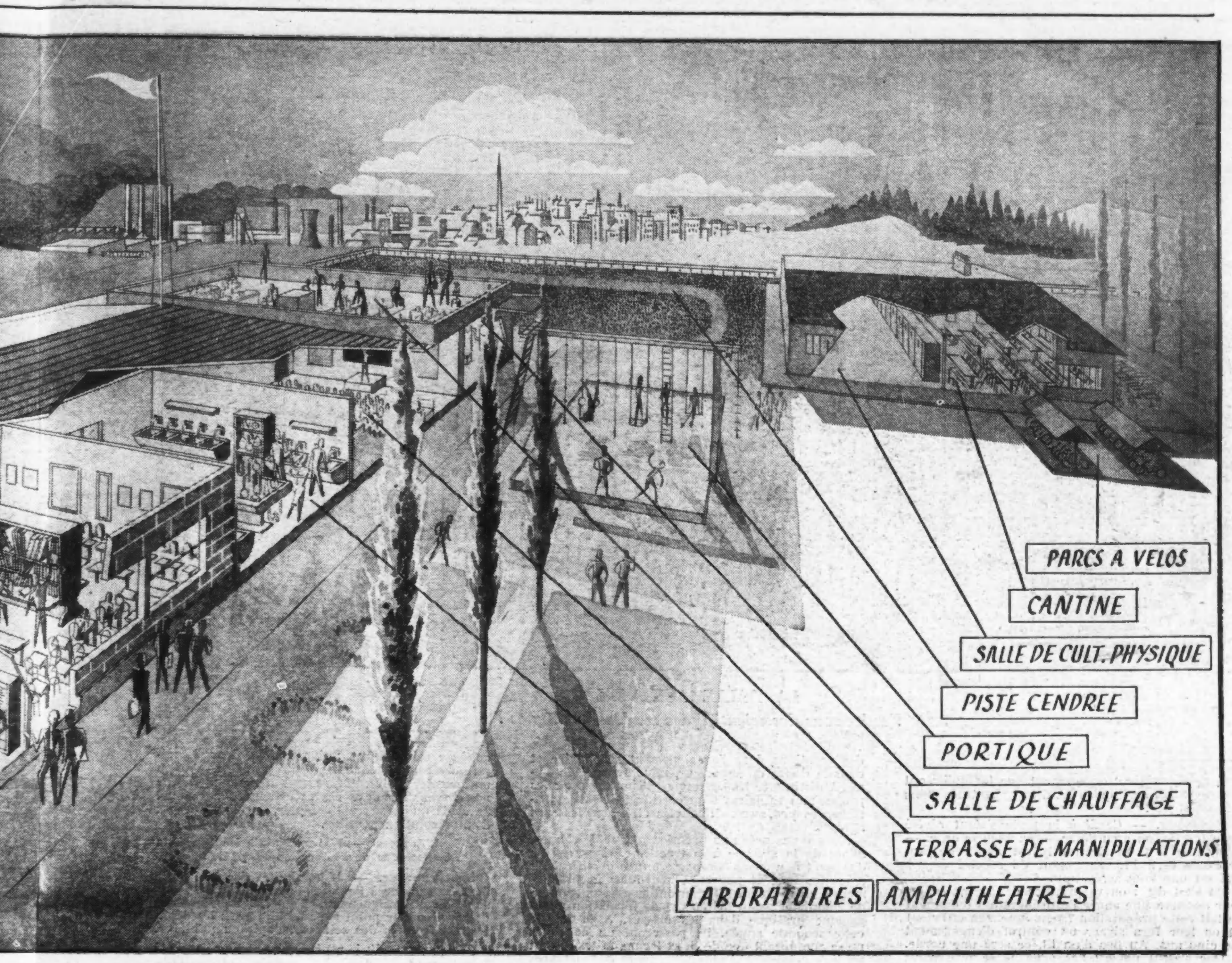
ZAMANSKY. — Nous avons étudié les problèmes de construction, y compris les devis. En prenant les chiffres de mai dernier, il faut compter cinquante mille francs au mètre carré. Ce sont des chiffres qui ne sont pas lancés en l'air. En gros, pour cent cinquante étudiants constituant un collège universitaire, et en comptant dix mètres carrés par étudiant (ce qui est convenable en propédeutique), cela fait un bâtiment de l'ordre de 70 millions, plus le terrain.

LICHNEROWICZ. — Nous prévoyons des unités de 150 étudiants environ, partagés en trois catégories : une section mathématiques physiques, une section mathématiques physique-chimie et une section statistique-sciences naturelles. En gros, la première formera des mathématiciens et des ingénieurs, la seconde des chimistes et la troisième essentiellement des naturalistes.

Parce que Monge était l'ami de Napoléon

ZAMANSKY. — On créera autant d'unités qu'il en faudra. Si une ville comme Besançon se contente d'un seul collège universitaire pendant quelques années, très bien. Mais dès qu'il deviendra insuffisant, on en ouvrira un second.

LICHNEROWICZ. — On peut et on doit utiliser ces collèges universitaires comme instrument de décentralisation. Est-il raisonnable d'avoir actuellement un si grand nombre d'internes au lycée Saint-Louis, par exemple ? Un certain nombre



(Service cartographique de « L'Express ».)

CIENTIFIQUE UNIVERSITAIRE TEL QUE LES SAVANTS L'ONT CONÇU

La construction commence...

d'entre eux deviennent tuberculeux, on l'a dit et c'est vrai. L'internat à Saint-Louis est un scandale intellectuel et physiologique. On ne devrait pas être interne dans ces bâtiments humides qui ne reçoivent jamais le soleil et où les élèves sont trop souvent consignés. J'en ai connu qui ne mettaient pas le nez dehors pendant trois semaines.

Au contraire, un collège universitaire avec internat, situé en banlieue, permettrait de dispenser le même enseignement en évitant les inconvénients de l'internat au cœur de Paris.

ZAMANSKY. — Cela permettrait de libérer un certain nombre de locaux pour les classes de lycée.

LICHNEROWICZ. — Notre projet a été jugé suffisamment intéressant pour que six de ces collèges soient prévus au budget d'investissement de 1958. Les crédits nécessaires ont été détachés dans la loi de finances et nous espérons que les premiers verront le jour l'été prochain.

ZAMANSKY. — Nous savons qu'un collège de ce genre peut être construit en six mois.

LICHNEROWICZ. — Au début, les collèges universitaires fonctionneront en remplacement de certaines propédeutiques des facultés et concurremment avec les taupes du monde classique.

NEUSCHWANDER. — A quel moment les étudiants choisiront-ils entre l'orientation vers les facultés ou vers les grandes écoles ?

LICHNEROWICZ. — Normalement, la durée des études dans les collèges universitaires devrait être d'un an. Mais étant donné l'insuffisance actuelle de la formation secondaire, il faudra prévoir deux ans au début. Mais ce qu'il faudra obtenir des grandes écoles, c'est un accord selon lequel les élèves étudiant dans les collèges universitaires ou dans les taupes ne pourront concourir que deux fois au plus.

NEUSCHWANDER. — Je suis entièrement d'accord pour l'adoption d'une telle règle lorsque le système sera bien établi. Mais pendant la période d'adaptation, vous risquez de rejeter des malheureux qui n'y seront pour rien.

LICHNEROWICZ. — Il est bien évident que les intérêts de ceux qui sont en cours d'études seront totalement sauvegardés. Il faudra prendre toutes les mesures d'assouplissement possibles pendant quelques années ; des ajustements permettront de passer d'une solution à l'autre et le régime transitoire ne devra comporter aucun inconvénient pour le personnel enseignant comme pour les étudiants.

GLANGEAUD. — Je voudrais donner un exemple typique de ce que représentaient les concours à Polytechnique jusqu'à ce que MM. Lichnerowicz et Zamansky réussissent à imposer une petite révolution.

LICHNEROWICZ. — Grâce à l'administration de l'école, qui s'est montrée plus progressiste que la direction du second degré de l'Education nationale.

GLANGEAUD. — Une épreuve de géométrie descriptive était imposée au concours d'entrée. Or, la géométrie descriptive ne sert et n'a jamais servi à rien. Elle n'existe d'ailleurs qu'en France, et je vais vous dire pourquoi. En 1808, lorsqu'il rétablit les universités, Napoléon décida de supprimer Polytechnique. Mais Monge, qui était alors directeur de l'école, et très intime avec lui, obtint que Polytechnique soit maintenue. Or, Monge était le créateur de la géométrie descriptive, et la mit au programme du concours d'entrée à l'école. C'est pourquoi, depuis cent cinquante ans, on oblige les étudiants à apprendre une discipline tout en sachant que cela ne leur sert absolument à rien.

Dans chaque poche, un bâton de Maréchal

L'Express. — Comment se posera le problème des professeurs ?

LICHNEROWICZ. — Nous estimons que le corps enseignant actuel est mal utilisé. Obliger des scientifiques extrêmement doués pour la recherche à faire de l'enseignement de propédeutique, c'est mal employer leurs dons. En revanche, les agrégés de mathématiques peuvent donner et donnent un excellent enseignement à ce niveau. Pour les nouveaux collèges universitaires, il faudra donc organiser un corps enseignant recruté parmi les agrégés et les docteurs, à raison d'au moins deux professeurs par unité de cinquante.

ZAMANSKY. — Cela suppose une assez grosse révolution dans les facultés des sciences, qui est cependant déjà admise par presque tous les collègues que nous avons touchés.

Actuellement, on ne trouve pas de professeurs de sciences, et cela pour deux sortes de raisons. Les premières sont d'ordre financier, et il est inutile de s'étendre sur ce point. Mais il y a un autre aspect du problème que les gens ne connaissent pas, c'est l'aspect psychologique ou moral.

Actuellement, le concours de recrutement dans certains domaines, et en particulier pour l'enseignement secondaire, est l'agrégation. C'est un concours ancien dont la structure ne nécessite pas de grandes modifications, car elle est bonne.

Mais il s'est passé depuis la fin de la guerre un phénomène que tout le monde connaît bien maintenant : on s'est aperçu que les agrégés de sciences — en particulier les physiciens, les géologues et les naturalistes — partaient vers l'industrie parce qu'on leur faisait des ponts d'or. Pour mettre fin à cette fuite éperdue des agrégés vers l'industrie, on a cherché à leur mettre un fil à la patte. On leur a dit : « Vous ferez obligatoirement deux ans d'enseignement secondaire à Carpentras ou à Tombouctou ; par la suite, éventuellement, on vous lâchera pour faire de la recherche. »

LICHNEROWICZ. — C'était là un précédent juridique extraordinaire : par le seul fait de *se présenter* à un concours, et sans recevoir aucun avantage en contrepartie, les étudiants étaient obligés de signer un engagement préalable.

ZAMANSKY. — Une circulaire a cependant modifié ce décret, dont la légalité est maintenant plus que douteuse.

LICHNEROWICZ. — Aujourd'hui, il y a des gens

→

Le plan des savants français

(Charpentier.)

LA HALLE AUX VINS

Voulez-vous des scientifiques ou des alcooliques ?

qui ne signent cet engagement que lorsqu'ils ont l'engagement écrit qu'on les désengagera dès qu'ils auront signé !

ZAMANSKY. — Ce fil à la patte s'étant révélé trop fragile, on a eu l'idée — en 1950 je crois — d'inventer le C.A.P.E.S. (certificat d'aptitude professionnelle à l'Enseignement du second degré) qui est une sous-agrégation.

On s'est dit : on va prendre des licenciés, on leur donnera une année de préparation (comment se fait cette préparation ? personne n'en sait rien) et on leur fera signer un contrat d'engagement de cinq ans. Au lieu d'un fil, ce sera une corde.

Que s'est-il passé ? Les gens ne se présentent même plus. La moyenne d'admissibilité au C.A. P.E.S. est parfois de l'ordre de 5/20.

Cela se passait il y a six ou sept ans, et les choses n'ont fait qu'empirer depuis. Alors — *perseverare diabolicum* — la direction de l'enseignement du second degré a eu une nouvelle idée : puisqu'il ne suffisait ni d'un fil ni d'une corde pour retenir les futurs enseignants, on allait les entraver avec une chaine. Et on créa les I.P.E.S. (Instituts préparatoires à l'Enseignement du second degré).

LICHNEROWICZ. — En gros, le principe était excellent, exception faite de l'engagement.

ZAMANSKY. — On s'est dit : on va payer les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement secondaire pendant toutes leurs études, mais ils prendront l'engagement de faire dix ans d'enseignement du second degré. Et il n'était pas question pour ces jeunes gens d'espérer autre chose.

Quel a été le résultat ? Pour l'I.P.E.S. de Paris, en physique, on a mis 89 places au concours (pourquoi 89 ?) ; huit candidats se sont inscrits, six se sont présentés. Cela fait donc un candidat pour quinze places. Cela prouve simplement que l'on ne peut pas obliger un jeune homme de dix-huit ans à se mettre définitivement la corde au cou.

Une des idées essentielles du système que nous proposons est de réserver différentes possibilités à nos étudiants. Dans la poche de chacun de ceux qui ont la vocation de l'enseignement, nous voulons mettre un bâton de maréchal. Notre projet tient compte de ce que l'enseignement en sixième, et l'enseignement en première ou en mathématiques élémentaires, ne sont pas du tout de la même nature. Il tient compte aussi du fait que l'étudiant qui va s'engager dans la voie de l'enseignement doit être certain qu'à chaque instant de sa scolarité, il garde la possibilité et les moyens d'obtenir les grades et les emplois les plus élevés.

LICHNEROWICZ. — Il est parfaitement concevable, si l'on donne aux étudiants des traitements, c'est-à-dire des avantages préalables, de leur demander en échange un engagement. Mais cet engagement doit être celui de servir l'éducation nationale sans autre discrimination pendant une période de dix ans, études comprises.

ZAMANSKY. — A ce moment-là, ce n'est plus un engagement unilatéral, mais un contrat entre le ministère de l'Education nationale et l'intéressé.

LICHNEROWICZ. — Pour faire une redistribution des vocations dans l'enseignement secondaire et dans le début du supérieur, nous avons été amenés à distinguer trois groupes d'enseignants : les professeurs titulaires d'un certificat de propédeutique, les professeurs licenciés et les professeurs agrégés.

Nous avons prévu un premier groupe de classes, allant de la sixième à la troisième. Ceux qui se destinent à y enseigner passeront le certificat de propédeutique et pourront bénéficier éventuellement d'un traitement. Ils auront ensuite une année de compléments théoriques et de formation pédagogique pratique dans les classes. A la fin de cette seconde année, ils passeront un concours ne se composant que de deux leçons faites devant un jury comprenant obligatoirement des membres de l'enseignement supérieur.

Les professeurs licenciés seront formés d'après le même système. Ils passeront un C.A.P.E.S. ne comprenant que des leçons orales.

De la seconde à la propédeutique comprise, l'enseignement scientifique sera donné par des agrégés. Mais il faut concevoir une nouvelle agrégation, qui soit une agrégation de l'université et non plus de l'enseignement secondaire.

L'un des graves défauts des concours de recrutements actuels, en sciences, c'est qu'ils sont très généralement présidés par des inspecteurs généraux et inspirés de l'esprit de la direction du second degré. Or, les inspecteurs généraux sont choisis, pour des motifs variables, parmi des hommes généralement âgés. (Je compte parmi eux de très bons amis, et il y en a d'esprit très moderne, mais ce n'est pas le cas de beaucoup.) La résistance de certains inspecteurs généraux à l'adaptation des classes de spéciales aux nécessités de la vie moderne a été considérable malgré des efforts en sens inverse de l'Ecole Polytechnique. Quant à la direction du second degré, elle constitue, pour toute réforme authentique, une sorte de butoir.

Fabriquer et exporter l'intelligence

L'Express. — Quelles sont les conditions politiques et financières de la réforme que vous proposez ?

ZAMANSKY. — Le système que nous suggérons ne peut soulever aucun problème proprement politique.

L'Express. — Est-ce qu'il n'y a pas cependant un problème de pouvoir, d'autorité ?

LICHNEROWICZ. — C'est exact, et il faut bien dire que le gouvernement qui imposera un jour cette réforme (et un gouvernement, un jour, l'imposera) aura contre lui tout un ensemble de forces, en particulier celles de certains corps constitués et peut-être de certains syndicats professionnels. L'autorité du dernier ministre de l'Education nationale, cependant, s'est exercée d'une manière lucide et courageuse dans le sens que souhaitent les facultés des sciences.

Ce qui est déjà gagné, c'est la création de six collèges scientifiques universitaires. Leur localisation n'est pas encore précisée, mais c'est déjà un premier point. En second lieu, le plan que nous avons proposé est actuellement à l'étude. Je crois qu'il faudra l'accepter, car il n'y a pas d'autre solution possible.

L'Express. — L'accueil a-t-il été bon à la Commission de l'Education nationale ?

LICHNEROWICZ. — L'unanimité s'est faite de l'extrême droite à l'extrême gauche à la Commission de l'Enseignement. Tout le monde était d'accord sur ce point avec le ministre : les députés, les facultés des sciences, l'opinion publique.

ZAMANSKY. — Et je répète que notre projet a été précisément chiffré. Un collège universitaire départemental pour cent cinquante élèves devrait revenir au maximum à 70 millions, équipement scientifique proprement dit non compris.

L'Express. — C'est insignifiant par rapport au budget.

GLANGEAUD. — Actuellement, on dépense 1.100 milliards rien que pour soutenir la production d'alcool en France, c'est-à-dire pour empoisonner le public, pour empêcher les fils de ceux qui le consomment aujourd'hui de comprendre demain les mathématiques.

LICHNEROWICZ. — Les colloques scientifiques de Caen et de Grenoble ont aidé notre action. Je crois qu'ils ont exercé une action extrêmement importante sur le public. Il y a des problèmes que les milieux dirigeants ne s'étaient jamais vraiment posés et qui leur ont été présentés pour la première fois à l'occasion du colloque de Caen. Il était essentiel que ces problèmes soient soulevés et que des hommes de formations différentes, venus de tous les coins de l'horizon, en discutent.

L'Express. — Votre mouvement se sent-il fort ?

LICHNEROWICZ. — Si notre mouvement n'était qu'une petite chapelle de réformateurs, il serait sans force et sans importance. En fait, il est devenu maintenant l'expression de l'université scientifique tout entière, l'université des maîtres, des chercheurs et des étudiants. Devant une certaine impuissance politique, l'université française, revenant à sa tradition la plus authentique, a jugé bon de faire sentir sa force, de déléguer ses ambassadeurs auprès du « pouvoir », de bâtir le plan d'avenir que demande l'intérêt national et d'utiliser toute son autorité pour le faire prévaloir. Alliée à tous ceux qui, comme elle, veulent refaire une intelligence française, revendiquant cette autonomie qui convient seule à sa libre tâche d'enseignement et de recherche, elle pense ainsi mieux servir le pays que par une passivité résignée et méprisable. Elle propose le plan qui fera de la France un des plus grands pays scientifiques du globe, donc l'un des plus puissants.

Nous l'affirmons : notre pays peut devenir le grand spécialiste de l'intelligence scientifique. D'autres fabriquent des boites de sardines ou des montres. La France peut fabriquer et exporter des cerveaux modernes.

HAUTE COUTURE

Un empire sans prince

● ***Au cœur d'une étoile, Christian Dior régnait. On saura en février si le prestige de la haute couture a été enseveli avec lui.***

CHRISTIAN DIOR meurt à 52 ans comme il a vécu : avec élégance. Un malaise, un prêtre, et, pour toujours, le silence.

Il avait été un « jeune homme de bonne famille », timide et doux, tôt ruiné, doué pour tous les arts, mais les aimant trop pour ignorer qu'il n'en maîtriserait aucun.

L'adversité le talonna jusqu'à 40 ans passés. Dans la gloire opulente qui y succéda, il était demeuré timide et doux, menant une vie feutrée dans de précieuses maisons — un hôtel particulier avenue Jules-Sandeau, une propriété au-dessus de Grasse, une ferme à Milly-la-Forêt — où il poursuivait le fantôme de son enfance, et son vieux rêve de perfection.

Chaque pierre, chaque bibelot, chaque mets servi à sa table où officiait un long maître d'hôtel espagnol qui assortissait les nappes à la couleur des plats, était l'expression d'une passion pour le beau, tel qu'aurait pu le concevoir un grand bourgeois de 1890. Ses robes en furent la traduction publique et fructueuse.

Il n'y entrait ni snobisme ni affectation. Rien d'acquis.

Cet homme de qualité était infiniment discret. Il n'a jamais cédé à la publicité que les treize lettres qui composaient son nom.

En d'autre temps, sa disparition n'eût ému que ses amis, nombreux, et ceux qui l'approchèrent car il avait le charme qui vient du cœur.

Aujourd'hui où les maîtres de la France sont impuissants à dresser ces mâts auxquels un peuple a besoin de hisser sa fierté, le nom de Christian Dior était devenu l'un des étendards qui portaient haut notre prestige. Chacun se disait lorsqu'il avait à y penser : « De ce côté-là, du moins, nous sommes les maîtres. »

Et nous l'étions.

Le serons-nous encore ?

Douze mille robes...

Du talent, de l'audace, de l'imagination, d'autres en ont. Mais un chiffre traduit la place qu'occupait Dior : tous les couturiers français réunis ont réalisé, l'an dernier, un chiffre d'exportations inférieur à celui atteint par la seule maison Christian Dior (qui crédita ainsi notre balance des comptes de deux millions et demi de dollars).

Il laisse, sans prince, un empire édifié en dix ans, qui ne peut être assimilé à aucune affaire industrielle connue, car il vendait du vent. Le vent de Paris.

C'était — c'est — une entreprise construite en étoile.

Au cœur, la maison de l'avenue Montaigne. Cinq immeubles, 1 400 personnes, 28 ateliers, une organisation moderne rationalisée à l'extrême, mais, comparée à quantités d'affaires françaises, une très petite usine à la fin, puisqu'elle ne produisait que douze mille pièces par an. Douze mille robes... Une goutte d'eau dans la mer des sept millions de robes fabriquées chaque année, en France seulement.

Un modèle courant, de vente moyenne, vendu 190 000 francs, est répété environ 40 fois. Seuls les numéros à grand succès atteignent 150 répétitions. D'autres ne sont jamais commandés. La saison dernière, par exemple, « Blandine », robe courte de shantung, a été achetée 15 fois par les clientes particulières, 24 fois par des acheteurs, les 39 reproductions ont fait ensemble un chiffre d'affaires de 6 750 000 francs. Chaque reproduction a laissé un bénéfice net de 12 350 francs.

Production dérisoire aux yeux d'un grand fabricant de chaussures ou de matelas.

Mais parce que quinze « Parisiennes » (qui peuvent être en même temps lilloises ou chiliennes) ont porté ce modèle, parce que 7 000 robes fignolées dans les ateliers de l'avenue Montaigne se voient chaque saison à Paris, à Cannes ou à Deauville, et représentent, dans leur domaine étroit, ce que la France peut fabriquer de plus parfait dans la conception comme dans la réalisation, des millions de femmes achètent, en Nouvelle-Zélande, comme à Tokyo, comme au Brésil, des millions d'objets qui n'ont rien de commun avec ces robes mais qui portent le cachet magique : « Christian Dior ».

Le capital-prestige

Il se vend dans 87 pays non seulement des robes faites sur mesures ou prêtes à porter, mais des bas, des gaines, des soutiens-gorge, des maillots de bain, des cravates d'homme, des sacs, des gants, des bijoux, des chaussures qui sont de fabrication locale, mais qui bénéficient, moyennant une redevance à quelques-unes des dix sociétés Christian Dior, du droit d'utiliser son nom.

Huit milliards de chiffre d'affaires sont ainsi réalisés chaque année par l'ensemble des firmes étrangères qui ont acquis la « licence Christian Dior ». Celle-ci n'est d'ailleurs accordée qu'à des produits dont la qualité est assez régulièrement vérifiée pour que l'usage du « nom qui fait vendre » ne risque pas d'ébrécher son capital-prestige.

Et si ce capital existe, c'est parce que les bas, les gaines, les gants, les chaussures vendus sous la marque Dior, en France, étaient effectivement contrôlés, supervisés, approuvés par Christian Dior lui-même, au moins au stade de la création.

L'empire était d'ailleurs devenu peut-être trop grand, et son contrôle moins strict : ce qui exigeait un renouvellement saisonnier — colifichets et confection vendus dans sa « boutique » — ne portait plus toujours l'empreinte de la qualité qu'il tenait à imposer.

Hors ces branches qui poussaient son nom dans le monde entier, l'étoile en avait d'autres, directement alimentées de Paris :

— Le parfum et le rouge à lèvres, distribués en France et en Amérique par deux sociétés.

— Une filiale directe à Londres, et une à New York, qui vendent de la confection de luxe dont les modèles sont mis au point à Paris.

— Et une filiale à Caracas, astucieusement choisie parce que les Vénézuéliennes riches sont parmi les femmes les plus riches du monde par la grâce du pétrole. Caracas est la seule succursale directe de Dior où se vendent des robes faites sur mesures.

Cette toute-puissance avait pu naître parce qu'elle était fondée sur la conjonction si rare du génie créateur et de l'argent.

Sans Marcel Boussac, qui mit en 1947 à sa disposition un hôtel particulier avenue Montaigne, trois ateliers, quatre-vingt-cinq personnes et les cinquante millions nécessaires pour créer une collection, Dior, qui était alors modéliste chez Lelong, eût peut-être réussi à fonder un jour sa maison. Mais une maison comme les autres, artisanale et fragile sur ses bases.

Sans Dior, Boussac eût renouvelé l'échec qu'il essuya en finançant un modéliste qui n'avait que du talent.

Il fallait que la perfection du produit rencontre la perfection dans la diffusion et l'exploitation du produit, pour que se développe l'empire Dior, dont la naissance présente un autre aspect essentiellement singulier : la synthèse du passé et de l'avenir.

L'envers d'une robe

On s'est souvent interrogé — ses confrères en particulier — sur les raisons qui ont placé la réputation de Christian Dior si loin en avant de celle dont jouissent des couturiers de grand talent. Balenciaga, en particulier, est un créateur de même envolée et un précurseur plus authentique. Des femmes de bonne foi se sont écriées, devant des robes de Dior : « *Quoi, ce n'est que ça ?* » Et jusque parmi les journalistes professionnelles de la mode, on rencontrait chaque saison de bonnes dames qui disaient : « *Vous aimez ça ? Quel snobisme ! J'ai vu ce matin la collection de X... C'est autrement plus joli !* »

Or, ce qu'a inventé Christian Dior — et Dior seul — c'est une nouvelle conception de la haute couture. Par tempérament, et non par calcul, il haïssait cette époque où s'effondraient les valeurs auxquelles il était attaché. Entièrement tourné vers le passé, c'est le passé qu'il fit spontanément resurgir lorsqu'il put donner libre cours à son inspiration. Non pour y puiser des idées ou des lignes, mais pour ressusciter la perfection condamnée de l'artisanat, du « travail d'amour », exécuté par d'humbles mains de femmes, dont les ouvrières parisiennes conservent le secret. Par atelier de quarante ouvrières on ne trouve, chez Dior, que trois machines à coudre.

C'est à l'envers qu'il faut voir une robe réalisée chez lui pour comprendre ce qui, une fois portée, la distingue d'une robe très semblable, créée par un autre. Renouvelant complètement la technique moderne de la couture, Dior construisit ses robes sur des « fondations », les doubla de haut en bas, interdit à ses tailleurs l'usage de certaines pinces qui facilitent la mise en place mais qui rompent la pureté d'une ligne. Il eut cent inventions ingénieuses et infiniment coûteuses en heures de travail, pour qu'un détail, invisible pour la plupart, soit entièrement satisfaisant.

Un exemple que les femmes comprendront : les jupes étroites exigent, pour autoriser la marche, ou une fente qui donne un peu d'aisance et qui découvre la jambe qui marche, ou un pli qui, en s'ouvrant, rompt la ligne. Depuis l'année dernière, les jupes de tous les tailleurs de Dior sont montées sur un fourreau de taffetas bordé d'une haute bande de même tissu que la jupe. De sorte que les fentes ne découvrent plus le mollet, mais une sorte de seconde jupe.

Ce petit perfectionnement multiplie pratiquement par deux les heures de travail nécessaires pour mettre une jupe au point.

Un terrain glissant

L'admirable est qu'il fit bientôt participer toute sa maison à cet amour de la perfection formelle.

Les autres couturiers ont été plus ou moins obligés de le suivre sur ce terrain. Terrain glissant. Non seulement cette technique exige des essayeuses de premier ordre, comme il y en a peu, même à Paris — et même chez Dior ! — mais les doigts de fée se font de plus en plus rares. On forme de moins en moins d'ouvrières de haute couture — et ce n'est pas l'un des moindres périls qui menacent cette spécialité française.

Enfin la conception même des robes doit s'allier à la technique d'exécution, pour que le résultat soit harmonieux.

L'intelligence de Chanel, revenant à la couture, fut de ne point s'embourber dans le sillage de Dior, et de persister dans sa manière qui est tout à l'opposé. Ses robes sont de la pâtisserie faite à la maison, et non de la pièce-montée.

→

(Michel Brodsky.)

CHRISTIAN DIOR
La plus petite de ses grandes robes

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
PARIS

PARDESSUS ET AUTO-COATS
IMPORTATION ANGLAISE
ET ITALIENNE

38-40, avenue Victor-Hugo
POI. 36-72

ALORS... RACONTE.

D'abord le chic et la saveur. La technique vient ensuite. Manière qui n'est pas plus facile, en dépit des apparences, à imiter.

Inspiration et technique totalement archaïques à l'époque de la plus grande mécanisation, liées à une vision ultra-moderne de l'exploitation commerciale — alors que Balenciaga souffre d'avoir à vendre ses robes qu'il ...... donner à un tout petit groupe d'élues — voilà ce qui a fait le caractère unique du phénomène Dior.

Son succès populaire, il le doit aussi à l'ingéniosité des confectionneurs français qui, à partir de ses « éditions originales », surent créer non de la mauvaise copie, mais de la bonne imitation.

LA GRIFFE CÉLÈBRE *sur les robes...*

...sur gants et cravates

Du luxe de raffinement propre aux robes qui sortent de ses ateliers, que reste-t-il lorsque le new-look, le flatlook ou la robe sac descendent dans la rue et se vendent au plus bas ? Tout et rien. Un climat, un style, une mode, une conception de l'élégance.

Avec Christian Dior disparaît le suprême effort d'un homme pour faire coïncider le passé et l'avenir, un effort où nul ne peut ni n'osera prétendre qu'il puisse lui succéder.

Alors qu'adviendra-t-il de l'empire Dior et — la question se pose — de la haute couture française en tant qu'instrument d'exportations visibles et invisibles, et de prestige ?

A la première question, personne n'est encore en mesure de répondre avec précision. Il est évident que les activités annexes à la couture se poursuivront, même si elles vont se ralentissant. Robert Piguet, Molyneux, Jacques Fath, Marcel Rochas sont morts : leurs parfums sont demeurés sur le marché.

Mais, connaissant Dior, on peut présumer que s'il a prévu l'éventualité de sa disparition, il a interdit que des robes puissent être créées par d'autres et vendues sous son nom. On

...sur les bas

voit mal d'ailleurs quel créateur se prêterait sans honte à cette farce.

Une Chanel de 30 ans

S'il n'a point imaginé la foudre le frappant en pleine gloire, si aucune disposition particulière de son testament n'empêche son associé de vendre des robes signées Christian Dior et X... (à la façon de Lanvin-Castillo), M. Boussac peut être tenté, ne fût-ce que pour soutenir les activités annexes, de confier à l'un des jeunes couturiers qui poussent — Pierre Cardin ? Guy Laroche ? — ou à un inconnu, le soin de créer la collection d'été à laquelle Dior aurait dû commencer à travailler en décembre pour la présenter en février.

On assisterait alors à quelques belles cérémonies sentimentales où, dans l'émotion générale, le successeur jurerait fidélité à l'ombre du maître disparu. Et le tour serait joué.

A la condition que le successeur ait le cœur bien accroché et une étincelle de génie, et qu'il ne fasse pas du sous-Dior mais autre chose, l'opération peut réussir, surtout s'il est inconnu, car il bénéficiera d'un succès de curiosité, de la saison — une collection d'été fait toujours plus facilement illusion — et d'une formidable publicité.

L'important sera alors d'observer si dix journalistes français et américains, dix acheteurs étrangers et dix femmes élégantes, riches, point trop jeunes (ce ne sont jamais les jeunes femmes qui font vivre les couturiers) sont enthousiastes, ou seulement polis. Ce sont les trente qui ne se trompent jamais.

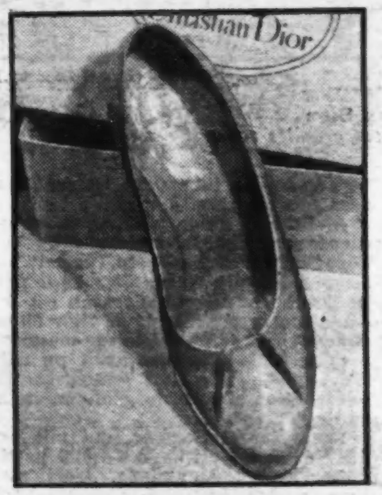
Laisser croire que Dior avait des-

...sur les gaines

siné lui-même, avant de mourir, cette collection ? Ce serait une grosse ruse assez indigne de M. Boussac qui n'est probablement pas à l'origine des bruits déjà répandus dans ce sens.

Reste la perspective de voir Dior-couture fermer purement et simplement ses portes, ses meilleurs ateliers aussitôt réembauchés ailleurs, ses meilleures vendeuses dispersées et entraînant derrière elles à travers diverses maisons leurs clientes particulières.

Cette injection d'excellent personnel et de clientèle solide à quelques-



...dans les chaussures

unes des bonnes maisons parisiennes y serait sans doute fort appréciée.

Mais qui imposera désormais la mode à Paris et la mode de Paris ? Pour qui se dérangera-t-on depuis New York et Tokyo ? Autour de qui polémiquera-t-on ? Qui copiera-t-on ?

...sur le rouge et l'eau de Cologne

On saura, en février, si la suprématie de la haute couture française dans le monde a été ensevelie avec Christian Dior dans un petit cimetière de montagne, sous les muguets et les roses.

Ou si une Chanel de 30 ans...

FRANÇOISE GIROUD.

SPOUTNIK

L'Express était là

DEUX voyageurs français ont assisté, par hasard, au lancement d'un spoutnik. Il s'agit de Chris Marker et de notre collaborateur Armand Gatti, qui tournaient un long métrage sur la Sibérie : « Niorgoum Bootour » — ce qui signifie en yakout : « le chevalier légendaire ».

Ils étaient à Yakoutsk et voulaient se rendre à Verkoyansk, dans le Grand Nord, à l'est de la Lena. Leur voyage fut retardé pour des raisons techniques. Tandis qu'ils se promenaient, désœuvrés et le nez en l'air, dans les rues de Yakoutsk, ils virent s'élever dans le ciel, du côté de Verkoyansk, une énorme fusée. Ils voulurent filmer l'engin mais n'en eurent malheureusement pas le temps.

Quelques jours plus tard, à Moscou, après une conversation avec des techniciens russes, ils purent, en faisant des recoupements, reconstituer trois faits :

1. Le Bébé-Lune est bien parti de Verkoyansk.
2. Deux essais infructueux ont été faits avant que le Spoutnik ne prenne le départ.
3. Ils ont assisté au deuxième essai.

Du moins sont-ils en droit de le penser.

STALINON

Le procès du « visa »

D'AUTRES « médicaments qui tuent » peuvent-ils être mis en vente demain ? Les drogues nouvelles sont-elles lancées sur le marché sans contrôle ? C'est la question la plus grave que suggère à ceux qui le suivent le procès du Stalinon — cette spécialité contre la furonculose qui causa plus de cent décès.

Il existe bien un organisme, au ministère de la Santé publique, chargé d'examiner tous les produits nouveaux : le Comité technique des spécialités.

Ce comité, créé en septembre 1941, accorde ou refuse un « visa » aux médicaments qui lui sont obligatoirement soumis. Sans visa, aucune spécialité ne peut être mise en vente.

Dans l'esprit de certains de ses promoteurs, ce mécanisme devait nous préserver secrètement d'une invasion pharmaceutique allemande pendant l'occupation, le visa servant de bouclier.

Mais c'est essentiellement sur le caractère thérapeutique du produit et son originalité que les experts qui composent le comité ont à porter un jugement.

Un rapport leur est présenté et, théoriquement, en séance de travail, ils doivent en discuter.

Dans le cas du Stalinon, le nom du rapporteur a été jusqu'à présent tenu secret. « *Et d'ailleurs*, comme l'a précisé l'un des membres du comité, *il n'y a pas, en fait, un rapporteur pour chaque dossier proposé, mais seulement pour ceux qui présentent une difficulté particulière.* »

Comme, au cours de chaque séance, plusieurs dossiers sont distribués, le débat sur chacun d'eux peut ne durer que quelques secondes. M. Turpin, professeur à la Faculté de médecine, explique ainsi cette rapidité : « *Il nous est difficile de suivre la discussion générale et d'étudier un dossier en même temps* ».

Les membres de la commission tiennent donc compte essentiellement des résultats des premières expériences qui ont été faites. Si elles sont bonnes, ils peuvent s'estimer fondés à donner un avis favorable.

Quand ils ont eu entre les mains le dossier du Stalinon, ses expériences avaient été faites par le professeur Mougenot, qui avait conclu que le Stalinon était « *un nouveau produit intéressant* ».

Ils ne se sont donc pas inquiétés de la présence de diiododiéthylétain, jamais encore utilisé en thérapeutique, dans le médicament. Pourtant les premières expériences portant sur le diiododiéthylétain, faites dans un laboratoire, au Bouchet, au cours d'expériences de gaz de combat, provoquèrent la mort d'un chimiste. Il est vrai que le plus grand secret avait été gardé sur cette affaire, puisqu'il s'agissait d'une expérience militaire.

Néanmoins, comme le souligne M. Turpin, « *il est extraordinaire que les chimistes du comité n'aient pas été étonnés* ».

Ces chimistes n'avaient pas eu le temps matériel de s'étonner ni de prévoir la surveillance permanente des procédés de fabrication que le diiododiéthylétain aurait dû imposer.

Une erreur comparable à celle du Stalinon peut se renouveler demain. A moins que la commission des visas ne dispose à l'avenir de plus de temps et de plus de moyens.

AUTOMOBILES

Mauvaise conduite

« LE respect du code de la route n'est pas seulement un devoir civique pour les conducteurs chrétiens, mais un devoir moral. Toute infraction peut mettre un conducteur en état de péché. »

Cette thèse défendue dans un journal italien par le Père Angelo Civera a suscité un commentaire du Vatican qui, l'approuvant, a précisé : « Ceux qui n'arrivent pas à tenir compte de la sécurité et de la vie d'autrui sont coupables. Sa Sainteté Pie XII attache une importance très grande aux responsabilités des chrétiens sur les routes. »

Mgr Rodin, dans *L'Express*, avait déjà, l'an dernier, abordé le problème : « *Pourquoi ne pas apprendre aux enfants du catéchisme le code de la route ?* », demandait-il. « *Tu ne tueras point* », *cela signifie non seulement : « Tu ne prendras pas un fusil pour tuer ton semblable », mais encore : « Si tu es automobiliste, tu respecteras le code ».*

TRICOTAGE MÉCANIQUE DE BELFORT
S. A. au capital de 275.000.000 de francs
Achtnich & Cie
6, rue du Rhône, BELFORT
(Territoire de Belfort)

SOUS-VÊTEMENTS POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS
Marques déposées :
« SUBLIMAIL »
« SVELTA »
« LES TROIS CIGOGNES »

MÉCÈNES

Autos contre tableaux

LES peintres ont depuis longtemps leurs « mécènes-restaurateurs » (le plus célèbre est Camille Renault) qui, en période de disette, les nourrissent en échange d'une toile. Ils ont maintenant leur « mécène-mécano », ce qui, somme toute, est un signe bien normal de l'évolution des mœurs.

Un rodage de soupapes, un joint de culasse, ou, même, une voiture d'occasion, voilà la monnaie dont dispose M. Philippot, garagiste dans le XVe arrondissement, pour acquérir les toiles des peintres qu'il apprécie.

Si Camille Renault a su réunir des œuvres de Villon, de Nicolas de Staël et de Goerg, le mécène garagiste apprécie avant tout la peinture « super-abstraite », où les taches en pleine pâte se pressent en rangs serrés.

Il a un poulain : Jean-Paul Riopelle, 30 ans, qui a importé en France les techniques tachistes de l'Américain Paullek.

M. Riopelle conduit des voitures de sport.

TÉLÉVISION

La province dépasse Paris

PARCE que les provinciaux se couchent plus tôt que les Parisiens et parce que des sondages ont montré que l'écoute baisse de 80 % à 22 heures, la Télévision Française va légèrement modifier son horaire du soir : à partir du 3 novembre le Journal Télévisé sera diffusé à 20 h. au lieu de 20 h. 15.

Cette modification, apparemment dérisoire, est significative : elle souligne le fait que la T.V. prend de l'importance en province. Jusqu'à l'année dernière on trouvait plus de téléspectateurs à Paris et en banlieue que dans tous les autres départements réunis. Mais l'extension progressive du réseau a permis à la province de dépasser Paris.

Le dernier recensement des téléviseurs en service, qui remonte au 30 septembre dernier, indique : 289.241 récepteurs pour Paris, Seine, Seine-et-Oise, et 345.000 pour le reste du pays (dont 110.000 pour le seul département du Nord).

Il y a quatre ans, le Journal Télévisé passait à 20 h. 30. Les téléspectateurs provinciaux (à ce moment presque exclusivement des mineurs du Nord) protestant contre une heure qui ne leur convenait pas, le Journal Télévisé fut alors diffusé à 20 heures. Mais le flot de lettres désespérées des travailleurs parisiens et, surtout, banlieusards qui ne pouvaient pas être devant leur téléviseur à 20 h. incita la direction de la T.V. à « couper la poire en deux » : le Journal fut diffusé à 20 h. 15.

Le journal durant vingt minutes, le corps du programme (film, dramatique, variétés, ou reportage) commençait à 20 h. 40, heure encore jugée peu commode par les téléspectateurs de la région parisienne qui ont souvent plus d'une heure de trajet pour rentrer chez eux, et pour qui la soirée commence obligatoirement plus tard que pour les téléspectateurs de province.

P. T. T.

Le prix d'un bruit

GROS émoi parmi le personnel artistique de la T.V. : un « illustrateur sonore » a été suspendu pour 15 jours, sans salaire ni préavis et sans qu'une faute professionnelle grave ait été relevée contre lui.

De quoi s'agit-il ? L'inspection générale effectue en ce moment un contrôle en profondeur pour essayer de faire baisser le prix de revient de l'heure d'écoute à la T.V.

Les inspecteurs visent particulièrement les cachets artistiques qu'ils trouvent trop élevés. Comme ce sont des fonctionnaires de l'administration des P.T.T., ils fondent leurs enquêtes sur les critères financiers de la fonction publique sans tenir compte du talent, ni de la virtuosité.

Cela fait rebondir le vieux conflit entre l'administration de la R.T.F. et le personnel, très nombreux, de la section artistique.

Pour affirmer leur suprématie dans cette affaire les inspecteurs sont passés aux sanctions.

Réaction des « artistiques » : « C'est de l'arbitraire pur et simple. Nous sommes tous menacés si la direction générale ne revient pas sur la décision des inspecteurs. Les enquêtes doivent être confiées à des spécialistes de la télévision. »

A. ALLARD

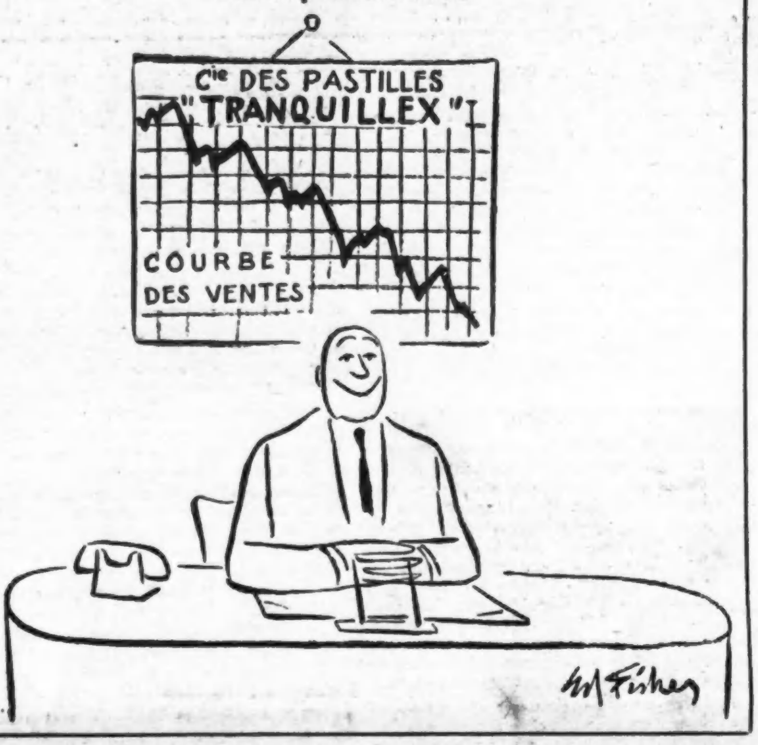
TAILLEUR MEGEVE

recevra ses clients
à l'Hôtel BEDFORD - PARIS
les 4, 5, 6, 7, 8 et 9 novembre

Présentation
de ses dernières créations
« Livraisons rapides »

15, rue de l'Arcade - Tél. ANJ. 40-32

TRANQUILLISANTS



GRIPPE

Un médecin malade sur trois

« L'*EPIDEMIE de grippe ne s'arrêtera que lorsque tous les Français auront été touchés par la maladie* », estime de façon peu rassurante le docteur Kearney, créateur du « Centre d'informations sanitaires ». « *Il ne faut pas s'attendre que ce soit avant la fin de l'hiver.* »

Ce « Centre d'informations sanitaires » est l'organisme qui s'occupera à l'avenir des « public relations » des médecins. Après les entreprises industrielles, les grands magasins et les vedettes de cinéma, le corps médical dispose maintenant, en effet, d'un service chargé d'informer le public de ses activités.

Grâce aux renseignements qu'il a recueillis auprès de ses confrères, le Dr Kearney est en mesure de préciser que :

- L'épidémie de grippe est en régression assez nette depuis le début de la semaine.
- Le mois dernier, 93 % des appels adressés aux médecins émanaient de grippés.
- Un médecin sur trois a été, ces dernières semaines, victime de la grippe.
- Si les médecins atteints de grippe étaient restés chez eux à se soigner, comme tout le monde, au lieu de soigner leurs malades, la mortalité grippale serait montée en flèche.

TURF

La noble conquête des Russes

SCANDALE à l'hippodrome de Moscou : les jockeys truquent les courses et gagnent des fortunes en jouant des gagnants « sûrs ».

Le journal « Culture Soviétique » s'indigne :

« Beaucoup de gros parieurs ont essayé d'acheter les bonnes grâces des jockeys en les invitant à dîner ou à la pêche. Ils espéraient obtenir des tuyaux.

« D'autres joueurs ont parié de fortes sommes pour le compte de jockeys qui connaissaient d'avance le nom des chevaux gagnants. »

Et « Culture Soviétique » conclut : « Les courses ont pour but d'améliorer l'élevage des chevaux. Mais actuellement la grande attraction, c'est le bureau des paris. Il faut le supprimer. L'hippodrome devrait être un endroit où les Moscovites puissent se distraire d'une façon saine et culturelle. »

ÉCOLES

Les mères s'inquiètent

LES mères de famille s'inquiètent : depuis lundi elles ne sont plus certaines que leurs enfants seront accueillis à l'école.

Les instituteurs, s'ils respectent le mot d'ordre de leur syndicat, doivent refuser, depuis le début de la semaine, de faire la classe à plus de 40 enfants.

En particulier lorsque l'un d'eux sera malade, les instituteurs ne surveilleront plus ses élèves.

Ils entendent manifester ainsi, à l'avenir, contre l'insuffisance du nombre des maîtres qui leur interdit d'assurer normalement leur enseignement.

Cependant :

- A ASNIÈRES, lundi, les instituteurs faisaient leur cours devant plus de 40 élèves.
- RUE DE PICPUS, à Paris, une institutrice était en congé et la directrice la remplaçait. Les instituteurs n'envisageaient pas de renvoyer les enfants.
- RUE SAINT-MARTIN, un maître interrogé a déclaré : « *Il y a tant d'enfants grippés en ce moment que nous sommes loin des 40.* »
- RUE LEPIC et RUE CHAPTAL, à Paris encore, il y avait des classes de plus de 40 élèves ,mais personne n'envisageait encore de faire la grève.

Ce premier sondage ne prouve nullement que les instituteurs, syndicalistes disciplinés, demeureront longtemps sourds aux recommandations de leur syndicat. Mais les instituteurs savent que leur décision gênera plus particulièrement les femmes qui travaillent. Aussi ils hésitent à passer aux actes.

ATOME

Le petit guide pratique de la bombe H

LES Britanniques peuvent acheter, depuis quelques jours, pour 35 fr., un manuel de 32 pages édité par leur gouvernement, et qui pourrait bien s'appeler : « Le petit guide pratique de la bombe H ». Ce guide explique aux Britanniques ce qu'ils devraient faire si une bombe H tombait assez loin d'eux pour leur laisser la vie sauve, et assez près pour les importuner.

Après quelques précisions (la bombe aurait une puissance cinq cents fois plus grande que celle de Nagasaki, elle provoquerait une tempête de feu dans un rayon de 16 km. et brûlerait la peau des spectateurs à 25 km. de son point de chute), ce manuel ajoute :

« *La meilleure défense contre le chaos et la confusion serait la confiance en soi et un esprit résolu. Mais cette confiance devrait être fondée sur des faits et non sur un optimisme qui ne tiendrait pas compte des réalités.* »

Cela dit, que faut-il faire pour avoir une chance de survie ?

- En tout cas, ne pas sortir de chez soi pendant plusieurs jours, même si on se trouve loin du point de chute de la bombe, pour permettre à la radioactivité de s'atténuer.
- Ne consommer que des conserves, les fruits et les légumes pouvant être gâtés par des poussières radioactives.
- Il est recommandé de peindre en blanc les vitres des fenêtres pour diminuer la chaleur de l'explosion et de préparer dès maintenant un refuge dans chaque maison — si possible dans la cave. Connaissant la tendresse de ses compatriotes pour les animaux domestiques, le rédacteur de cet ouvrage précise que les chats et les chiens auraient peu de chances de sortir vivants de l'aventure.

A la question : « *Pourquoi publier ce livre maintenant ?* » un porte-parole officiel a répondu : « *Cette publication ne veut pas dire que le gouvernement britannique croit la guerre probable* ».

A propos de l'enquête de « l'EXPRESS » : Français que voulez-vous ?

VOUS NE RÉUSSISSEZ PAS CAR VOUS IGNOREZ QUI VOUS ÊTES

Je suis un Monsieur qui ai réussi dans la vie ; à ma personnalité s'attachent désormais tous les signes extérieurs de la prospérité et une apparence justifiée de sérénité intérieure qui font de moi un homme heureux et généralement envié. Et cependant, je fus longtemps un être que rien ne différenciait du commun, essentiellement moyen intellectuellement et physiquement... mais seulement doué de bonne volonté.

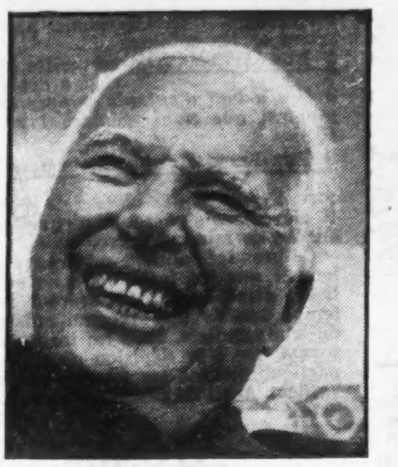
Pourquoi suis-je parvenu à ce succès ? Un certain M. D. Borg, qu'un industriel de mes amis avait insisté pour me présenter, y fut pour beaucoup, grâce aux conseils qu'il me prodigua. Dès notre première rencontre, il m'engagea à me livrer dans le silence de mon bureau, à un petit exercice anodin en soi, mais dont je pus constater, par la suite, la merveilleuse efficacité.

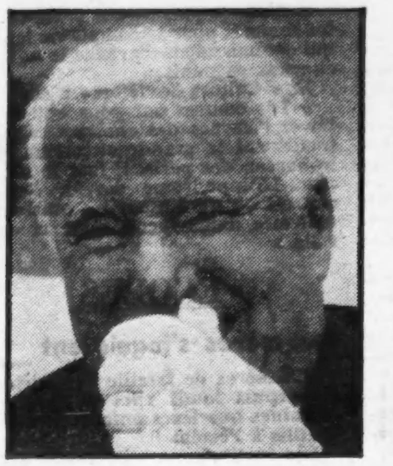
« Prenez un morceau de papier » me dit-il et répondez par écrit aux questions que voici : Quels sont vos défauts ? Vos qualités ? Croyez-vous à la chance ? La chance vous a-t-elle manqué ? Quelles sont les facultés qui vous font le plus défaut (mémoire, volonté, attention, initiative, confiance en soi, jugement, sociabilité). Votre origine, votre entourage ont-ils été des obstacles à votre réussite ? Analysez les raisons de votre insatisfaction ou de votre malaise actuel ».

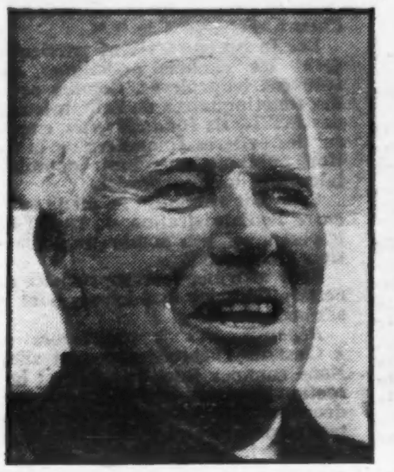
De retour chez moi il me fallut une heure pour répondre à ce questionnaire... puis, en analysant mes notes, j'eus subitement la notion d'un meilleur équilibre de mes facultés, une vision plus claire des choses, une opinion plus sensée sur mon entourage. Bref, je m'aperçus qu'avec un peu d'humilité il m'avait été facile de me connaître mieux et qu'une parfaite connaissance de mon âme, de mes travers et aussi de mes possibilités m'apportaient l'équilibre et me prédisposaient déjà à réussir.

Je continuai à correspondre avec M. D. Borg qui m'initia peu à peu à sa méthode et ma vie s'en trouva rapidement transformée. M. D. Borg me fit don de son captivant petit ouvrage « Les Lois éternelles du succès », qu'il dispense d'ailleurs gratuitement à toutes les personnes qui le lui demandent. Faites comme moi : Écrivez à M. D. Borg chez Aubanel, 7, place Saint-Pierre, Avignon. Il vous livrera son secret, à condition cependant que vous ayez réellement besoin ou « envie » de le partager.

Robert MONTFORT.







(Albert de Mun-Dalmas.)

CHARLES CHAPLIN

« Si je redevenais Charlot, je vous apporterais un vieux monsieur que vous ne reconnaîtriez plus. »

AU CINÉMA

LE 4e FILM DE M. CHAPLIN

par J.-P. VIVET

UN ROI A NEW YORK

Film de Charles Chaplin, avec lui-même et Dawn Addams (Biarritz, Madeleine, Marignan, Le Français, Gaumont-Palace).

« UN ROI A NEW YORK » est le quatrième film d'un vieux monsieur appelé Charles Chaplin qui commença à faire du cinéma en 1940, quatre ans après que, dans « Les Temps Modernes », un clown génial appelé Charlot eut fait ses adieux au public.

Reprocher à Chaplin de n'être plus Charlot est stupide et même indécent. C'est reprocher à quelqu'un de vieillir. Chaplin a dit lui-même, avec des mots qui font de la peine, pourquoi il avait abandonné pour toujours les moustaches, la badine et les pantalons trop larges de Charlot :

— Charlot est quelqu'un de jeune et moi je ne le suis plus. Si je redevenais Charlot, je vous apporterais un vieux monsieur Charlot que vous ne reconnaîtriez plus. Un artiste est peut-être parfois cruel. Il n'a le droit de l'être que s'il l'est d'abord avec lui-même.

Mais il n'est pas moins stupide de vouloir à tout prix que chaque nouveau film de Chaplin soit un chef-d'œuvre. Quitte à commettre un sacrilège, je tiens pour très médiocre une bonne partie, au moins, d' « Un roi à New York ».

Le drame de Chaplin n'est pas tant d'avoir abandonné le personnage de Charlot que de n'avoir trouvé aucun autre personnage à lui substituer. Charlot, c'était l'incarnation de toutes les souffrances que Chaplin avait connues, de ses révoltes, de ses espoirs aussi. Et c'était en même temps le symbole de toute la misère du monde.

Le dictateur et son sosie

Même si Charlot se montre cruel, et il l'est plus d'une fois — quand, par exemple, il écrase un vieillard sous le poids d'une énorme malle — il reste un pauvre homme qui n'est devenu méchant qu'à force d'être malheureux.

Et comme Chaplin s'était mis tout entier dans Charlot, chaque spectateur à son tour s'identifiait à Charlot et se libérait, en riant, de sa propre infortune.

Cette identification de Charlot, de Chaplin et du public était telle que lorsque, en 1940, dans « Le Grand Dictateur », Chaplin prêta les traits de Charlot à une caricature de Hitler, chacun éprouva une sorte de stupeur gênée. Ce fut un peu comme si Charlot passait à l'ennemi. Sans doute, à côté du dictateur Hynkel, il y avait son sosie, un petit coiffeur juif qui personnifiait l'humanité malheureuse. Mais pourquoi justement cette ressemblance ? Et comme on avait du mal à rire au spectacle de Hynkel jonglant avec une mappemonde, avec le destin de deux milliards d'hommes.

Les raisons de l'échec de « Monsieur Verdoux » sont identiques. On peut le trouver amusant, ce monsieur Verdoux qui épouse une demi-douzaine de femmes pour leur argent et s'empresse ensuite de les expédier outre-tombe. On s'étonne tout de même que Chaplin s'efforce de le rendre aussi sympathique, qu'il le propose en modèle, qu'il prononce, par sa bouche, une incroyable justification de l'assassinat considéré comme un exercice inoffensif en regard des expéditions guerrières.

Une confession

Avec « Limelight » toutefois, Chaplin revient à d'autres sentiments. Il n'incarne plus, paradoxalement, des dictateurs ou des assassins. Il joue ce qu'il est, un vieux monsieur qui ne sait plus s'il est encore capable de faire rire et s'il est encore capable d'être aimé. « Limelight » est une confession où Chaplin, pour la première fois d'ailleurs, livre son véritable et merveilleux visage, et c'est pourquoi ce mélodrame est finalement un film profondément bouleversant.

Les premières images d' « Un roi à New York » laissent espérer que de nouveau Chaplin va se servir de l'écran comme d'un miroir. Bien sûr, on est loin de « L'Emigrant ». Ce n'est plus Charlot voguant vers le pays de la liberté, sans un sou en poche, entassé avec des centaines d'autres émigrants sur le pont d'un cargo sordide. Le roi Shahdov, fuyant la révolution, arrive à New York en avion et même s'il n'a pas, lui non plus, un dollar en poche, descend dans le meilleur hôtel de la ville.

Mais enfin même un monarque déchu qui habite un palace peut inspirer pitié et, de fait, on a le cœur serré quand on voit le vieil homme ridiculisé par la plus ravissante des « productrices » de télévision (Dawn Addams) qui lui fait faire le clown devant une caméra invisible.

Le rire et la pitié, c'est la recette de Charlot, et ces scènes, comme celles où le vieux roi découvre la frénésie de la vie newyorkaise (on pense aux « Temps modernes ») et l'immense ridicule d'un certain cinéma américain sont d'une veine qui prouve que Chaplin, quand il le veut, peut être aussi jeune qu'à vingt ans. Pour gagner un peu d'argent, le roi accepte les offres de la télévision et consent même à livrer son visage aux chirurgiens esthétiques. Et c'est le moment le plus beau, le plus cocasse et le plus pathétique du film, quand il s'aperçoit qu'on lui a tiré si fort les traits qu'il ne peut plus rire.

Toute cette première partie d' « Un roi à New York » est remarquable, mais il faut faire un effort pour se souvenir du plaisir qu'on y a pris, tant la suite agace, irrite, ennuie. Que raconte-t-elle donc cette suite ? Que le roi fait la rencontre d'un petit garçon dont les parents sont sur le point d'être emprisonnés pour « activités anti-américaines », qu'il le recueille, se compromet et décide, écœuré, de quitter les Etats-Unis.

Les bons sentiments

Que McCarthy ait écrit une des pages les plus tristes de l'histoire contemporaine des Etats-Unis et que Chaplin ait eu raison de montrer quel atroce usage de la liberté peuvent faire les ennemis de la liberté, cela ne fait aucun doute. Mais pas plus en politique qu'en morale, les bons sentiments ne font forcément le bon cinéma et il ne fait aucun doute non plus que Chaplin a fait preuve de grandes maladresses dans sa façon de dénoncer les « chasseurs de sorcières ».

D'abord en faisant tout d'un coup passer son roi au second plan, en ne lui accordant plus qu'un rôle de témoin, seulement sympathisant et sympathique. Surtout en abandonnant le ton comique pour emboucher la trompette des pamphlétaires, ou plus simplement des orateurs politiques. Que Chaplin laisse donc à d'autres les grands mouvements de manches et les protestations indignées : sa force à lui réside dans le rire, et le rire seul.

Chaplin nous laisse un moment d'ailleurs imaginer ce que son film aurait pu être : quand le roi, suspect d'avoir recueilli l'enfant, doit comparaître à son tour devant la commission des activités anti-américaines. Alors on est ému, parce qu'on craint pour le roi toutes sortes de malheurs à venir, et l'on rit parce que les agents de McCarthy prennent tout d'un coup un aspect grotesque en traitant de « rouge » un monarque chassé par la révolution.

Un petit monstre

Il reste enfin le personnage du petit garçon. Etrange petit garçon, souvent touchant, mais parfois aussi ridicule, et même déplaisant Ce n'est pas un nouveau « Kid », mais un petit monstre qui connaît Karl Marx par cœur et qui n'ouvre la bouche que pour prononcer des discours de propagande électorale.

Qu'a voulu dire Chaplin dans « Un roi à New York » ? Montrer les ravages du maccarthysme ? Mais si McCarthy est, hélas ! responsable du fait que l'enfant devient un mouchard pour sauver ses parents, on peut difficilement lui tenir compte de la bêtise de ces leçons de marxisme mal digérées ? Faut-il conclure alors que Chaplin a voulu, en quelque sorte, renvoyer dos à dos le fascisme américain et les communistes ? Dirait-il vrai quand il affirme qu'il n'a pas voulu faire un film politique, mais un film contre toutes les politiques ?

Mais faut-il même attacher une importance aux discours de Chaplin ? Charlot, sans dire un mot, a été le défenseur le plus éloquent des opprimés, de l'homme écrasé par la fausse morale de la loi du plus fort et par la fausse civilisation du machinisme. Chaplin, depuis qu'il a renoncé à son mutisme, il y a dix-sept ans, n'a jamais émis que des aphorismes des plus discutables. Monsieur Verdoux et même Calvero, dans « Limelight », tenaient des propos trop entachés de puérilité pour qu'on prenne au sérieux aujourd'hui le réquisitoire du petit Rupert.

« Les Temps modernes » n'est pas seulement le dernier film où Charlot soit apparu. C'est aussi, hélas ! le dernier où Chaplin ait accepté de se taire.

LA SEMAINE

« Patate » en tête

MALGRE la grippe, malgré la hausse du coût de la vie, le théâtre s'annonce cette saison très prospère. Seize spectacles font des recettes plus qu'honorables. *Patate* fait salle comble (522.000 francs) invariablement tous les soirs. Six spectacles nouveaux prennent un bon départ. Les recettes (proportionnelles au nombre de places) enregistrées par exemple le samedi 19 octobre, consacrent le succès de *La Prétentaine* (703.000), *La Mégère apprivoisée* (661.000), *Le Journal d'Anne Frank* (667.000), *L'Histoire de Vasco* (574.000). Il faut encore ajouter *Romanoff et Juliette* et *La Famille Hernandez* dont la carrière commença au théâtre d'Aujourd'hui et se poursuivra au théâtre Antoine après le théâtre Charles de Rochefort.

Parmi les reprises, Ingrid Bergman et Robert Lamoureux sont vainqueurs avec *Thé et Sympathie* (936.000) et *Faisons un rêve* (801.000). François Périer donne au vieux *Bobosse* un destin appréciable (508.000), *Les quatre colonels* (376.000), *Irma la douce* (403.000), *Virginie* (217.000), *Monsieur Masure* (186.000) attirent toujours les amateurs de théâtre facile.

Mais *Requiem pour une nonne* survit aussi honorablement (290.000).

« Monsieur Hollywood »

ENTRE une audience au Vatican et une visite au chancelier Adenauer, le mieux-pensant et le plus fastueux des producteurs américains, Cecil B. de Mille (76 ans) est venu à Paris recevoir le ruban et préparer la sortie de sa nouvelle super-production : *Les Dix Commandements.*

« Monsieur Hollywood » qui, en quarante-quatre ans de carrière a produit soixante-dix films, a battu, pour *Les Dix Commandements*, tous les records de dépense : près de quatre milliards de francs. Mais il ne doute pas d'en gagner quatre ou cinq fois plus, comme cela est arrivé avec tous ses films.

— Qui refuserait, dit-il, d'aller voir la Bible en images ?

On a calculé que les films de Cecil B. de Mille avaient été vus par plus de trois milliards de spectateurs, soit une fois et demie la population du globe.

UNE AUTRE PIÈCE

Une soirée inutile

LE CHATEAU

de F. Kafka, quatre actes de Pol Quentin, d'après Max Brod par la Compagnie Renaud-Barrault à Sarah-Bernhardt.

JOSEPH K., arpenteur, est convoqué au château qui se dresse dans le lointain. Mais pour y arriver, il faut montrer patte blanche. Ballotté entre les clients de l'auberge et les notables

LOUEZ VOS PLACES
aux Agences LA MADELEINE
14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Élysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

du village, jamais Joseph K. n'entrera en relation avec les habitants du château, jamais il ne franchira la porte. Et quand il s'étonne parce que pendant tout ce temps personne d'autre ne s'est présenté pour forcer l'entrée, on lui répond que cette porte qu'il ne franchira pas n'était faite que pour lui seul. Farce de la solitude tragique, minutieuse parabole de la grâce (à condition de se souvenir que la pensée théologique qui dirige Kafka n'est pas catholique, mais juive), *Le Château* est un roman singulier et saisissant, un livre-cri qui résonne longuement dans notre conscience.

La pièce qu'on en a tirée souffre des défauts ordinaires du théâtre symbolique : nous suivons l'idée plus que le personnage, nous ne sommes pas vraiment émus par ses malheurs, et les « audaces », coups de fouet, scènes érotiques, nous font l'effet de pétards mouillés parce que ce n'est pas un homme qui souffre ou fait l'amour devant nous, mais une allégorie de l'homme. On se rattache à quelques scènes qui semblent réelles comme celle de M. Pierre Bertin, considérée comme une satire de la bureaucratie, et pour le reste le théâtre accentue le caractère didactique de l'œuvre. Cette tentative de vulgarisation par l'image, à la manière des « comics », s'imposait-elle ? La pensée de Kafka n'y gagne rien, le répertoire ne s'enrichit pas d'un chef-d'œuvre, la réalisation scénique, qui compte quelques beaux moments, est moins une nouveauté qu'une résurrection du style à la mode vers 1925 à l'époque de la mort de Kafka. Ce n'est pas une soirée perdue, c'est une soirée inutile.

C'est dommage parce qu'il s'y dépense vainement beaucoup de talent, dans l'adaptation de Max Brod, qui fut la première tentative pour porter l'aventure de Joseph K. à la scène et que M. Pol Quentin a fort bien servie, les décors de M. Labisse, les costumes de Mme Marie-Hélène Dasté, l'interprétation de Mmes Mary Marquet, Simone Valère, Danielle Rivière, de MM. Pierre Bertin, Pierre Tabard, Guy Jacquet et dans l'espèce de Charlot pèlerin des solitudes talmudiques composé par M. Jean-Louis Barrault.

A voir

CREATIONS

● **La Mégère apprivoisée** (d'après Shakespeare) ● **Périclès** (un roman en images) ● **Le Journal de Anne Frank** (un document poignant) ● **Histoire de Vasco** (un conte de tendresse et de mort)

NOUS VOUS RAPPELONS

● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Patate** (Achard retrouvé) ● **La Cantatrice chauve** (pour faire connaissance avec Ionesco) ● **Bobosse** (Périer chez lui) ● **Irma la Douce** (L'Opéra de quat'sous de Marguerite Monnot).

DAWN ADDAMS
Si la reine savait ça...

AU THÉATRE

Mouche bleue et eau de rose

par ROBERT KANTERS

LA MOUCHE BLEUE
comédie de Marcel Aymé, à la Comédie des Champs-Elysées

ROMANOFF ET JULIETTE
de Peter Ustinov, adaptation de M.-G. Sauvajon, au théâtre Marigny

QU'IL est léger, le fouet de la satire entre nos mains débiles ! Nous avons cependant dans tous les pays, et bien en vue, aux postes de commande, nos imbéciles et nos criminels, nous avons nos hypocrisies et nos scandales, de quoi exciter la bile des âmes généreuses et leur faire voir rouge : et pourtant, comme elle est rose l'idylle internationale imaginée par M. Ustinov, comme elle est inoffensive et désarmée la mouche de M. Marcel Aymé. Nous n'avons plus de pamphlétaires, ou alors nous n'en avons plus que de commande, vieux archers routiniers qui ramassent toujours les mêmes flèches émoussées.

Car enfin, si M. Marcel Aymé, comme on le croit peut-être au fond du Texas, est un petit homme rouspéteur et moustachu qui redemande du pain et ignore la géographie, alors, oui, « La Mouche Bleue » est une satire virulente des Etats-Unis et des mœurs américaines.

Nous y apprenons, avec quelle joie vengeresse, que les Américains sont des êtres bornés, qui se donnent de grandes claques dans le dos avec des rires stupides, qui n'ont point d'autres conversations que le base-ball et le dollar, que les couples adultères n'osent entrer à l'hôtel du Libre Echange pour leurs 5 à 7 que s'ils ont à la main une valise lestée de briques, qu'on y cite les psaumes et les versets de la Bible à tout propos et hors de propos, et que les petits gâteaux qu'on fait avec les appareils les plus perfectionnés ne valent pas toujours ceux que Bobonne prépare pour le Français moyen quand il en a assez de manger du pain.

Je n'oublie rien, même pas l'intrigue de la comédie qui est à peu près inexistante (un homme obsédé par l'idée de rendement et la crainte de perdre sa place, démissionne, essaie de vivre d'amour et d'eau fraîche, puis se laisse reprendre dans le cycle infernal qui finit par le « nervous breakdown » et la folie).

On entend la voix de M. Marcel Aymé comme on ne l'avait peut-être jamais entendue au cours de deux ou trois passages lyriques (sur l'obsession sexuelle, sur l'obsession de la mort), mais on ne retrouve nulle part son talent. Et si vous voulez manger de l'Américain, allez voir le film de M. Tashlin que l'on projette sous le titre « La Blonde Explosive ». Le point de départ est exactement le même que chez M. Marcel Aymé : pour ne pas perdre sa place, un homme doit coûte que coûte trouver une idée. Mais M. Tashlin, lui, trouve l'idée et le moyen de faire du bon cinéma et de la bonne satire.

Bien cuisinées

La pensée de M. Peter Ustinov est d'ailleurs à peu près aussi originale et aussi virulente que celle de M. Marcel Aymé : les Russes ont toujours trop de caviar, les Américains trop de dollars, la lutte des services secrets est une farce, les petits Etats peuvent tout tirer des grands en jouant le double jeu, il ne faut pas boire son whisky dans une bouteille de vodka, etc. Mais il faut reconnaître que ces gentillesses sont assez bien cuisinées.

Comme le titre l'indique, l'auteur s'est contenté d'esquisser une parodie de « Roméo et Juliette » (dans un tout petit pays, le fils de l'ambassadeur soviétique tombe amoureux de la fille de l'ambassadeur américain) qu'il a assaisonnée de plaisanteries de chansonnier et de scènes de revue, parfois bien venues, parfois longuettes et trop prévues.

Nous sommes, bien entendu, au royaume de l'opérette sans musique et tout se terminera par un mariage-surprise (pour les parents) au cours d'une fête de nuit, tandis que les deux ambassadeurs se réconcilient en évoquant leurs souvenirs de campagne de 1943-1945, quand ils étaient du même côté de la barricade : ah ! c'était le bon temps, comme disent les anciens combattants à la fête de leur amicale.

Tout cela passe à peu près parce que M. Ustinov est roublard, si j'ose dire, comme un roi du show-business, parce que l'adaptation de M. Sauvajon, la mise en scène de M. Grenier sont excellentes ; parce que les décors de M. Jean-Denis Malclès sont de merveilleux jouets géants qui à eux seuls feraient la fortune d'un guignol pour diplomates fatigués ; parce que M. Jacques Morel mène brillamment le jeu dans le style de l'opérette et de la revue, en mettant le public dans le coup ; parce que l'on pourrait citer avec éloge tout le monde : Anne Doat, Hélène Tossy, Jean-Marc Bory, Roger Carel, Bernard Woringer, Jean-Pierre Marielle, etc. (pour la pièce de M. Aymé, dont l'interprétation est au mieux honorable, on n'a guère envie de citer quelqu'un). Mais enfin, c'est une gentille pièce d'actualité, et c'est tout. Que voulez-vous, nos auteurs ne sont pas des Aristophane, il ne faut pas leur demander la lune — à peine le spoutnik.

R. K.

UN AUTRE FILM

Marilyn chérie

LE PRINCE ET LA DANSEUSE

Film américain en cinémascope de Laurence Olivier, avec Marilyn Monroe (Ermitage, Max Linder, Vedettes, Images).

L'UNIFORME du prince étincelle de médailles de chocolat et de brandebourgs de ficelle. Le palais du prince a un toit de sucre candi et des murs en pâte d'amande. L'histoire du prince de Carpatie, touché au cœur par la demoiselle dont il voulait faire vaciller la petite vertu, ce sont des costumes, un décor et un livret pour illustrer des couplets de Franz Lehar ou d'Oscar Straus : de quoi faire crever le plafond de la Gaîté.

→

PALAIS
PARAMOUNT - LUTETIA - ROCHECHOUART - LES FOLIES - SELECT V.F.
ÉLYSÉES-CINÉMA V.O.
Paramount présente:
CARMEN et RICHARD
SEVILLA · KILEY
Flamenco
VISTAVISION
TECHNICOLOR®
UNE PRODUCTION NOMAD EN CO-PRODUCTION AVEC CEA-BENITO PEROJO, MADRID DISTRIBUÉ PAR PARAMOUNT

Cabarets Dancings

LA CAMPAGNE 15, rue Etex - Dîners, Attr., Soupers 1.000 fr.

CLARIDGE THE DANSANT tous les jours à 17 h.

CLUB CH. ELYSEES Thé et soirée tous les jours avec les orch. RENATO et LE SENECHAL

GABY TAGADA CLUB 9, rue Delambre DAN. 81.52

Fernand RAYNAUD SULLY d'AUTeuil 71-18
DANS LA NOUVELLE REVUE H2 O

Le Rêve 3, bd Poissonnière - Air conditionné 2 GRANDS ORCHESTRES

SCANDIA-CLUB 35, r. Gay-Lussac ODE. 99-47

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

S.SOLIDOR - H.BRY
CABARET - 4, rue Balzac - BAL. 21-95
Tous les soirs DINERS - 1.000 francs vin compris

LÉO FERRÉ
CHEZ PLUMEAU pl. Tertre - MON. 70-67
A partir du 7 novembre

Restaurants

LIDO ELY. 11-61
LIDO ELY. 11-62
LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"
de P. Louis-Guérin & Fredey

→

Lyrique, mais pas de quoi faire un ciné.nascope.

Hélas ! Laurence Olivier a trop de respect pour le théâtre. Il a péché par excès de fidélité à la mince comédie de Terence Rattigan et n'a nourri ce sujet débile que de hauts dignitaires, de figurantes maquillées, n'a truffé l'intrigue que de bals et de carrosses, là où il eût fallu l'imagination somptueuse de Gene Kelly.

Il y a cependant dans l'évocation du couronnement traitée comme une suite de gravures, dans les défilés solennels, un humour très britanniquement discret. Mais ce n'est vraiment ni là, ni même dans l'interprétation irréprochable de Laurence Olivier, prince balkanique, bougon et séduisant, que réside le charme certain de ce film raté. Il est tout entier dans les épaules dodues, dans les reins spirituels de Marilyn Monroe.

Moue enfantine sur corps de vamp, c'est aussi le succès de B.B., mais M.M., dirigée de main de maître par Laurence Olivier, se montre ici fine comédienne. Elle est tout simplement irrésistible.

A voir

EN EXCLUSIVITE :

● **Toro** (la vérité sur les courses de taureaux) ● **Un Roi à New York** (quand même) ● **Le Prince et la Danseuse** (pour passer deux heures) ● **Les Nuits de Cabiria** (tendre Fellini) ● **La Nuit des Forains** (inquiétant Bergman) ● **Règlement de comptes à O.K. Corral** (un bon western) ● **Les Espions** (le salaire de l'absurde) ● **La Blonde explosive** (une satire fracassante) ● **Porte des Lilas** (poésie des faubourgs) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

NOUS VOUS RAPPELONS :

● **Les Aventures d'Arsène Lupin** (dans les quartiers) ● **Celui qui doit mourir** (dans les quartiers) ● **La Blonde et moi** (Cinémonde Opéra) ● **Et Dieu créa la femme** (Radio Ciné Opéra) ● **Œil pour œil** (Le Régent, Comœdia, Boul' Mich') ● **Othello** (Ranelagh) ● **Troublez-moi ce soir** (Cardinet) ● **Du rififi chez les hommes** (Quartier latin) ● **Roméo et Juliette** (Studio Parnasse) ● **Le quarante et unième** (Pax).

MARILYN MONROE
Un morceau de prince

DISQUES

Le choix de la semaine

MACHAUT

La Messe de Nostre Dame : dix compositions profanes par l'Ensemble Pro Musica Antiqua, dir. Safford Cape (1 d. 30 cm 33 t. 14063 Archiv-Produktion).

L'ENREGISTREMENT de l'Archiv-Produktion montre la *Messe* de Machaut sous un aspect différent de celui qui nous avait déjà été proposé : la « réalisation » est décidément un des éléments déterminants de l'esprit de l'interprétation. Aussi entendons-nous ici une musique ayant un caractère de concentration extrême, chantée par cinq voix solistes et accompagnée par cinq instruments anciens.

Sur l'autre face du disque, des compositions profanes, tantôt instrumentales tantôt mêlant les instruments aux voix, nous touchent comme particulièrement « contemporaines ».

EXPOSITIONS

● *Des couleurs et du goût.*

L'atelier de Juan Gris

Galerie Louise Leiris, rue de Monceau.

S'IL n'avait dû mourir à quarante ans, la maturité du talent de Juan Gris eût été un cas dans l'histoire de ce métier de peintre où la maîtrise réelle ne s'atteint guère, comme pour Bonnard et Matisse par exemple, qu'aux alentours de la soixantaine.

Non que les œuvres de leurs débuts soient mauvaises. Bien au contraire, le plus souvent. Mais elles ne prennent tout leur sens que lorsque les dernières permettent de composer la perspective d'une activité qui s'ordonne finalement en un « style » particulier.

On ne doit pas mesurer l'âge des hommes à compter de leur naissance, affirme le poète Armel Guerne, mais à compter d'une mort qui, presque toujours, éclaire l'ensemble de leur vie.

En 1927, à quarante ans, Juan Gris aurait donc eu le même âge que Bonnard lorsqu'il s'éteignit, en 1947, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'exposition, à la Galerie Louise Leiris, des œuvres réalisées par Juan Gris en 1926 et 1927 semble confirmer une telle hypothèse.

Il suffit de regarder d'un peu près les œuvres de sa dernière année pour détruire la légende qui tend à le présenter trop sommairement comme « le cubisme fait homme ».

Juan Gris fut un cubiste militant, certes. Le meilleur peut-être même. Mais il est aussi et d'abord un peintre qui, selon la formule de son historiographe Daniel-Henry Kahnweiler, « durant toute sa vie, n'a tendu qu'à rassurer, non à inquiéter. »

Incorporation

« Le cubisme a disparu, si c'est une esthétique, elle s'est incorporée à la peinture », écrivait Juan Gris lui-même en 1925. Et les tableaux qu'il peint à partir de là donnent le ton de ses préoccupations profondes constantes.

Les recherches cubistes de composition formelle ne sont plus pour lui qu'un support dans cette quête de l'harmonie des couleurs qu'il sera l'un des seuls peintres de son temps à mener à bien.

Car Juan Gris est, avant tout, le maître contemporain de la couleur. Aucun effet brutal ou facile. Les teintes roses, grises, bleues ou jaunes s'accordent minutieusement, fatalement, avec une aisance implacable, comme les masses psychologiques dont les mouvements constituent les drames classiques.

Si la forme des objets le gêne, il la plie, il la disloque au besoin. Mais c'est encore pour retrouver la structure des couleurs et de la lumière sans lesquelles ces objets ne seraient pas.

A cause de la rigueur et de la distinction de son langage, on ne songe pas seulement, devant les toiles de Juan Gris, à un Racine dont les personnages seraient des compotiers, des violons, des pichets ou des fenêtres ouvertes sur des baies marines. On songe aussi à ces jardins à la française, c'est-à-dire à une sorte de « reprise en main » de la nature où la nature n'a rien à perdre et l'homme beaucoup à gagner.

J.-F. CHABRUN.

A voir :

Rive droite :

● **Ecole de Paris** (le Salon de Mai du riche), Galerie Charpentier, rue du Faubourg-Saint-Honoré ● **Prix Fénéon** (dix années de promesses ont germé), Maison de la Pensée Française, 2, rue de l'Elysée ● **Atelier de Juan Gris** (une leçon de couleur), Galerie Louise Leiris, 47, rue de Monceau ● **Cocteau** (pirouettes et plastique), Galerie Gérard Mourgue, 9, avenue de l'Opéra.

Rive gauche :

● **Soulages,** gouaches et gravures (hiératisme et violence), Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université ● **Camille** (premier bal), Galerie Legendre, rue Guénégaud ● **J.-P. Jérôme** (métamorphoses du tissu), Galerie Arnaud ● **Aquarelles et dessins post-cubistes** (connus et inconnus mais d'une même classe) ● **Jean Couty** (expressionisme d'aujourd'hui), chez Katia Granoff, 13, quai de Conty ● **Wilfredo Lam,** dessins (gracieuse barbarie), Galerie des Cahiers d'Art, rue du Dragon.

NOUVEAU !

Nouveau : 2 haut-parleurs
Nouveau : *une prise pour un haut-parleur supplém.*
Nouveau : *4 vitesses : 33, 45, 78 et... 16 t.*
Nouveau : *une prise stéréophonique.*

Comment obtenir CE SUPER Electrophone

2 HAUT-PARLEURS
4 vitesses
pour 18.500 f.
au lieu de 35.000 f

Appareil complet indépendant de votre radio
- 2 haut-parleurs détachables
- Prise haut-parleur supplém.
- Entrée stéréophonique
- Ampli 3 lampes
- Cellule piezo réversible
- 2 pointes en saphir
Bras extra-léger 10 gr.
- Courbe rép. high-fidelity 40 à 16.000 hertz

Pub. T. Alexandre

et GRATUITEMENT 6 chefs-d'œuvre sur Microsillon haute fidélité

MOZART - Symphonie n° 26 en mi-bémol. Orch. Philharm. Neerlandais. Dir. Otto Ackermann.
BEETHOVEN - Sonate n° 24 en fa dièse "A Thérèse". Grant Johannesen, piano.
BACH - Toccata en fa. Orgue : A. Schreiner
VIVALDI - Concerto en ut pour 2 trompettes. Orch. Philharm. Neerland. Dir. Otto Ackermann.
BERLIOZ - Carnaval Romain. Orch. Philharmonique Neerlandais. Dir. Walter Goehr.
CHOPIN - Fantaisie impromptu. Robert Goldsand, piano.

Cet appareil d'avant-garde vous est offert au-dessous de son prix de revient, pour vous encourager à avoir, vous aussi, une belle collection de disques. *Pour faire connaître et apprécier la beauté et les joies de la musique à un nombre toujours plus grand d'adhérents (il y en a déjà près de 2 millions dans le monde entier), la Guilde Internationale du Disque doit mettre à leur disposition, à un prix exceptionnel, un électrophone de haute fidélité, muni des tout derniers perfectionnements, sans quoi ses somptueux enregistrements risqueraient d'être trahis.*

Un appareil de grande classe. Ce nouvel électrophone vous permet d'écouter tous les disques, 33, 45, 78 et même... 16 tours, avec une fidélité, une pureté, une "présence" tenant du prodige. Il comporte, en outre, deux haut-parleurs dans un couvercle détachable et deux prises spéciales : l'une pour un troisième haut-parleur mobile, l'autre pour un microphone et les procédés stéréophoniques de demain.

18.500 F au lieu de 35.000 F. 35.000 F, c'est le prix normal d'un appareil de cette qualité. La différence est due à la puissance mondiale de la Guilde, à son principe de vente directe et à sa fabrication de précision en très grande série. Les 16.500 F que vous économisez sur cet appareil ne sont qu'un début : vous recevrez gratuitement, avec votre électrophone, six magnifiques chefs-d'œuvre et une documentation sur les avantages dont vous pourrez bénéficier lors de l'achat de vos disques.

Aucun risque : Garantie - Droit de retour. Si vous n'êtes pas entièrement satisfait, retournez le tout dans les 5 jours qui suivront la réception et vous serez immédiatement remboursé. Passez votre commande aujourd'hui (nous risquons de manquer d'appareils).

Guilde Internationale du Disque
PARIS : 4, rue de Vienne ★ 20, r. de La Baume ★ 222, r. de Rivoli ★ 49, rue Vivienne ★ GRENOBLE : 1, pl. de l'Etoile (rue Lesdiguières) ★ LILLE : 9, pl. de Béthune ★ LYON : 23, pl. des Terreaux ★ MARSEILLE : 26, rue de l'Académie ★ NICE : 12, rue Chauvain ★ ROUEN : 59, r. Jeanne d'Arc ★ STRASBOURG : 52, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons.

BON DE COMMANDE

Guilde Internationale du Disque 222 r. de Rivoli PARIS
Veuillez m'envoyer avec les 6 enregistrements, votre électrophone 4 vitesses aux conditions que j'indique en cochant l'une des formules.
☐ Electrophone, paiement comptant : 18.500 F (+ 500 F de frais d'envoi). Ci-joint 19.000 F. Il est bien entendu que mon versement me sera immédiatement remboursé si, après essai, je retourne appareil et enregistrements dans les 5 jours qui suivront la réception.
☐ Electrophone en 2 versements : 18.700 F : ci-joint acompte 6.000 F (+ 500 F de frais d'envoi) soit 6.500 F. Le solde : 12.700 F suivra 5 jours après réception (sauf si je renvoie le tout).
☐ Electrophone standard, 33, 45, 78 tours, comptant : 15.500 F (+ 500 F de frais d'envoi). Ci-joint 16.000 F.
Je règle ci-joint l'achat coché ci-dessus par ☐ chèque ☐ mandat-lettre ☐ virement postal 3 volets C.C.P. 7.120.90 Paris.
☐ Documentation gratuite sur vos disques
NOM
ADRESSE EX 570

EXPOSITIONS
Galerie MAEGHT
BRAQUE - MATISSE - CHAGALL - MIRO
KANDINSKY - GIACOMETTI - TAL-COAT
BAZAINE - UBAC - PALAZUELO - CHILLIDA

Galerie BUCHER, 9 ter, bd Montparnasse (6e)
BAZAINE - BAUMEISTER - BERTHOLLE
BIALA - BISSIERE - CHELIMSKY - FIORINI - KANDINSKY - KLEE - LAURENS
LEGER - LOUTTRE - MANESSIER - MOSER
NALLARD - PICASSO - REICHEL - STAEL
SZENES - TOBEY - VIEIRA DA SILVA

Galerie André WEIL
26, avenue Matignon
STARKMANN
21 octobre - 12 novembre

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob, PARIS
Peintures JAN MEIJER 12 au 31 oct.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau (8e) - LAB. 57-35
L'ATELIER DE JUAN GRIS
22 peintures de 1926 et 1927
Jusqu'au 23 novembre
Ts l. j. ouv. sf lundi de 10 h à 12 h. et 14 h. 30 à 18 h.

FOLIES-BERGÈRE
Pour nos clients venant à Paris
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
(sans augmentation de prix)
Ecrire 8, RUE SAULNIER

LA PAGODE
57bis, r. de Babylone - INV. 12-15
LA NUIT DES FORAINS
d'INGMAR BERGMAN
LES MAITRES FOUS
de J. ROUCH, 1er Prix Venise 1957

CE JOUR-LA...

Louis XIV, déterreur de nonnes

● ***Port-Royal, 29 octobre 1711, il pleut. On peut détruire les pierres. On ne tue pas l'esprit.***

IL avait plu à torrent pendant toute la journée du 28 octobre 1709 ; vers le soir, les habitants de plusieurs petits villages à quelque distance de Paris : Magny, Montigny, Voisins, Chevreuse, assistèrent avec étonnement à un grand déploiement de forces. Une nuée d'exempts et d'archers du lieutenant de police, M. d'Argenson, se répandit dans toute la région.

Ils s'installèrent tant bien que mal, avec les douze grands carrosses vides qu'ils accompagnaient. Beaucoup passèrent la nuit autour de grands feux dans les bois détrempés, comme à la veille d'un assaut décisif. Peut-être malgré la nuit et malgré la pluie pouvaient-ils apercevoir les bâtiments endormis d'une petite abbaye où reposaient vingt-deux vieilles religieuses. Pourtant, cette maison de prière, c'était l'objectif de toute cette expédition policière.

Quand, au petit matin du mardi 29 octobre, les troupes de M. d'Argenson se mirent en marche vers le monastère de Port-Royal-des-Champs, elles allaient mettre définitivement fin à la plus grande insurrection spirituelle de tout le règne de Louis XIV.

Ce matin-là, les religieuses ne se doutent apparemment de rien.

Après l'office de primes, elles se réunissent au chapitre autour de la prieure, la mère Anastasie Du Mesnil. C'était une femme d'une soixantaine d'années, pleine de dignité et de caractère, religieuse depuis plus de trente ans. Un homme du voisinage se présenta tout à coup. Il avait couru à travers les bois pour prévenir la mère Anastasie qu'une file de carrosses se dirigeait vers la maison.

Une demi-heure suffira

Un moment après — il était environ sept heures et demie — M. d'Argenson se présente lui-même. Il fait entrer son carrosse à quatre chevaux dans la cour et demande à parler à la prieure. Elle le reçoit au grand parloir, c'est-à-dire sans lui faire franchir la clôture.

D'Argenson lui fait connaitre qu'il a un ordre de perquisition.

Il demande si toutes les religieuses sont bien là. On lui dit qu'il en manque une, âgée et paralytique, et il exige qu'on l'apporte. Six filles vont donc chercher la mère Euphrasie Robert, qui a quatre-vingt-six ans ; elles la ramènent sur un brancard en chantant tout le long des couloirs, comme pour un enterrement, le psaume *In exitu Israel de Aegypto.*

D'Argenson exige encore qu'on fasse entrer sept sœurs converses, puis il fait fermer les portes et il

(Viollet.)

D'ARGENSON SIGNIFIANT AUX RELIGIEUSES DE PORT-ROYAL L'ARRÊT DE DISPERSION

« Trois heures pour vous préparer. »

parle : « *C'est votre dispersion générale prescrite par les ordres de Sa Majesté que je vous annonce* », dit-il, « *vous n'avez que trois heures pour vous préparer...* »

« *Monseigneur,* répond la mère prieure, *nous sommes prêtes d'y obéir ; une demi-heure de temps est plus que suffisante pour nous dire notre dernier adieu, prendre avec nous un bréviaire, une Bible et nos Constitutions.* »

D'Argenson commence à leur lire alors la longue série des lettres de cachet qui assignent à chaque religieuse une sorte de résidence surveillée dans un couvent différent. Toutes se soumettent avec une fermeté et une constance qui étonnent les policiers. « *On reconnut alors,* dit la relation que nous suivons après Sainte-Beuve, *que ces vertueuses filles, qui ne cherchaient que Dieu, étaient assurées de le trouver partout...* »

La journée des guichets

L'histoire qui se termine ainsi avait commencé presque jour pour jour un siècle et un mois auparavant, le 25 septembre 1609, par ce que l'on appelle dans l'histoire de Port-Royal la journée du guichet.

En 1602, pour caser une de ses filles âgées de onze ans, un avocat en vue, Antoine Arnauld, lui fait donner une abbaye qui dépendait de l'ordre de Citeaux, l'abbaye de Port-Royal. La fillette devient ainsi la mère Angélique Arnauld : ce n'est pas un grand scandale d'après les habitudes de l'époque.

Il arrive que petit à petit la nouvelle abbesse prend son rôle au sérieux ; en quelques années, elle réforme son couvent, veille à l'application stricte des règles et vient un jour, un fameux jour, le vendredi avant la Saint-Michel 1609, où elle refuse carrément de laisser entrer dans le couvent son père et sa famille. Elle se présente au *guichet* pour signifier sa volonté, et M. Arnauld a beau tempêter, il n'obtient rien : le cœur brisé, la jeune fille finit par s'évanouir, mais elle ne cède pas. Et bientôt la réforme du couvent de Port-Royal est considérée comme un fait accompli.

Après les querelles et les guerres religieuses du XVIe siècle, le catholicisme français connait un renouveau de rigueur et de ferveur. C'est l'époque de saint François de Sales, nous entrons au siècle de saint Vincent de Paul. Pendant quelques années, c'est l'influence spirituelle de saint François de Sales précisément qui est la plus importante à Port-Royal. Puis apparait un nouveau directeur, Jean Duvergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran.

Un de ses amis, Cornelius Jansens, évêque d'Ypres, écrit un gros livre de théologie où il commente, à sa manière, les idées de saint Augustin. L'ouvrage est publié deux ans après la mort de l'auteur, en 1640, et condamné par le Pape en 1642. La même année, un frère de la mère Angélique, Antoine Arnauld, publie un ouvrage de théologie : *De la fréquente communion,* qui fait de lui le grand représentant français des idées de saint Augustin et c'est ce courant de l'augustinisme que l'on appelle, du nom de l'évêque d'Ypres, le jansénisme.

A leur suite, Saint-Cyran prend, sur des points de discipline et sur des points de dogme, des positions qui déplaisent aux jésuites et au cardinal de Richelieu. Celui-ci fait enfermer Saint-Cyran à Vincennes. Il n'en sortira qu'après la mort du cardinal, sept ans plus tard.

L'essentiel du jansénisme et de l'esprit de Port-Royal tient à la conception même de la vie chrétienne. En face de l'Eglise, « *amenée par les nécessités de l'histoire à ménager un équilibre sans cesse compromis entre les exigences de l'esprit religieux et celles de la vie sociale* », les religieuses et les hommes de Port-Royal veulent vivre et mourir dans le christianisme le plus intransigeant, le plus radical. La crise de la Réforme dépassée, le protestantisme constitué, il reste pour certaines âmes catholiques une nostalgie de réforme, une ambition d'être un Calvin de l'intérieur : c'est la position de Saint-Cyran.

Il y a dans cette extrême rigueur individualiste un danger pour l'Église et sa discipline moyenne et générale. Mais au siècle de Louis XIV et de l'absolutisme royal, la protestation janséniste était aussi un danger pour l'autorité civile et politique.

Sainte-Beuve voyait dans le jansénisme une religion non plus romaine, aristocratique, dans l'esprit de la cour ; non pas simple, naïve, dévotieuse et parfois presque superstitieuse comme celle du menu peuple : mais une religion éclairée, sobre, indépendante et si l'on peut dire, bourgeoise au sens noble du terme. « *Port-Royal,* dit-il, *fut l'entreprise religieuse de l'aristocratie de la classe moyenne en France.* »

Pascal contre les jésuites

On comprend dès lors que le jansénisme devait se heurter aux jésuites et, par-delà, à l'autorité romaine sur le plan religieux, à Richelieu et à Louis XIV sur le plan social et politique.

Ce fut une lutte inexpiable.

Port-Royal, îlot de résistance, est habité par des filles intrépides : la mère Angélique, cinq autres sœurs d'Antoine Arnauld qui est le grand représentant français des idées de saint Augustin, cinq de ses nièces, la sœur de Blaise Pascal...

L'amitié et la présence de pieux laïcs qui ont pris l'habitude de faire retraite tout à côté du monastère les renforcent. Parmi ces solitaires, les « messieurs » de Port-Royal, il y a Blaise Pascal qui lance dix-huit pamphlets contre les jésuites : *Les Provinciales.*

La lutte contre les puissances temporelles et ecclésiastiques, hérissée de querelles juridiques, durera soixante-sept ans.

On ferme les petites écoles (dont Jean Racine fut l'élève), on éloigne les solitaires, on essaye de la privation des sacrements, on interdit le recrutement des novices, on obtient enfin en octobre 1708 du Pape Clément XI une bulle qui prescrit que soit entièrement ruiné et déraciné « le nid où l'erreur a pris de si pernicieux accroissements ».

Le jour de l'homme

C'est en vertu de cette bulle que M. d'Argenson officie le 29 octobre 1709. Les ordres de départ reçus, les

→

le capital américain et la conscience du roi

par A. A. BERLE

Préface d'A. SIEGFRIED

la morale sociale du capitalisme américain

1 VOL. 550 F   A. COLIN

VIENT DE PARAITRE

ROLAND DORGELÈS

DE L'ACADÉMIE GONCOURT

La Drôle de Guerre 1939-1940

vue par l'Auteur des Croix de Bois

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

soumissions faites, le policier, vers une heure de l'après-midi, permet à celles qui le veulent de prendre un peu de nourriture et de faire leurs paquets. Vers deux heures, les religieuses sortent du chapitre en procession et viennent à la porte de clôture.

D'Argenson appelle le premier carrosse, celui qui devait aller à Autun, et prend avec assez d'humanité, semble-t-il, les dispositions nécessaires pour que le voyage ne soit pas trop pénible... A cinq heures, le dernier carrosse emmène la mère prieure. On croit ensuite la maison vide, quand une servante aperçoit dans un coin le brancard sur lequel on avait oublié la vieille paralytique, la mère Euphrasie Robert : « *Eh ! ma mère,* s'écrie-t-elle, *vous voilà bien seule ; de tout le jour vous n'avez rien pris et il n'y a plus personne pour vous secourir !* »

« *Ma sœur,* répondit la bonne mère, *c'est aujourd'hui le jour de l'homme; celui de Dieu viendra à son tour* »

Ce n'est que le lendemain 30 octobre, à six heures du matin, qu'une litière emmène la pauvre vieille sur la route de Nantes. Inventaires et perquisitions durent presque toute la semaine, puis la maison reste à la disposition d'une petite garnison d'archers qui pillent et souillent les lieux à loisir. Ce n'est que le 19 novembre que des charrettes emportent livres, tableaux et manuscrits et qu'on ferme la maison. Ce n'est pas encore la fin : il reste les pierres. Un arrêt du conseil du 22 janvier 1710 ordonne la démolition des bâtiments qui commence en juin.

Ce n'est pas encore la fin : il reste les morts, ceux qui, par dévotion, ont demandé, comme Racine, à être enterrés à Port-Royal, et aussi les religieuses elles-mêmes. Des amis, des héritiers font procéder à un certain nombre d'exhumations et de transferts (Racine à Saint-Etienne-du-Mont). Pour le reste, les corps sont abandonnés à des terrassiers et à des fossoyeurs d'occasion, le plus souvent ivres pour se donner le courage d'achever leur travail : on les porte par tombereaux au cimetière Saint-Lambert.

Des chasseurs, en cette fin d'année 1711, sont obligés d'arracher des lambeaux de cadavres à leurs chiens. A quelques pas, à Versailles, Louis XIV, « *ce déterreur de nonnes* » (François Mauriac) s'enfonce dans son crépuscule. Il ne reste que l'emplacement des ruines. Encore, il y a une dizaine d'années, en 1946, fallut-il une campagne de presse pour en empêcher le lotissement.

Il reste l'esprit, le charme que l'esprit de Port-Royal continue à exercer sur bien des chrétiens et même sur bien des incroyants. Puissance de Pascal, puissance de ces humbles et intrépides génies que l'on rencontre chez les amis, chez les solitaires, chez les religieuses. Louis XIV a gagné une bataille, il n'a pas gagné la guerre, aucun « tyran » ne gagnera la guerre contre une certaine force insurrectionnelle de l'esprit dont Port-Royal a été un foyer magnifique — la force qui pousse l'homme dans les voies de la vérité, de la sainteté et de l'héroïsme, dans la voie où il voudrait de toute son humilité et de tout son orgueil, de tout son cœur, se dépasser lui-même.

ROBERT KANTERS.

HOMMES

Jorge-Luis Borges

ELEVE en Suisse, Espagnol par la langue, apatride par l'intelligence, Jorge-Luis Borges, qui vient de mourir à 68 ans, fut « l'homme de lettres » européen au sens aigu du mot. On l'imaginait à Saint-Germain-des-Prés : il vivait en Amérique du Sud et, à travers certains rêves qui rappelaient ceux de Kafka, retrouvait une des plus vives traditions du lyrisme baroque — celle de la vérité absurde...

Fictions, présenté au public français en 1951 par Roger Caillois, proposait une suite d'histoires sans histoires, une saisissante galerie de « science-fictions » de la culture européenne. Il s'agissait en apparence de notes de lecture, semblables à celles qu'on trouvait dans la N.R.F. au temps de Valery Larbaud ; mais elles relataient des livres imaginaires, des biographies incroyables, des ouvrages extraordinaires. Elles accomplissaient un vieux rêve de Rimbaud !

Ce Barnabooth de l'intelligence, ce touriste de la mémoire et du temps était-il dupe de ses inventions ? Nous ne pourrons sans doute jamais savoir s'il fut le dernier héritier d'une tradition hispano-américaine qui, de Cervantes à Machado, en passant par Calderon, tente le procès de la vie par le songe ou l'apôtre d'une littérature moderne qui bouleverse les traditions par la « science-fiction ».

Il tenta d'aller plus loin encore et de franchir le mur de la littérature comme les aviateurs franchissent le mur du son : *Labyrinthe* et *Enquêtes,* les divers récits publiés dans *Les Lettres nouvelles* ou d'autres revues révèlent une ambition plus grande encore : celle de rendre la vie si étrange et si mystérieuse que s'effacent les barrières entre le temps et l'éternité. Borges a-t-il vraiment disparu ? N'écrit-il pas en ce moment sa dernière « fiction » ? Dans quel labyrinthe ce voltairien, poète amateur d'alchimie, est-il entré? Son art même nous fait douter de la réalité de sa mort...

(« New-York Times ».)

C'est une affaire de goût, mais il y a certains écrivains que je préfère à d'autres.

ÉCRIVAINS

● *Une littérature provocante.*

Ecrire I et II

Cahiers publiés sous la direction de Jean Cayrol (Ed. du Seuil).

E*CRIRE* réunit des récits et des poèmes de débutants. Présentant, il y a un an, son premier cahier, Jean Cayrol revendiquait pour ces jeunes écrivains — la plupart sont nés après 1930, ils appartiennent donc à la génération qui a découvert les livres avec la Libération — le droit au « gâchis », à la « maladresse », mais aussi à la « provocation ». Ce qui nous intéresse dans ces textes, disait-il, « c'est leur *insécurité,* leur aptitude à devenir autres que ce qu'ils sont, leur frayeur inavouée... Ils ne possèdent pas les moyens finauds que donne la maturité pour se protéger contre l'incompréhension ou la moquerie ».

A première vue, on serait tenté de rassurer Cayrol. Le lecteur qui cherchera ici les premiers signes d'une révolution restera sur sa faim. Rien de semblable à ce que fut, après l'autre guerre, l'explosion du surréalisme. Ces jeunes gens n'ont aucun goût pour le scandale, et ils sont, à coup sûr, bien moins maladroits que leurs prédécesseurs.

De la littérature, ils se font une image très traditionnelle. On se demande même s'il leur est arrivé parfois de réfléchir à son sujet : ils racontent ce qu'ils sentent, ce qu'ils voient, avec les mots qui leur viennent immédiatement à l'esprit. Et lorsque, comme Béatrice Mabilais ou Louis Sermaise, ils se préoccupent de donner une forme à leurs histoires, les modèles qu'ils choisissent s'appellent Laclos ou Constant, et non pas Sartre ou Joyce.

Contre l'histoire

Ils professent pour la litote, l'imparfait du subjontif et la sécheresse XVIII[e] un goût suspect. Parfois grinçants, parfois ridiculement pompeux, quand ils cherchent l'effet, ils tombent aisément dans le vieillot. Prenons-en notre parti : la jeune génération ne s'intéresse pas — ou pas encore — au renouvellement du roman. Elle ne réfléchit pas sur les mots, elle se contente de les utiliser.

S'intéresse-t-elle au moins à l'Histoire, celle de Hegel et de Marx, dont nous avons appris à ne parler qu'avec respect ? Pas davantage. Sans doute est-il normal que des écrivains débutants commencent par se raconter et adoptent spontanément le point de vue de la première personne. Certains d'entre eux, comme Eva Farago (dont le récit sur le siège de Budapest est admirable) ont pourtant été mêlés de près à des événements dramatiques. Ils n'en retiennent que l'aspect privé, et s'ils mettent parfois quelque complaisance à se décrire, ils témoignent bien plus souvent d'une étrange *passivité.*

La chose vue — en cela, la jeune génération rejoint sans le savoir certaines recherches de romanciers plus âgés — a ici beaucoup plus d'importance que l'œil qui la contemple. Le témoin s'efface devant un monde écrasant.

En deçà de la révolution

Contre cette fascination d'un réel qu'il ne veut plus dominer, ni même comprendre, l'écrivain réagit par un humour criard, une cruauté forcée, une tendresse triste, qui sont autant de moyens de provocation.

Nous ne sommes plus dans le monde de la révolution : nous sommes en deçà ou au-delà, dans un lieu étranger, où règne un calme inquiétant. Le narrateur est toujours « en dehors du coup » : il ne le fait pas exprès, c'est comme cela, il vit dans un monde où l'on ne s'insurge pas, mais où l'on *regarde.*

Tant de romanciers sûrs de leurs moyens parlent, parlent, sans que le lecteur entende personne, qu'il paraît aujourd'hui surprenant de découvrir des poèmes ou des récits derrière lesquels il y a *quelqu'un.* A tous ceux qui pourraient douter de la littérature, *Ecrire* offre la joie rare de l'authenticité.

ROMANS

● *Une science-fiction du passé.*

Le Grand Pressoir

par Georges Belmont. Ed. Robert Laffont. 286 pages. 600 francs.

COMME les romans de Koestler, *Le Grand Pressoir* commence par l'arrestation du héros : au petit jour, les policiers emmènent Constant vers une prison secrète installée dans une villa d'Auteuil ; et maintenant, sous la menace de la torture et de la mort, le prisonnier plonge dans le passé...

Le pays a été déchiré par une guerre civile : comme en Corée et comme en Espagne, deux puissances monstres qui se partagent le monde ont pris la France pour cobaye d'une guerre mondiale. Constant a combattu dans les rangs des gouvernementaux appuyés par « le pays de l'Ouest ». Il est tombé entre les mains des « rebelles », après la victoire de ces derniers.

Certes, nous entrons dans le domaine de la « science-fiction », car le roman se passe à Paris vers 1970. L'intérêt du livre, cependant, réside moins dans les fantaisies de l'anticipation que dans le tourment qu'il expose : par amitié ou par faiblesse, Constant est resté fidèle au régime moribond, quand il pouvait s'enfuir chez les vainqueurs. Aussi ne se fait-il aucune illusion. Seul compte pour lui son amour pour Annie, un amour qui lui permet de supporter l'effondrement de ses illusions philosophiques et de se regarder en face.

Un malaise bizarre s'empare du lecteur, car il reconnaît peu à peu, sous le masque des personnages du roman, le visage des acteurs d'une histoire récente : le vieil officier couvert de

"LE DEMI-SIÈCLE"
LES RETARDATAIRES
par pierre de Lescure
2 romans de notre temps
LES BORGNES
par lia Lacombe
la nouvelle collection
DEL DUCA

Walter SCHELLENBERG
LE CHEF DU CONTRE-ESPIONNAGE NAZI PARLE
L'espion n° 1 d'HITLER
1 fort vol. 1.200 fr.
JULLIARD

ALFRED JARRY, L'ANARCHISTE ABSOLU

CE fut au théâtre de l'Œuvre, le soir du 10 décembre 1896, que le rideau se leva sur... enfin que le *mot* fut prononcé. On sait ce qui s'ensuivit. Comment Merdre ? s'effarouchèrent les délicats — mais qu'est-ce donc à dire ? Quelqu'un, mieux avisé, répondit : « Mangre ! » Ce fut un beau tapage. Francisque Sarcey quitta la salle et certains déplorèrent « *l'absence de mots d'esprit* ». Le Tout-Paris consterné venait d'assister à la « première » d'Ubu Roi — Jarry avait composé cette farce épique à l'âge de 16 ans — aux dépens d'un professeur ridicule du lycée de Rennes, où il terminait ses études.

Il avait passé la plus grande partie de son enfance à Saint-Brieuc. « *Nous sommes Breton* », dira-t-il plus tard, et il retrouvera, pour chanter ce pays d'Armor, la voix ample, fervente, un peu rauque, du meilleur Chateaubriand. « *Quand on marchait sur les feuilles mortes, à la sève de pourriture sauvage, il s'envolait des papillons de couleur pareille ; semblables à des ailes de bois mort... il restait encore un groupe de sapins mélancoliques, au tronc d'ocre sanglante, dont les tuyaux pressés semblaient l'orgue géant des Korrigans et des Fées...* » Le 1er novembre 1907, il mourait à Paris à l'âge de 34 ans. C'est le 50e anniversaire de sa mort que célèbrent aujourd'hui les admirateurs de sa vie, inséparable de son œuvre, dont l'audience ne cesse de croître.

Pour l'heure, c'est un élève brillant, curieusement « *en avance* », qui se plaît à scandaliser ses camarades. Reçu à son baccalauréat avec mention bien, il vient à Paris dans le dessein de préparer l'Ecole normale. Il songe aussi à Polytechnique.

JARRY A BICYCLETTE DEVANT LE PHALANSTÈRE A CORBEIL EN 1898

Le sabre et le vélo

Nous n'aimons pas les femmes du tout

Le mouvement symboliste fait alors de Paris une capitale de Bas-Empire : ce n'est pas une mince gloire. Rue de Rome, chaque mardi soir, parmi des disciples ensorcelés que ne trouble pas le fracas des premiers *rapides*, Mallarmé tient sur l'ongle de son index le cadavre, exquis déjà, de la « littérature ». Jarry assiste au dressage. Il a renoncé à poursuivre des études et compose les pièces de vers et de prose qui figureront bientôt dans les *Minutes de sable Memorial*. Dès cette époque, il est en possession de cette langue ferme, bigarrée, dont l'aisance très [illegible], la précision, la richesse exténuante font encore de nos jours un bruit si furieusement moderne.

Il s'est lié avec Rémy de Gourmont, qui l'introduit au *Mercure de France*. Entre Alfred Valette, le directeur du *Mercure*, sa femme, [illegible] jeune poète, commence une amitié fertile en parties de campagne, que rien ne peut rompre ni ternir.

On ne connaît à Jarry aucune aventure galante. « Nous n'aimons pas les femmes du tout », confiait-il à Rachilde. Il paraissait, en effet, préférer la bicyclette ou l'escrime au sabre. Du moins, le 28 mai 1906, se jugeant perdu, est-ce à cette femme qu'il écrit : « *Le père Ubu a fait sa barbe... ; il a l'intuition que ce sera pour ce soir à cinq heures...* » C'est dans [illegible] temps — *un pied dans la tombe* — qu'il [illegible] sœur Charlotte les dernières pages de *La Dragonne*, empreintes d'une douceur tout à fait inusitée.

Alfred Jarry était un ami délicieux.

Pour le public des salons d'avant-garde, il est « un original ». Ivre, il braque un revolver sur l'infortuné Christian Beck, qu'il s'est choisi comme plastron. « *Et main-te-nant* — articule-t-il de sa voix de plâtre — *nous allons tu-der le pe-tit Beck.* » On cite ses mots. Beaucoup *font balle*. Le directeur du *Matin*, Edwards, homme considérable, le prie à bord de son yacht. André Breton raconte ainsi l'anecdote : « *On s'attable. Au cours du banquet, Edwards fait observer au père Ubu qu'il a la mauvaise habitude de trinquer : c'est bon entre gens du peuple, mon cher Jarry ! — C'est bien ainsi que nous l'entendons,* réplique celui-ci, *à la vôtre !* »

Un casse-noisette parle

Ces « mauvaises manières » ne font que l'accréditer. Son regard de nocturne, dont le feu sombre accuse la pâleur d'un masque hermétique, exerce une étrange fascination.

« *...Presque tous autour de lui* — raconte André Gide — *s'efforçaient avec plus ou moins de succès d'imiter... son humour, et surtout son élocution bizarre, implacable... Un casse-noisette aurait parlé, il ne l'eût point fait autrement.* »

Cette « élocution bizarre » fait curieusement échec à l'aspect primitif, presque *rupestre*, de cette œuvre de potaches, et aussi bien de son langage définitif et comme *figé*. Le monde du sacré et celui de l'enfance ont des frontières communes. C'est du reste dans l'expression des mouvements les plus élémentaires que la tragédie trouva de tous temps ses véritables accents. Qu'on en juge. Voici de l'indignation et de la vertu : « *Moi, que j'ose opprimer et noircir l'innocence...* » (Phèdre, acte III, sc. 3.) Le père Ubu : « *Moi, capitaine de dragons, massacrer le roi de Pologne !...* »

Le biographe de Sade, Maurice Heine, écrivait en 1937 : « *La pièce qu'il composait à l'âge de 15 ans... Jarry l'eût pu voir à soixante tenir sans relâche la scène du monde.* »

Une science du particulier

Méthodiquement, en pleine connaissance du sort promis « *à celui par qui le scandale arrive* », Jarry a poussé les choses au point que l'esprit d'Ubu en vint à parler par sa bouche, et prit souverainement *possession* de sa personne. L'hybride ainsi formé se signala dans les lettres par battre plusieurs records et, en premier lieu, celui, tout érotique, de l'Indien « *tant célébré dans Théophraste* » (*Le Surmâle*).

L'auto-extermination d'une armée préalablement disposée en cercle fut également son œuvre ; il prit pour cette circonstance le nom et les traits du polytechnicien Erbrand Sacqueville (*La Dragonne*) et, sous les espèces philosophales du docteur Faustroll, entreprit une navigation de terre ferme qui s'achève par un massacre général.

Ces hauts faits sont, il va de soi, accomplis *more pataphysico*. « *La pataphysique* — annonce Faustroll — *sera la science du particulier, quoiqu'on dise qu'il n'y a de science que du général...* »

Dernier ressort

La pataphysique régit à l'occasion cette aventure « *fantastiquement particulière* » qu'est la mort.

Un extrême dénuement, plus encore que l'absinthe, entend bien triompher de l'enragé cycliste. Trouvé gisant dans sa chambre, transporté à l'hôpital, va-t-il enfin mettre bas le masque, avouer la commune mesure ? Justement, un ami s'inquiète de ses dernières volontés, s'offre à en être le pieux exécuteur. Il insiste :

— *Y a-t-il quelque chose qui vous ferait plaisir ?*

— *Un cure-dents*, répond Jarry.

Ce fut son dernier « mot ». Il mourut le lendemain.

PHILIPPE AUDOIN.

---

gloire qui règne avec une sérénité gâteuse, le « vizir », chef de gouvernement, tour à tour grand seigneur et gouailleur, le chef de bande impitoyable et courageux — c'est un défilé d'ombres. Céline nous en a montré le définitif effacement dans son dernier livre : *D'un château, l'autre...*

Or, le livre de Belmont s'impose au lecteur comme le ferait un mauvais rêve. Abélie tourne ses angoisses en métaphysique, mais le héros de Georges Belmont regarde en face sa détresse : se pardonne-t-il d'avoir survécu à sa défaite ?

C'est alors que la mort de Constant prend tout son sens : Annie a réussi à séduire un des hommes importants du nouveau régime, autrefois son amant. On aidera donc le prisonnier à s'évader de la prison secrète où il est gardé par un voyou boutonneux. Malheureusement, le scénario est mal monté et le voyou abat Constant pendant sa fuite. L'avenir romanesque répète les gestes du passé.

PAUL GUYOT
BELLE AMIE
roman
"Des problèmes considérables, ceux que posent le colonialisme et une absurde guerre, sont abordés dans "Belle-Amie".
ROGER GIRON
CALMANN-LÉVY

TÉMOIGNAGE

● *Le Kader chez Kadar.*

Jeunesse d'octobre

Témoins et combattants de la révolution hongroise, par Nicolas Baudy. Ed. Table Ronde. 444 pp. 950 francs.

NICOLAS BAUDY est d'origine hongroise, mais ce livre, il l'a fait, en quelque sorte, malgré lui. Il aurait désiré ne pas les voir, ne pas les rencontrer, ces Hongrois qui arrivaient à Paris. Et puis, bien entendu, il leur a petit à petit prêté sa maison, sa table, sa connaissance du français et de la France, et finalement sa plume pour leur permettre, à travers lui, de s'exprimer. Et chacun raconte son histoire.

Il y a Margit Zsengeller, la *propriétaire...* Pour avoir eu le malheur d'hériter d'un tiers d'immeuble éventré et qui ne lui rapportait que des impôts, elle ne put accéder, « faute de place », à aucune des écoles dont elle avait pourtant passé brillamment les examens d'entrée. On lui procura cependant, à elle et à sa mère, une excellente situation de déportée en Hongrie.

Il y a Agnès Erdös, juive, persécutée comme « sioniste » après son retour d'Auschwitz. Il y a Gabor Pakozdi, âgé de 25 ans, mais qui a déjà passé six ans dans les prisons de l'Avo. Et tant d'autres dont les destinées diverses sont toutes également baignées de tragédie.

Nous n'avons sans doute malheureusement plus guère à apprendre sur les formidables insanités d'un régime qui, selon l'expression de Geza Muranyi, historien et sociologue de l'Institut Lénine de Budapest, « *a tout simplifié en d'incroyables complications* », ni sur la Révolution d'octobre elle-même : « *Les uns mouraient, les autres étaient contents* », dit Jozsef Erdös dans un style tout racinien.

→

VANCE BOURJAILY
Le chien de la terre
roman
"Un roman réaliste, impitoyable et tendre"
KLEBER HAEDENS (Arts)
"Je crois bien que ce livre est tout à fait admirable"
CLAUDE ROY (France-Observateur)
"Un nouvel écrivain, un des meilleurs, sinon le meilleur, que l'Amérique nous ait envoyés depuis la fin de la guerre"
FRANÇOIS ERVAL (L'Express)
STOCK

ROMANS FRANÇAIS

VOUS ÊTES EN VOYAGE...

par MADELEINE CHAPSAL

LA première phrase de ce prenant roman — l'un des meilleurs de la saison — comme la dernière et aussi la plupart des autres, commence par « vous ».

L'auteur, en effet, interpelle son héros : « *Vous vous êtes assis... Vous avez dit... Vous avez pensé* » ; ainsi, dans un procès, fait-on mine d'apprendre à l'accusé ce qu'il sait mieux que personne : comment il s'y est pris pour assassiner la rentière.

Irritant au premier abord, comme tout procédé, ce vouvoiement passe très vite inaperçu, broussailles à franchir, semble-t-il, pour aller au fait :

Un homme, quarante-cinq ans, directeur bien payé dans une entreprise de machines à écrire, prend le train à Paris, un matin, pour se rendre à Rome. Marié, père de trois grands enfants, cet homme veut quitter sa femme, Henriette, pour s'installer avec sa maîtresse, Cécile, plus belle et plus jeune, qu'il a pris l'habitude de rencontrer lors des séjours à Rome qu'exige son travail.

Ce voyage-ci a pour but d'annoncer la nouvelle à Cécile : prochainement, les amants pourront vivre ensemble à Paris. C'est donc joyeux d'avoir pris cette décision, inquiet à l'idée de l'exécuter, que Léon, tel est le nom du voyageur, prend place dans un compartiment de troisième classe.

Or, ce voyage, ce long voyage — presque vingt-deux heures — représente pour Léon beaucoup plus qu'un déplacement dont il a l'habitude : c'est une occasion d'évoquer tous les grands événements de sa vie sentimentale, qui ont toujours eu lieu sur ce trajet. Voyage de noces avec Henriette, rencontre avec Cécile, et maintenant échappées fréquentes vers ce nouvel amour. A Rome, cité magique, Léon reconquiert chaque fois jeunesse et bonheur.

Ainsi songe-t-il, enfermé avec les souvenirs de son passé, ses projets d'avenir, dans ce train qui ne cesse de fuir, et il mêle aux méditations sur lui-même les rêveries que lui inspirent ses compagnons.

Mais à mesure qu'avivées par l'égrènement familier des stations — Chambéry, Modane, Pise... — les images du passé envahissent le présent, une vérité se fait jour : Léon n'aime pas Cécile pour elle-même, à travers elle c'est Rome, sa liberté, qu'il s'imagine étreindre. Arrachée à Rome, cette femme perdrait son pouvoir, deviendrait une chaine, une seconde Henriette. Autant, pour la paix de tous, demeurer avec la première.

Lorsque Léon descendra du train, au terme de son voyage, qui est aussi celui du roman, il ne lui restera qu'à constater la « modification » survenue dans ses projets : il ne va pas vivre avec Cécile, il ne la verra même pas, il faut rester avec Henriette. Voyage pour rien, mais qui n'était pas inutile.

LE revirement amoureux — un peu vite indiqué — recouvre en fait une autre rupture, plus grave. *La Modification* est le récit de cet instant capital où un homme vieillissant décide brusquement que sa vie est faite ; où, larguant illusions et espoirs, il « lâche ». Moment affreux, mais qui ne va pas sans un certain soulagement : jouer à l'homme qui a de l'avenir, à partir d'un certain âge l'effort est trop rude. Et Cécile (elle est encore jeune) laissée en plein combat, Léon entre dans la vieillesse comme on se met à l'abri : lâchement peut-être, mais quelle enviable paix ! Il va écrire un livre.

ECRIVAIN sensible, plein d'intelligence — on se souvient de *L'Emploi du temps* — Michel Butor a l'art d'introduire à ce point exact de la conscience de ses héros où naît la personne. Voyez Léon, entre Mâcon et Bourg, dans le coin couloir sens de la marche. Il songe à cette fille, à cette robe qu'elle portait place Navone, au sourire d'Henriette qui lui est alors apparu. En même temps, il observe minutieusement le tapis de fer chauffant où évoluent des débris divers dont il retrace l'origine : c'est un militaire, face à lui, qui a jeté en boule ce papier journal. Qui est ce militaire ? Où va-t-il ? Léon lève la tête, croit entrevoir par la vitre des personnages fantastiques, il se remémore avec une précision de connaisseur certains tableaux du Vatican, réfléchit à l'origine de l'Eglise romaine. Quand donc passera le garçon du wagon-restaurant ? Sa voisine endormie incline la tête de son côté, et Léon n'y est pas insensible. Aime-t-il cette fille ? D'où lui vient soudain cette tristesse ? Prendre un cafelatte à la stazione Termini demain. Passe la gare d'Aix-les-Bains, qu'il est dur de prendre une décision. Eh quoi ! serait-il donc faible ?

Ainsi, perceptions, souvenirs, rêveries, hallucinations, réminiscences culturelles, cohérence apparente recouvrant de brusques écarts, eux-mêmes ramenant invisiblement au mal secret, tout se mêle harmonieusement pour composer Léon, esprit cultivé, tempérament minutieux, inquiet, douloureux de cœur, un doux.

Telle est la sonorité de cette œuvre, un peu lente peut-être, mais profondément romanesque.

Le livre refermé, on pèse enfin les avantages de ce vouvoiement insolite. Déclarer : « *Vous avez assassiné la rentière* », ce n'est pas l'affirmer, c'est demander implicitement : « Est-ce vrai ? » Ainsi se conduit Michel Butor vis-à-vis de Léon : à l'entendre, on pourrait le croire assis dans le même compartiment que son héros ; il regarde cet inconnu et, par intuition, tâche de reconstituer son existence (Léon se permet exactement la même chose en ce qui concerne les autres voyageurs), puis lui demande muettement : « Ai-je raison ? » C'est se refuser le don de double vue que s'accordent si souverainement les romanciers, jouer les naïfs : que peut-on savoir de plus, sur un autre, que ce qu'on imagine ? Pour tout dire : je romance et je l'avoue...

En se faisant petit devant ses personnages, cet écrivain de talent retrouve, à sa façon, le roman classique : un homme qui balance entre deux hommes et finira, tel Adolphe, par se préférer. Le renouvellement de la forme n'est cependant pas inutile, en s'adressant à Léon, c'est à tout lecteur que Michel Butor lance son interrogation brûlante : « Qui êtes-vous ? Où allez-vous ? Qui aimez-vous ? M'entendez-vous ? ».

(1) *La Modification*, par Michel Butor, Ed. de Minuit, 235 pages, 900 francs.

Mais ce que le livre de Nicolas Baudy apporte d'unique, c'est la voix de quelques Hongrois, ni écrivains ni journalistes, qui rapportent simplement leur expérience, chacun à sa manière, chacun dans son domaine. Le ton, la sincérité, la pudeur de ces témoignages ne font qu'accroître l'horreur et le sentiment d'impuissance qu'on éprouve à se mouvoir dans l'absurde.

Mais le personnage occulte le plus terrifiant, celui qu'on retrouve dans le récit de chacun parce qu'il a pour chacun décidé de sa vie — et souvent de sa mort — c'est le *Kader*, le dossier, la biographie...

Comme on naît sous une bonne ou une mauvaise étoile, on naît sous un bon ou sous un mauvais *Kader*. C'est lui qui fait que tel qui voulait être ingénieur sera musicien et tel musicien qui voulait cultiver la terre. C'est lui qui déporte, interne, emprisonne.

Les catégories du *Kader* sont précises et inéluctables. Par ordre de « noblesse » décroissante », vous êtes m1 (fils de mineur, de métallo, de haut fonctionnaire du parti ou de membre de l'A.V.H.), m2 (fils d'ouvrier moins aristocratique), p1 (fils de paysan pauvre), p2 (de paysan moyen), p3 (de paysan riche), e (fils d'intellectuel), é (*eggèb*, ce qui signifie tristement : et cetera, c'est-à-dire le déchet : fils d'artisans, de petits commerçants, *etc.*) ou enfin X, le terrible X qui englobe les fils d'officiers, de nobles ou de hauts fonctionnaires des anciens régimes. Avoir eu un père tonnelier ou boulanger est un crime qui vous poursuivra la vie entière... On comprend que les dépressions nerveuses fleurissent dans les universités hongroises comme ici les rhumes de cerveau.

POÉSIE

● *Les Espagnols font de la poésie sans le savoir.*

Anthologie de la poésie espagnole

par Mathilde Pomès. Ed. Stock. 304 pages, 1 380 francs.

POUR le lecteur français incapable de lire un poème espagnol dans le texte, cette anthologie de la poésie espagnole est avant tout une aide à l'importation des auteurs transpyrénéens. On y trouve un choix d'œuvres assez étudié pour tirer d'affaire le profane désireux de s'initier à l'immense production poétique d'un pays où la sonorité de la langue est telle que l'on y fait — contrairement à M. Jourdain — des vers sans le savoir.

De ce point de vue, l'effort de sélection du traducteur pouvait paraître désespéré, mais le résultat est beaucoup plus qu'honorable, bien qu'on se demande la raison de certaines exclusives, comme celle qui frappe Miguel Hernandez.

En revanche, dès que l'on feuillette l'ouvrage où le texte espagnol est confronté avec la traduction française à chaque page, l'impossibilité apparaît de transposer dans une langue éminemment cartésienne, où la finesse du concept l'emporte sur la saveur du mot, le chaos d'images, de sons et de distorsions syntaxiques auquel se prête le génie ibérique.

Peut-être le surréalisme a-t-il réussi à introduire dans la poésie française un peu du désordre naturel à l'expression poétique espagnole, mais il eût été évidemment abusif de traduire en termes surréalistes des poèmes qui ont une structure éminemment classique dans l'original.

D'autre part, le poète espagnol se trouve lui-même entraîné par le rythme et l'ampleur du verbe à sacrifier trop souvent le contenu à la forme, de sorte que la transcription en français donne l'impression, dans bien des cas, d'une indigence réelle de la pensée.

Dialogue de sourds ? Sans doute, en partie. Mais l'anthologie de Mathilde Pomès offre au moins le mérite de permettre au lecteur insuffisamment familiarisé avec la langue espagnole de s'exercer au double travail qui consiste à lire la traduction avant de se réciter le poème traduit. Si quelques-uns en prennent la peine, alors ce grand effort de recherches et de transcription — qui embrasse toute une littérature depuis les origines jusqu'à nos jours — n'aura pas été vain.

Numéro spécial - 130 pages
DE LA TROÏKA AU SPOUTNIK
ou les 40 ans d'existence de l'Union Soviétique dans la Revue mensuelle :
ÉTUDES SOVIÉTIQUES
N° 116 - Novembre 1957
Une collaboration et des documents exceptionnels avec une carte de l'U.R.S.S., en couleurs, ainsi que les armes et drapeaux de toutes les républiques confédérées
Kiosques - Librairies - Le N° 40 francs - Abonnement un an : 400 francs
C.D.L.P. - 142, boulevard Diderot - PARIS (12e) - C.C.P. Paris 4629-39
Spécimen gratuit sur demande

CHIENS de COLETTE
le plus sûr ami de l'homme par celle qui fut la plus sûre amie des bêtes
Un volume illustré
DU MÊME AUTEUR
CHATS
Un volume illustré
34ème mille
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

MAC KINLAY KANTOR
Andersonville
PRIX PULITZER 1956
Le roman de la guerre de Sécession
3.000.000 d'exemplaires vendus aux Etats-Unis
EDITIONS FRANCE EMPIRE

LAVAGE

Le « savoir laver » des chandails

MULTIPLICITE des fibres nouvelles, publicité faite autour de produits inconnus il y a dix ans, étiquettes, labels, etc., autant de raisons de s'y perdre même pour une femme avertie. Le lavage des tricots, quelle que soit la fibre dans laquelle ils sont tissés, est une question de bon sens et de soins. Voici quelques leçons que Mme Express a tirées de ses expériences personnelles :

La laine

(*Tricots confectionnés main ou machine.*)

● LAVAGE : A l'eau tiède (35 à 40° maximum) pour blanc ou couleur. A l'eau froide, pour articles multicolores. Ne jamais frotter pour éviter le feutrage.

● RINÇAGE : Eau à la même température que celle du lavage. Plusieurs bains pour obtenir un rinçage à fond. Ajouter un peu de vinaigre dans le dernier bain pour fixer la couleur (deux cuillerées à soupe environ).

● SÉCHAGE : Toujours à plat, sur une serviette éponge, à l'ombre, loin d'une source de chaleur. (Ne jamais laisser la pièce en tas humide, en attendant pour la faire sécher de finir d'autres lessivages.)

● REPASSAGE : Une fois le lainage tout à fait sec. En utilisant une pattemouille très légèrement humidifiée, et un fer doux, sans appuyer.

● 3 BONS PRODUITS : Savon en paillettes *Lux*. Savon en flocons *Sifuso*. Liquide *Solilaine.*

La soie naturelle

Pour le lavage et le rinçage, mêmes précautions à prendre que pour la laine. Séchage également.

● REPASSAGE : Tricot à peine sec, à l'envers avec un fer doux. (Surtout ne pas laisser sécher pour humidifier à nouveau.)

● 2 BONS PRODUITS : *Solisoie. Corail.*

Les fibres artificielles

(*Cellulosiques ou protéiques.*)

● LAVAGE : Manipuler avec précautions. Ne pas tremper dans un bain trop concentré.

● RINÇAGE : Sans vinaigre.

● REPASSAGE : A sec, sans pattemouille, à l'envers, avec un fer excessivement doux, presque froid.

Les fibres synthétiques

(*Polyamides* (*nylon, perlon, rilsan*). *Polyesters* (*tergal, dacron, térylène*). *Polyvinyliques* (*Rhovyl, Thermovyl*).

● LAVAGE : Mêmes précautions que pour la soie naturelle.

● RINÇAGE : Sans vinaigre.

● SÉCHAGE : Sans aucun essorage. Suspendre sur un cintre en matière plastique au-dessus d'un récipient destiné à recueillir l'eau qui glisse.

● REPASSAGE : Inutile si le séchage a été bien fait.

(*Polyacryliques* (*Crylor, orlon, dralon, acrilon*).

● LAVAGE ET SÉCHAGE : Comme pour la laine.

● REPASSAGE : Inutile la plupart du temps si le séchage à plat a été bien fait. En cas de nécessité, doit être exécuté à sec avec pattemouille à peine humidifiée et fer très doux.

● 3 BONS PRODUITS : *Réo-Nylon. — Solisoie. — Corail.*

Ce qu'il faut savoir

● Les savons en paillettes (Lux) ou flocons (Sifuso) conviennent parfaitement pour tous les lavages délicats, mais leur action peut être entravée par la présence de calcaire dans l'eau (eau dure), ou par le chlorure de so-

→

Préparez-vous au ski
Vous profiterez mieux de votre séjour à la neige si, dès maintenant, vous exercez rationnellement votre corps
Chez DORIS HALPHEN, 16, r. Saint-Simon
on s'entraine gaiement et sans fatigue
Renseignements : LIT. 70-58

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :

● SOURI en prenant de l'essence à la station-service Esso, 1 bis, quai de Bercy. Les quatre pompistes servent les clients d'autant plus rapidement qu'ils sont montés sur patins à roulettes. Après avoir utilisé ce moyen de transport à des fins publicitaires, ils se sont aperçus que, grâce à leurs roulettes, ils pouvaient se déplacer plus facilement et les patineurs professionnels qui avaient été embauchés au début ont définitivement opté pour le métier de pompiste.

● ASSISTE à la présentation de « 36 costumes en quête d'auteurs » organisée par la Fédération Nationale des Fabricants de Vêtement Masculin. Cette manifestation a lancé à Paris et dans toutes les grandes villes de France la nouvelle mode pour les hommes. Elle a appris que cet hiver les hommes :

● Auront envie de vert ● Préféreront les tissus secs ● Choisiront des pantalons sans revers, larges de 22 centimètres ● Adopteront, même le soir, le veston droit.

A condition qu'ils puissent s'acheter un costume, bien entendu.

● LAVE un nouveau tissu 100 % laine : le Corilaine. Il a l'aspect d'un crêpe fin, au tissage un peu granuleux, et existe dans une gamme de 25 coloris. Il ne rétrécit absolument pas au lavage et se repasse très facilement. Un traitement spécial lui permet de ne pas se froisser. C'est un tissu parfait pour celles qui aiment le blanc l'hiver ou pour les robes d'enfants. En 90 cm de large, il coûte 1.450 francs le mètre, chez Corot à Paris, ce qui est raisonnable pour du lainage.

● APPRIS que le magasin de disques de l'avenue Franklin-Roosevelt n'était pas le seul à consentir une remise de 20 % à ses clients. Il existe à Paris un autre

La « femme-fleur »...

« libre-service disques » qui depuis un an pratique le système des « discount-houses ». Il s'agit du Comptoir des Disques, 1, rue René-Boulanger.

● DECOUVRE qu'il existe en France une association pour la « Maternité heureuse », présidée par le docteur Lagroua-Weill-Hallé. Fondée en mars 1956, elle a pour but d'attirer l'attention des milieux politiques et médicaux sur le problème créé en France par la loi de 1920 qui interdit de « révéler tout moyen propre à prévenir la grossesse », et qui met quotidiennement en conflit la conscience professionnelle du médecin et son respect de la loi.

...peut avoir les cheveux longs

● FAIT LA CONNAISSANCE de la « femme fleur », coiffure lancée par Guillaume. Elle permet à celles qui veulent conserver leurs cheveux longs et leur cou dégagé d'échapper au style « gouvernante anglaise » que donne facilement le chignon.

● BU chez elle un merveilleux café tout frais grillé, composé d'un mélange à son goût enrichi de moka.

Cher... Evidemment (425 francs la demi-livre). Mais de premier ordre. Avis aux vrais amateurs qui seront peut-être contents de connaître son fournisseur (Paul Faguais, 12, rue Washington).

● VISITE le Service de Lavabilité des Savonneries Lever.

Dans ce centre expérimental, des spécialistes étudient à longueur d'année des problèmes fort complexes qui vont de la résistance des tissus à l'efficacité des produits utilisés (les leurs et ceux des concurrents).

Ils étudient les meilleures méthodes de lavage à la main ou à la machine. Font des tests portant aussi bien sur des échantillons de tissus que sur des articles confectionnés, et établissent des rapports aussi techniques que confidentiels. Grâce à ces indications précises les fabricants et teinturiers sont à même d'améliorer leur marchandise.

Ces rapports permettent l'établissement des certificats de lavabilité indiqués sur certaines étiquettes vendues avec le tissu.

Enfin, ce service est chargé de se pencher sur les réclamations éventuelles de la clientèle et de former des démonstratrices qui vont porter la bonne parole à domicile (600.000 démonstrations en 1956 pour la France seulement) et dans les écoles ménagères.

Si après tous ces efforts conjugués les femmes françaises ont des problèmes de lessive, c'est vraiment qu'elles y mettent de la mauvaise volonté !

● FLEURI sa maison avec des fleurs achetées aux Halles après sept heures du soir, qu'elle a payées moitié moins cher que chez sa fleuriste habituelle.

Pour tous vos TRICOTS

LAINES DU BON PASTEUR ET DE St EPIN
40, RUE St DENIS - PARIS 1er - GUT. 86-30
QUALITÉ • COLORIS • PRIX

La Collection la plus riche de Paris

MERCEY
Spécialiste
PEAU et CUIR
habille l'homme et la femme
en "prêt à porter" ou "sur mesures"
50, Av. Victor-Hugo

Astrakan
Agneau des Indes Ondatra
Vestes, 3/4, Manteaux
Modèles Haute Couture
TRÈS JEUNES
Manteau bel astrakan pleine peau : 150.000
HERZOG
Importation directe Ateliers à Paris
90, rue de Provence, PARIS 9e
TRI. 09-34 - Métro Havre-Caumartin

Quilichini
Escarpins femme, montage main. Depuis .... 6.900 fr.
Pour hommes, modèles sélectionnés, depuis .... 6.000 fr.
86, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

AMANDINE
61, rue La Boétie - PARIS (8e)
ELY. 40-42
UNE COLLECTION COUTURE DU TONNERRE
JERSEY - TRICOTS - BAS

ROYALDAIM
Cannes - Paris - Deauville

COUTURE EN DAIM ET PEAU
GRAND CHOIX de 17.000 à 69.000
74, rue de Rennes - LIT. 44-84
et au quartier latin :
L'ANTILOPE 34, rue des Ecoles DAN. 67-53 (5e)

Victor Ségard
FOURRURES
17, rue de la Pompe, Paris (16e)
Métro MUETTE TRO. 21-06

Etablissements PERFILS
MANUFACTURE DE TRICOTS
PULLS HAUTE FANTAISIE
DAMES - ENFANTS
88 et 88 bis, r. du Faubourg-du-Temple
PARIS - XIe
Tél. : OBE. 14-83

dium (sel contenu dans les vêtements imprégnés de sueur).

● Certains détergents de synthèse (type Omo, Crio, Tide) sont doués d'un pouvoir dégraissant très énergique. Ils lavent et moussent même à l'eau froide et calcaire. Mais cet avantage est compensé par le fait même du pouvoir dégraissant de ces produits lorsqu'il s'agit de fibres renfermant une graisse intérieure naturelle (laine, soie naturelle, etc.), qu'elles doivent conserver pour garder au tissage toute sa souplesse.

● Le rétrécissement des tricots de laine peut être imputable à une double cause : lavage à l'eau trop chaude (ou trop froide) ; séchage sur un radiateur ou près d'une source de chaleur qui dessèche la fibre.

● Le feutrage peut être imputable au lavage dans de l'eau calcaire. Au frottement. Au changement de température entre eaux de lavage et de rinçage.

● Des tricots parfaitement lavables et bon teint peuvent ne pas être impeccables après un premier lavage. La faute en est peut-être à certains apprêts. C'est pourquoi nous conseillons à nos lectrices de faire nettoyer une première fois leurs chandails chez le teinturier, puis de les laver par la suite.

● Pour remettre en forme les tricots qui doivent sécher à plat, une bonne précaution que Mme Express vous a plusieurs fois recommandée, consiste à en prendre un gabarit lorsqu'ils sont neufs. A dessiner ce contour à l'encre indélébile sur une serviette éponge usagée. Au moment du séchage, il devient enfantin de le tendre de manière à lui rendre sa forme primitive.

● Les tricots multicolores doivent TOUJOURS sécher à plat, avec une serviette éponge intercalée entre les épaisseurs, pour éviter un dégorgement toujours possible d'une couleur sur l'autre. La décalcomanie est chose courante en matière de séchage d'articles colorés.

Taches

Les fibres tant naturelles que synthétiques réagissent toutes de façons différentes aux détachants habituellement utilisés par les ménagères. Mme Express conseille de ne pas tenter d'essais qui pourraient être catastrophiques. Si sur un tricot lavé dans un bain à base de détergent de synthèse (Corail par exemple) des taches réapparaissent, ne pas insister. L'apporter chez un bon teinturier.

Les dix commandements

● Utiliser de l'eau tiède presque froide et JAMAIS d'eau chaude. (Si l'article est très sale, mieux vaut recommencer plusieurs fois l'opération.)

● Faire dissoudre le produit de lavage à fond, avant de tremper le tricot dans le bain. Bien doser ce produit en se référant exactement au mode d'emploi indiqué sur les emballages.

● Préparer des bains importants, pour laver dans beaucoup d'eau. En aucun cas, ne saupoudrer de lessive après coup.

● Penser à vider les poches, et à brosser les tricots avant de les tremper. Une épingle peut rouiller, le tabac jaunir, un fil de couleur déteindre.

● Vérifier que le tissage est « bon teint », en tout cas laver chaque pièce séparément.

● Laver VITE, sans laisser la pièce tremper, ne JAMAIS FROTTER, fouler l'article du bout des doigts.

● Supprimer l'eau de Javel une fois pour toutes.

● Rincer avec de l'eau à la même température que l'eau de lavage.

● Essorer SANS TORDRE, en pressant l'article dans une serviette éponge.

● Faire sécher en séparant les épaisseurs.

MODE

Une valeur en hausse

A la bourse de la mode, il y a les valeurs fluctuantes : ceinture, tissus, ampleur des jupes, il y a les valeurs sûres, mais calmes : manteau droit, robe chemisier, et il y a une valeur qui ne fait que monter depuis dix ans : le tricot.

Ce n'est pas celle qui fait le plus parler les journaux spécialisés, ce n'est pas celle qui fait le plus rêver les femmes, mais en définitive, c'est sous le signe du chandail que se placera la femme 1945-19.. ou — pourquoi pas — 2000.

Si les fabricants ont eu de la chance depuis dix ans, ils ont aussi beaucoup travaillé. C'est souvent dans les tissus à maille que les lignes modernes sont d'abord adaptées à un prix raisonnable. N'est-ce pas en jersey de coton ou en fibre synthétique que sont apparues les premières robes-chemises l'été dernier ? Souvent, également, la bonneterie se risque à employer les fibres nouvelles avant les tisseurs. Il faut ajouter que si la haute couture et la confection françaises se sentent à la naissance de la mode, les fabricants de tricots sont, eux, sérieusement concurrencés par l'Italie, ce qui les oblige à un constant effort de renouvellement.

Cet hiver, deux tendances dans la « mode-maille » : la robe-chandail et les fibres lavables.

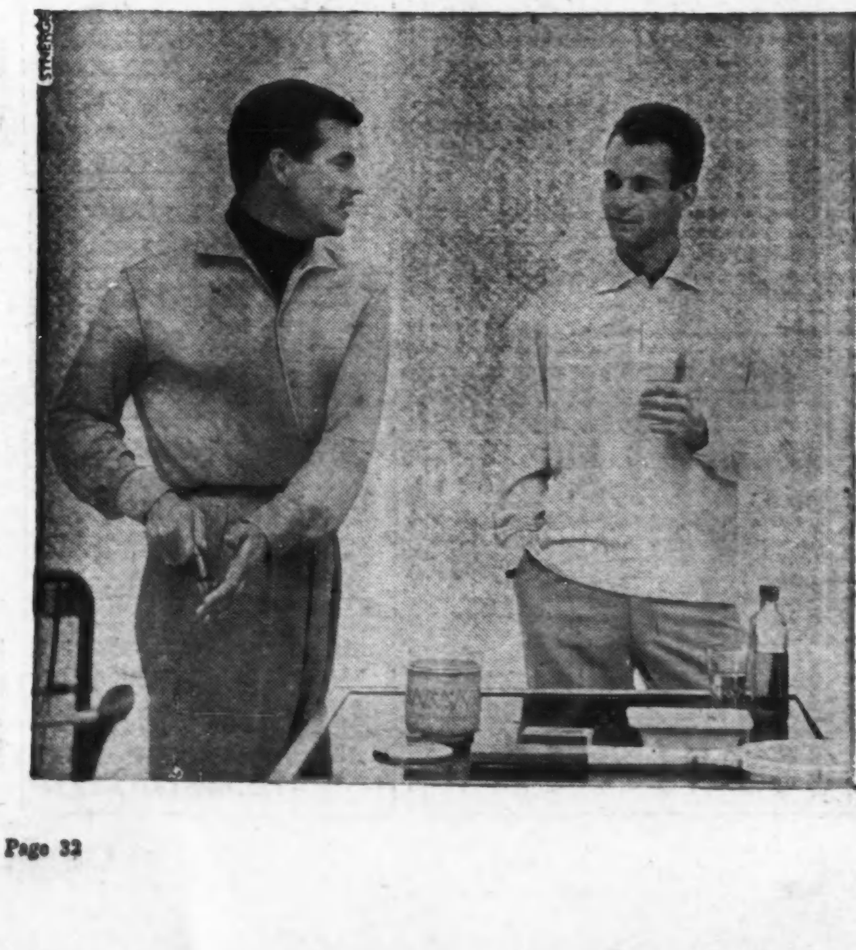
CHANDAIL-CHEMISE...
Cette année les chandails...

La robe-chandail

Profitant de la ligne souple, sac, et sans taille, les fabricants lancent cette année en grand les robes qui ressemblent à des chandails prolongés jus-

FRANCK & FILS
80, rue de Passy - PARIS
Quinzaine du Tricot

ligne tricot
lancée par
TRICOSA
PARIS
PUBLICIS 3



créations
ERAM
Polo-shirt et chemise à col transformable en jersey de NYLON BAN-LON.
On peut les porter avec un plastron indépendant.
ERAM les fabrique en 12 coloris vifs ou pastels.
Ces articles ont toute la souplesse et la douceur BAN-LON. Ils sont solides, indéformables. Faciles à laver, ils n'ont jamais besoin d'être repassés.
Ban·Lon
il faut y toucher pour y croire !
Pour tous renseignements
S.E.P.A.F.T.
123, Champs-Elysées - Paris 8e
BAL. 83-73

qu'au genou. Elles en ont les avantages : confort, facilité d'achat en confection, chaleur, mais elles en ont également les inconvénients : le soir... on a l'air d'être en chandail, et la « maille » se déforme plus facilement que le tissu.

Nous avons choisi trois modèles qui illustrent cette mode :

● EN FINES COTES ANGLAISES DE VICWOOL (mélange de laine et viclon),

...CHEMISE-SWEATER... ...OU CHEMISE-TABLIER

...se prolongent jusqu'aux genoux

le « chandail-chemise » à manches raglan et col montant. Il a l'avantage de se laver parfaitement et de se reformer au lavage. Il existe en noir, blanc, gris, jaune et bleu roi (modèle Safino, en vente à Paris chez Denise Milon, 19, rue du Colisée; à Lyon, chez Flora Novel, 16, rue Emile-Zola ; à Marseille, chez Snob, 104, rue de Paradis ; à Strasbourg, chez Irko, 22, rue du 22-Novembre, 15.750 francs).

● EN FIN TRICOT DE LAINE, la «chemise-sweater » de Renée Collard (qui créa la première les robes de tricot il y a dix ans). Son astuce : elle est vendue en demi-mesures. A l'essayage, les coutures de côté et l'ourlet ne sont pas terminés. Cela permet d'ajuster la robe à la pointe des hanches, détail important dans la robe droite.

● EN JERSEY DE LAINE A COTES, la « chemise-tablier » boutonnée de haut en bas, adoucie par deux poches qui coupent la ligne et une couture de côté très légèrement reprise. Pour celles qui le désirent, ce modèle est également vendu avec une ceinture. (Tricosa, 17.950 francs, chez Mony, 33, avenue de l'Opéra.)

Le chandail en fibres lavables

En « on », en « al » ou en « or », toutes les fibres synthétiques se font cette année chandail. Elles ont à peu près toutes les mêmes qualités de lavabilité et de solidité, mais elles n'ont pas toutes le même aspect. En général, elles sont moins chaudes que la laine, mais elles protègent cependant très suffisamment quand on vit dans un endroit chauffé. Voici une liste de modèles que nous avons vus. Pour faciliter votre choix, nous les avons classés par fibre et par forme d'encolure. Il y a trois styles d'encolures : le ras du cou, le décolleté en pointe et le petit col. A noter : c'est surtout le col qui est à la mode cette année dans le style « polo-shirt ».

Nous avons vu :

● EN CRYLOR décolleté en pointe : un twin-set à manches longues. Le crylor traité par Timwear a exactement le toucher du cachemire. C'est le tout dernier-né des chandails « synthétiques ». Il ne sera mis en vente que vers le 15 novembre chez les dépositaires de cette marque au prix approximatif de 4.500 francs le pull-over et 5.700 francs le cardigan dans une gamme de neuf coloris, dont les plus heureux nous ont semblé être le vert bronze, le jaune acidulé et le rouge flamboyant.

● EN VICLON à petit col, un polo-shirt à manches longues, trois petits boutons devant, fully-fashioned. Le viclon qui est une fibre à base de maïs a exactement le toucher d'une laine de belle qualité, il ne feutre absolument pas et résiste remarquablement au lavage au point de vue coloris. Les couleurs les plus heureuses sont à notre avis l'orange, le bleu ciel et le blanc. Modèle Eram, en vente à Paris chez Carole Paris, passage du Lido, 6.200 francs.

● EN ORLON, RAS DU COU : un pull-over classique à manches longues, avec fermeture à glissière courte dans le dos. L'orlon a de graves défauts quand il n'est pas de très bonne qualité, parce qu'il «bouloche». Celui que nous avons vu, étant plus épais, résiste bien à cet inconvénient. L'orlon reste très intéressant en blanc parce qu'il ne jaunit absolument pas au lavage. Modèle Vitos en vente à Paris chez Nyris, 30, faubourg Saint-Honoré, 4.200 francs.

● EN TERGAL, décolleté en pointe : un twin-set à mailles plissées, qui ressemble un peu à du fil d'Ecosse. Le tergal 100 % vient d'être lancé sur le marché depuis une semaine. Il est moins chaud que les autres fibres, mais, au dire des fabricants, il offre l'avantage d'être « air-conditionné », c'est-à-dire aussi agréable à porter en hiver qu'en été. Il existe en douze coloris, mais, comme toutes les fibres synthétiques, il nous a semblé plus joli dans les tons pastel. Il existe également des polos dans la même matière. Modèle Pierany, en vente à Paris chez Erès, 108, boulevard Haussmann. Le pull : 4.800 fr.; le cardigan, 5.900 fr. ; le polo, 8.700 fr.

● EN DUVELON, décolleté en pointe ou ras du cou, ou à petit col, des chandails à manches longues. Attention, le duvelon n'est pas le nom d'une fibre, mais un traitement, mis au point par Intexa, et qui, appliqué à l'orlon, l'empêche de pelucher et lui donne un aspect velouté et un touché extraordinairement doux. (Modèle Tilbury, en vente à Paris au Printemps et aux Galeries Lafayette : décolleté en

——→

TIMWEAR COMMUNIQUE...

Une grande nouvelle qui intéressera toutes les femmes : les sweaters TIMWEAR sont... timwear... isés !

Un nouveau traitement, le triple traitement Tim, mis au point par TIMWEAR, assure à ses laines Tasmanian Wool, en plus des caractéristiques essentielles de qualité, trois avantages exigés par sa réputation.

- Aspect impeccable en toutes circonstances ;
- Douceur et finesse de toucher ;
- Irrétrécissabilité et infeutrabilité absolues. Tous les modèles de la collection TIMWEAR Automne-Hiver seront donc vendus sous triple assurance attestant leur triple traitement Tim.

Un avantage de plus qui fera de la Collection TIMWEAR l'événement de la saison.

TROUVERE, création TIMWEAR

Et TIMWEAR, toujours à l'avant-garde du tricot, présente en exclusivité des sweaters « fully fashioned » en CRYLOR H. R. Nouvelle fibre prodigieuse, ultra-moelleuse, ultra-souple, ultra-lavable, le CRYLOR H. R. conserve indéfiniment l'aspect séduisant du neuf.

La griffe TIMWEAR « signe » toujours un sweater de classe.

La signature des créations élégantes

CHANDAILS ET VESTES POUR LE SPORT EN :

Laine imperméable
Mérinos Dylan
Viclon
Poil de chameau
Mohair
Vicwool

ADRESSE DES DÉPOSITAIRES SUR DEMANDE :

ERAM 2, rue Geneviève Couturier RUEIL-MALMAISON (S.-et-O.)

VELOURDIN POILUX
tissus idéals
POUR VÊTEMENTS ET AMEUBLEMENT
TISSUS NOUVO
29, RUE DU SENTIER, PARIS
ESCALIER B GUT 10-75
VENTE AU DÉTAIL : GRANDS MAGASINS ET TOUTES BONNES MAISONS

GO
La Sandalette de qualité
MARQUE DEPOSEE
Ets GIRARD ET CAZENAVE
ORTHEZ
B.-P.
Téléphone N° 55

PONT-L'ÉVÊQUE
☆
LEVASSEUR
toujours
LE MEILLEUR

Oui Madame... c'est pratique

LUXUEUX DÉCORATIF
CRÉE PAR Overwear Candlewick
LE FAMEUX
COUVRE LIT
CANDLEWICK
LAVABLE
LE LIT NATIONAL
2, Place du Trocadéro - PARIS
PARIS CONFORT
5, Rue Lafayette - PARIS

pointe, 3.750 fr. ; ras du cou, 3.450 fr.; polo, 4.500 fr.)

Le duvelon est au point dans des tons délicats rarement réussis en fibres synthétiques.

● En banlon, ras du cou, un twin-set new-fashioned (c'est-à-dire à manches montées, mais malgré tout diminuées). Comme le duvelon, le banlon est un traitement que l'on fait subir à la fibre, il s'applique surtout au nylon pour les chandails et les robes et au rilsan pour les sous-vêtements. Ses qualités : indéformable, infeutrable, etc. Comme le tergal, il est vendu comme étant chaud l'hiver et frais l'été. Modèle Transocéan, en vente à Paris chez Pary, rue de la Chaussée-d'Antin : le pull-over, 3.600 fr. ; le cardigan, 4.000 fr.

La soie

Enfin, la mode venue d'Italie du chandail en jersey de soie serait un triomphe si elle ne présentait un défaut majeur : les chandails de soie sont encore très chers. Et bien qu'ils remplacent pratiquement une robe habillée... A titre d'exemple, voici quelques modèles que nous avons vus :

● Ras du cou : un chandail classique à manches longues et fermeture à glissière dans le dos, en jersey de soie naturelle, existe en noir, sable, ciel et orchidée. 7.150 fr. chez Corot, 65, Champs-Elysées.

En « on » au ras

● Un twin-set : polo à manches courtes et cardigan ras du cou à manches longues, fully-fashioned, en soie naturelle, existe en noir, or, rouge foncé, bleu ciel et blanc. Le chandail, 7.950 fr. ; le cardigan, 10.200 fr. (Modèle Tricosa, en vente à Paris chez Jean Damien, 90, faubourg Saint-Honoré.)

● Un chandail a petit col rond, manches trois quarts, fermeture à glissière dans le dos, en soie naturelle, existe en blanc, beige, bleu ciel et vert mousse, modèle Demolliens, en vente à Paris chez Dominique Verdet, 3, faubourg Saint-Honoré, 13.900 fr.

Deux trucs Express

● Si vous avez un chandail que vous aimez, mais dont l'encolure s'est détendue, réassortissez cinquante centimètres de mousseline du même ton — ou du ton de la jupe que vous portez avec. Glissez ce foulard mince dans votre encolure, pour le maintenir, passez chaque extrémité sous la bretelle du soutien-gorge. Si vous êtes paresseuse, vous pouvez vous abstenir de l'ourler... mais pas de le repasser régulièrement.

En « al », à col

● Si vous n'arrivez pas à trouver un lainage « collé » au ton de votre chandail, cherchez dans les velours de coton unis et lavables. De coloris moins « plats », ils offrent plus de ressources. Et si vous cédez à la folie du chandail de soie, vous avez un ensemble vraiment « habillé ».

LOISIRS

Jeudi bien rempli (fin)

VOICI la liste des organismes qui permettent de combler de façon à la fois instructive et distrayante les loisirs des écoliers. Mme Express a déjà publié (« L'Express » n°s 329 et 330) les adresses des ateliers d'art et des académies de musique.

Clubs à activités diverses

● Claire-Joie, 103, avenue des Ternes, Eto. 39-36. Garçons et filles de huit à quinze ans. Peinture, céramique, marionnettes, décoration, cinéma et activités de plein air.

Tous les jeudis après-midi. La séance dure trois heures : une heure et demie de cinéma et une heure et demie de l'activité choisie par exemple.

Le carnet de dix tickets valables toute l'année : 4.000 fr.

● Club du Jeudi, 4, rue N.-D.-des-Victoires, Cen. 25-09.

Pour jeunes israélites de moins de quinze ans : atelier, sports et jeux.

Inscription tous les jeudis de 14 heures à 17 heures : 2.000 fr. pour l'année.

● Club Anglais du Jeudi, 6, avenue Van-Dyck, Car. 26-66.

Les enfants jouent sous la direction de monitrices anglaises et commencent l'apprentissage de la langue anglaise à partir de six ans.

Tous les jeudis, de 14 h. 30 à 17 h.

Prix trimestriel selon le nombre de jeudis. Pour le premier trimestre 57 : 6.000 fr.

Sports

● Les Elfes, 215, bd St-Germain, Lit. 30-75.

Filles et garçons de six à douze ans. Stade, gymnase et piscine, le jeudi à 14 h 30.

Droit d'inscription : 500 fr.

Cotisation annuelle pour le stade : 1.500 fr., assurances comprises.

● Ufolep, 3, rue Récamier, Lit. 42-15.

L'Union française des œuvres laïques d'éducation physique est chargée de renseigner les élèves des écoles publiques qui désirent faire de la gymnastique ou pratiquer un sport.

En « or », en pointe

● Touring-Club de France, 65, avenue de la Grande-Armée, Pas. 62-65.

Le « Groupe des Jeunes » propose ski, randonnées à bicyclette, canoë et équitation à des prix très raisonnables. Se renseigner sur place pour chaque activité. Adhésion : 1.000 fr.

RECETTE

Le Pilaf de Coques

(*pour quatre personnes*)

300 *grammes de riz.* — 4 *litres de coques.* — 2 *cuillers à soupe d'huile.* — 50 *grammes de beurre.* — 1 *gros oignon.* — 1 *petite boite de sauce tomate concentrée.* — *Sel, poivre.* — 1 *brindille de thym.* — 1/2 *feuille de laurier.*

● Laver les coques à grande eau, les faire ouvrir sans eau à feu vif. Les décoquiller ● Filtrer l'eau que les coques ont rejetée ● Laver le riz, bien le sécher ● Faire chauffer l'huile, y jeter l'oignon émincé ● Y faire blondir le riz, puis mouiller avec l'eau des coques dans laquelle on aura délayé la tomate concentrée. (Il faut deux fois le volume du riz en liquide. Si nécessaire, ajouter un peu d'eau.) ● Aromatiser avec thym et laurier ● Faire cuire ● En fin de cuisson, ajouter les coques, bien mélanger, assaisonner ● Et incorporer le beurre ● Mélanger délicatement. Servir soit dans une timbale, soit moulé, puis retourné sur un plat rond.

UNE MERVEILLE DE CONFORT ET D'HARMONIE : tous les meubles et sièges composant cet ensemble sont des productions EFA. A remarquer : le canapé transformable instantanément en lit et le fauteuil avec sa banquette repose-pieds.
En vente :
MEUBLES EFA
PARIS : 66, rue de Rennes (entre rue du Four et rue du Vieux-Colombier).
NICE : 32, rue Hôtel-des-Postes.

COURRIER

(Suite de la page 2)

Un cri d'alarme

Le 23 octobre s'est ouvert à New Delhi, dans l'Inde, la Conférence internationale de la Croix-Rouge, qui n'a lieu que tous les quatre ans. On y re-discute les Conventions de Genève. Je voudrais que l'on ajoute à ces conventions un article qui leur permettrait de protéger, en temps de guerre, les internés et les déportés civils, comme elles protègent déjà les prisonniers de guerre. Il y a déjà toute une convention (la quatrième) pour les civils. Mais elle ne renferme pas l'article essentiel stipulant que nul lien de détention ne doit être soustrait au contrôle de la Croix-Rouge (ou de l'organisation humanitaire et impartiale dûment autorisée). Autrement dit, si une guerre éclatait maintenant, les civils qui tomberaient aux mains de l'ennemi seraient exposés à subir le sort que nous avons subi dans les camps. (...)

Du côté de la Conférence Croix-Rouge, je crois avoir fait tout ce que je pouvais. (...) Mais il faut que le public soit au courant, et c'est pourquoi je vous écris.

Il faudrait que le public sache et comprenne que :

1° Une guerre actuellement, ce ne serait pas seulement la bombe atomique et la fusée intercontinentale, mais aussi des arrestations. L'arrestation d'une foule de gens, soupçonnés à tort ou à raison de diverses activités, pris comme otages, ou accusés d'avoir une opinion, une tête ou une couleur de peau, qui n'est pas celle qui convient pour le moment. Quand j'ai été arrêtée, je travaillais dans un des réseaux de de Gaulle. On pouvait encore dire que c'était une activité militaire. Mais parmi ces milliers de femmes déportées, beaucoup avaient pour seul « tort » d'être la mère, la femme, la sœur ou l'amie de quelqu'un. (...)

2° Les Conventions de Genève ne renferment pas encore les articles qui assureraient la protection humanitaire et impartiale des civils internés et déportés. Celle-ci est laissée au bon vouloir de la « puissance détentrice ».

En réalité, il ne faudrait plus faire la distinction entre civils et militaires dans les Conventions de Genève, mais reconnaître que tous les êtres humains enfermés et réduits à l'impuissance ont droit à la même protection, le droit d'être traités humainement.

Micheline Maurel
Genève.

Hostilité de principe ?

Deux fillettes, nées de père tunisien et de mère française qui ont divorcé, étaient allées en Tunisie pour une partie des vacances, selon le droit réservé à leur père ; pendant leur séjour à Sousse, un jugement rendu par le tribunal de cette ville confia leur garde au père.

C'est le deuxième cas de ce genre qui se produit dans la même ville tunisienne.

Ces situations ont, d'un point de vue humain, un aspect très pénible. Est-ce la conséquence d'une hostilité de principe envers la France ?

Geneviève S...,
Tours.

[*Nous croyons savoir que cette affaire doit être à nouveau évoquée très prochainement devant le tribunal de Sousse, dont il n'y a pas lieu, jusqu'à présent, de suspecter les sentiments. Les magistrats tunisiens tiendront certainement, à l'occasion d'une nouvelle audience, à rendre un jugement entièrement conforme à l'équité.*]

Et encore dans notre courrier

● Mme Venet « espère que le prochain gouvernement ne confiera pas à M. André Morice le poste élevé qu'il détient ».

● M. R. George, professeur à Lyon, nous signale qu' « en lisant Corneille il a trouvé la citation suivante :

« *Le tyran soupçonneux qui craint ce qu'il mérite*
A pour nous désarmer choisi ce satellite. »
Corneille (*Attila, Acte V, Scène 2.*)

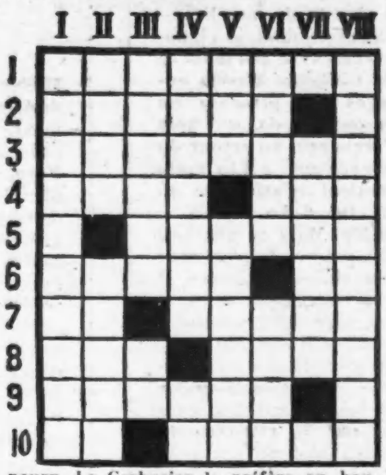
● M. J.-J. William, de Brazzaville, écrit :

« Le moment n'est-il pas choisi pour vous atteler à régénérer ces vieux partis de gauche dont tous les bons éléments sont aux abois et profondément dégoûtés de tous leurs vieux leaders complètement dépassés ? »

● Une institutrice, Mlle Fontanel, suggère de faire réfléchir les enfants sur le problème suivant : « Votre scooter roule à 60 km.-h. A quelle distance doit se trouver une voiture qui fait 120 km.-h. pour que vous puissiez traverser la route sans danger ? En variant à l'infini ce genre d'étude, peut-être arriverait-on à voir diminuer le nombre d'accidents qui provoquent la consternation de tous les gens raisonnables. »

Et M. Pierre Henry, rédacteur en chef de *Mon Film*, après avoir été témoin d'un accident de scooter, rue de Rivoli, nous invite à organiser « une campagne de sécurité ».

Mots croisés n° 107



HORIZONTALEMENT : 1. Où peuvent voisiner salade et coupe-choux. — 2. Permet d'éviter la dérive. — 3. Où l'on ne mélange pas les torchons et les serviettes. — 4. Cette ancienne. Réponse vertueuse à un chevalier. — 5. L'une et l'autre vont dans l'Elbe. — 6. Où les conservateurs peuvent être socialistes. Le monde entier voudrait le voir accouplé à un yes. — 7. Se trouve souvent dans des cavernes. Un peu d'esprit. — 8. Les ordres ne sont pas pour lui. N'est pas adoré par ceux qui l'ont brûlé. — 9. D'une fusée à l'autre. — 10. Communes à Duchet et à Bourgès - Maunoury. Le Corbusier le préfère au bousillage.

VERTICALEMENT : I. Juron peu répandu dans le milieu. — II. Favorable. Contenait les décisions d'Alexandre ou de Nicolas. — III. Une paix religieuse y fut accordée. Entre Dijon et Langres. — IV. Aurait pu atténuer l'effet de terreur produit sur Caïn. En Brie, mais pas en France. — V. Les affaires ne s'y réglaient pas sans témoins. Qui ne traîne plus. — VI. N'a pas besoin de gardénal. Echéance extrême proposée par un hémiptère insouciant. — VII. Réclamé par le blasé. — VIII. Plus fort que la grippe.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	A	V	A	N	T	A	G	E
2	S	I	N	A	I	■	E	N
3	S	T	E	R	L	I	N	G
4	I	R	■	I	L	O	T	E
5	S	I	G	N	E	T	■	N
6	T	O	U	E	■	A	B	D
7	A	L	E	■	A	S	E	R
8	N	E	U	S	S	■	N	E
9	C	E	L	E	S	T	I	N
10	E	■	E	T	E	I	N	T

Solution du N° 106

D'un arrêt rendu par la onzième Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel de Paris le onze juillet mil neuf cent cinquante-six, il appert que M. Roger LACOR, directeur du journal « LES NOUVEAUX JOURS » a été condamné à cinq cent mille francs d'amende et un franc de dommages et intérêts conjointement et solidairement avec la S.A.R.L. Cie Générale d'Edition, d'Impression et de Publicité, envers M. Pierre MENDES FRANCE, pour avoir, dans plusieurs articles publiés dans « LES NOUVEAUX JOURS », diffamé M. Pierre MENDES FRANCE « sans avoir pu apporter aucune preuve à l'appui de ses allégations ni aucun élément permettant d'admettre sa bonne foi ».

Communiqué.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS

37, Champs-Elysées, Paris (8e)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces.
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces).

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Importante Société INDUSTRIELLE recherche :
ANCIEN ELEVE H.E.C.
EXPERT COMPTABLE ou FORMATION EQUIV. Envoyer C. V. à n° 79.333 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS, qui transmettra

CAPITAUX

RAPPORT MAXIMUM
Capital restant en main, sans changer situation, procurons contrat placement 1er ordre
PARIS-PROVINCE-AFN,
discrétion pour capital 1 à 10 millions. Écr. n° 977 L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées (8e) qui transm.

DEMANDES D'EMPLOI

JEUNE ETUDIANT EN DROIT cherche secrétariat ou travail archiviste dans affaire commerciale ou cabinet d'avocat. Ecrire : Jacques LEGRE, 4, rue Michel-Ange - PARIS

DIVERS

GRAPHOLOGIE
ANALYSES CARACTERIELLES
SELECTION DU PERSONNEL
Y. SEGALL, membre agréé du S. G. P.
44, rue Bizanet - GRENOBLE

DANSE Apprenez SEUL chez VOUS ou en notre studio
Méthode R du Professeur PASCAUD
Ecrire : 60, rue Saint-Antoine - PARIS (4e)

Utilisez toute la puissance que peut fournir votre essence

Lorsque vous achetez votre essence le pompiste vous livre, en quelque sorte, une certaine « quantité de puissance ». En brûlant dans la chambre de combustion, l'essence fournit à votre moteur la puissance qu'elle contient. Votre intérêt est donc évidemment qu'aucune fraction de cette énergie ne soit gaspillée, qu'aucune déperdition ne se produise, sans quoi le prix réel de votre essence se trouve augmenté, votre moteur perd une partie de sa nervosité et tire moins régulièrement.

Grâce à I. C. A., l'essence Shell est vraiment différente. Mais attention ! Shell avec I. C. A. n'est pas un Supercarburant. Si votre moteur exige du Supercarburant, continuez d'utiliser Supershell avec I. C. A.

Avec I.C.A. totalité de la puissance

Pour que votre moteur soit capable de tirer tout le profit et toute la puissance du carburant que vous lui fournissez, il faut qu'il soit en parfait état de fonctionnement. Il faut, en particulier, que l'allumage se fasse régulièrement, que les bougies produisent une étincelle forte et franche à l'instant voulu et qu'aucune perturbation ne vienne troubler cette parfaite régularité.

I.C.A. — exclusivité Shell — incorporé désormais à l'essence Shell, comme il l'est depuis quatre ans à Supershell avec I.C.A. est précisément un additif régulateur d'allumage. I.C.A. permet à votre moteur de tirer toute la puissance fournie par l'essence Shell, toute la puissance pour laquelle vous payez. C'est dire quel intérêt vous avez, si vous êtes un consommateur habituel d'essence normale, à utiliser Shell avec I.C.A. : avoir pour le même prix, plus de souplesse, plus de sécurité, une conduite plus confortable et un moteur qui tourne rond, c'est, en définitive, payer votre essence moins cher.

Aujourd'hui même, essayez

Shell avec ICA

SHELL BERRE

PUBLICIS EN 5731

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

28 OCTOBRE.

TOUT va-t-il rentrer au sérail dans l'ordre accoutumé ? Nous le saurons ce soir. Nous saurons si le maire du Palais triomphant pourra s'écrier devant son vieux chef ébloui : « Que vous avais-je dit ? Les choses n'ont-elles pas suivi le cours que j'avais annoncé ? Les trois marionnettes n'ont-elles pas fait leurs trois petits tours ? » Mais non, je n'ai pas le cœur de poursuivre et il n'y a pas de quoi rire. « Résignation », c'est le titre que Louis Gabriel-Robinet donne à son article de ce matin. Se résigner à quoi ? A la maladie et à la mort ? Il le faudra bien quand il s'agira de nous-mêmes. Mais s'il s'agit de notre peuple ?

JE ne cède ici à aucune passion polémique. Au point où nous en sommes venus, les questions de personnes importent peu et, à tout prendre, nous nous réjouirions plutôt de voir apparaître, au milieu du troupeau que M. Guy Mollet poussera cet après-midi devant lui dans le cirque, des hommes nouveaux, un Pflimlin, un Simonnet, un René Charpentier. Nous leur demandons seulement : « Que ferez-vous et à quoi vous serviront tous les talents que nous vous accordons volontiers si ce pays au bord de la faillite continue de consacrer par jour deux milliards qu'il ne possède pas à une guerre dont l'issue ne dépend d'aucune bataille rangée et que nos adversaires, qui mesurent nos difficultés, ont le pouvoir de faire durer indéfiniment ? Quoi qu'ils aient à souffrir, ils serreront les dents, eux qui n'ont plus rien à perdre qu'une vie qu'ils ont déjà sacrifiée. »

Pflimlin, Simonnet, Charpentier ne pourront qu'apporter leur caution à la politique qu'incarne Robert Lacoste maintenu à Alger. A moins qu'ils n'aient reçu de M. Guy Mollet, touchant l'Algérie, une promesse secrète ? Pour ne pas perdre cœur, il nous reste, à nous qui ne pouvons rien faire que tracer des mots sur une feuille de papier, il nous reste de nous forger des hypothèses consolantes auxquelles nous ne croyons pas.

IL resterait aussi quand on joue le personnage de « premier pamphlétaire de notre temps » (c'est le titre que m'accorde Robert Kanters dans le dernier « Express ») il resterait de choisir ses cibles parmi les quarante têtes du nouveau jeu de massacre, et de ne pas les rater, et de faire rire. Ce rôle me répugne, je ne suis pas né pour cela, vous le savez, cher Kanters qui depuis votre adolescence êtes entré si profondément dans chacun de mes livres. Je n'ai rien cherché, même quand je l'ignorais, que de rendre sensible avec des mots ce que Federico Fellini et Giulietta Masina expriment avec des images : la présence, au plus secret d'une chair souillée, de cette âme créée pour l'amour. J'écris cela au retour du cinéma. Je savais d'avance que « Les nuits de Cabiria » ne pourraient m'atteindre du coup de lance que me fut « La Strada », chef-d'œuvre indépassable. Mais ce nouveau film procède du même mystère. Je n'entends rien à la technique du cinéma. J'ignore si Fellini l'emporte sur les autres cinéastes. Il ne m'appartient pas de dire qu'il est supérieur, mais je sais bien qu'il est différent, qu'il est un autre. La plupart, les plus fameux, sont les peintres d'un monde qui a perdu son âme. Fellini, lui, est pareil à cette femme de l'Evangile qui a retrouvé la drachme perdue. Et nous pleurons et nous nous réjouissons avec lui. Grandeur de l'âme humaine : sur cette figure d'une petite prostituée, elle éclate avec une évidence que nous refusons de voir dans la vie, parce que nous avons peur de la lumière et que nos œuvres mauvaises préfèrent les ténèbres...

QUE nous voilà loin du jeu de massacre, dont je me représente, à cette minute même, les quarante figures épuisées et tendues. Chacun, et c'est humain, à travers le jeu tragique de la France, mène sa propre partie. Secrétaires d'Etat, ils rêvent d'un ministère. Ministres, ils auront manqué leur vie s'ils meurent sans avoir été le maître de Matignon. Et que c'est étrange ! Le risque de devenir le syndic de la plus honteuse faillite de l'Histoire ne fait reculer aucun d'eux. Quarante ministres, c'est encore trop peu, c'est même un chiffre dérisoire si nous dénombrons la meute affamée qui déjà gronde autour de ces quarante maroquins dont le parlementaire le plus bête ou le plus taré ne se croit pas indigne.

AUCUNE inimitié personnelle ne me fait souhaiter l'échec de M. Guy Mollet, mais la certitude que ce qui s'appelle politique du pire n'est plus aujourd'hui pour les Français un choix hasardeux. Elle est devenue nécessité. Le pire est atteint, vous le voyez bien, que nous y consentions ou non. Mais nous pouvons encore le masquer, gagner du temps. Alors, ce serait, si j'ose ainsi parler, le pire du pire. Car gagner du temps, nous savons ce que cela signifie en politique et ce que le temps prétendument gagné en Algérie nous a fait perdre et, je le crains, à jamais.

TELEPHONE : Guy Mollet ne résistera pas aux estocades maladroites et furieuses qu'il reçoit en ce moment. Je ne ris que d'un œil, car une seule chose est sûre : le « tout plutôt que Mendès France » a, dans cette Assemblée, un envers plus secret, moins avoué : « tout plutôt que de Gaulle ». Au seul nom de de Gaulle, nous verrions, au fond du panier, se désenlacer toutes ces pattes ennemies. Nous verrions faire front toutes les pinces, et ce joli monde se dresser comme un seul crabe.

Et pourtant les peuples incapables de se soumettre aux disciplines qu'exige le régime démocratique n'ont pas d'autre recours qu'un homme, s'ils n'ont pas toujours un de de Gaulle. Et nous non plus, nous ne l'aurons pas toujours.

29 OCTOBRE.

CES crabes, la nation les a choisis. Ce ne serait rien : ils sont à ses ordres et leurs réflexes sont les nôtres, voilà la dure vérité contre laquelle le jeune technicien appelé cette nuit risque de se briser comme les autres, avec toute sa technique.

« Ce palais complètement isolé, semble-t-il, de tout ce qui raisonne logiquement dans la nation... » écrit ce matin Louis Gabriel-Robinet. Peut-être, mais non certes isolé de tout ce qui chez nous se replie férocement et stupidement sur des intérêts immédiats, de tout ce qui a perdu l'intelligence du monde surgi depuis dix ans sous nos yeux, en dehors de nous et contre nous. Ce n'est pas le parlement qu'il faut mettre en accusation, c'est nous-mêmes.

F. M.

(*Copyright* « L'Express »)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

ABONNEMENTS :
Administration, publicité, vente :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française :
3.000 francs
Etranger : 3.700 francs
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 fr.

PAR AVION
4.000 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.600 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
6.500 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.700 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
9.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
8.600 fr. - Afrique du Sud.
9.900 fr. - Canada, Etats-Unis.
11.200 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.

Règlement par chèque bancaire
ou C.C.P. 73 78-19 Paris.
Administrateur : J.-F. Coblence

EMPIRE-FOURRURES

8, *avenue de Wagram* (PL. DE L'ETOILE) CAR. 22-82
MAISON FONDEE EN 1924

Actuellement

VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMÉRIQUE

à des prix sans concurrence pour la qualité proposée

POUR VOS TRICOTS

100% pure laine

EXIGEZ

INTEXA
tricots de qualité